



# SÉFOR 2008



Rapport final





# **SÉFOR**

## **2008**

Yaoundé, CAMEROUN  
09.11 – 12.11.08

Organisé par le  
**Conseil International des Radios-Télévisions d'Expression Française aisbl (CIRTEF)**  
et l'**Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)**  
A l'invitation de la  
**Cameroun Radio Television (CRTV)**  
en partenariat avec  
**Canal France International (CFI)**  
et **TV5MONDE**  
et le soutien du  
**Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française de Belgique (CGRI)**



# RAPPORT FINAL

## Message du Secrétaire général du CIRTEF [03]

## Programme des travaux [04]

## Textes de présentation du thème général et des sous-thèmes

### THÈME GÉNÉRAL :

**Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance.** [09]

### SOUS-THÈMES :

**Les défis d'une gestion moderne.** [11]

**Quels programmes, quelles distributions, quels publics ?** [12]

## Synthèse des travaux en plénière [14]

### Cérémonie d'ouverture

Monsieur Amadou VAMOULKÉ [19]

Monsieur Frédéric BOUILLEUX [22]

Monsieur Hamado OUANGRAOUA [24]

Monsieur Jean-Pierre BIYITI bi ESSAM [27]

Monsieur Chief Ephraim INONI [29]

### Conférences introductives

- ♦ L'audiovisuel public africain, les défis du présent et du futur entre le local et le planétaire.  
Conférence du Professeur Michel TJADE EONE [33]

- ♦ Les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance  
Conférence de Monsieur Hervé BOURGES [42]

### Conférence en séance plénière des Ateliers

- ♦ Architecture technologique  
Conférence de Monsieur Poorundeo SEEBALUCK [47]

### Rapports des Ateliers et des groupes de travail

Atelier **STRATÉGIE** [55]

Atelier **RADIO** [59]

Atelier **TÉLÉVISION** [63]

Formation à l'**ARCHIVAGE** [67]

**DIAPORAMA** de la séance Archivage [69]

Groupe de travail : « **MAGAZINE SCIENTIFIQUE** » [74]

Groupe de travail : Série TV « **FEMMES BATTANTES II** » [76]

Formation au **MONTAGE VIRTUEL** [77]

**RADIO SÉFOR** [78]

Série Radio « **MAUX D'ENFANTS** » [79]

La Parole est au Sud [80]

L'Espace Virtuel [81]

Les Réunions pré et post-SÉFOR [81]

Remerciements [83]

Liste des Participants [86]

---

# MESSAGE du Secrétaire général

La Cameroon Radio Télévision (CRTV) a aimablement invité et reçu à Yaoundé du 09 au 12 novembre 2008 la 18<sup>ème</sup> édition du SÉFOR organisée par le CIRTEF et l'OIF.

Cette manifestation a regroupé près de 200 professionnels de la Radio et de la Télévision, du Nord et du Sud, autour du thème : **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance.**

Ces responsables d'organismes de radiodiffusion et de télévision, Directeurs Généraux, Directeurs Radio, Directeurs de Télévision, Directeurs de programmes, responsables d'archives, techniciens et ingénieurs, ont échangé leurs expériences et leurs préoccupations face aux défis qui se posent au service public de l'audiovisuel. Ils ont pu également visiter des stands d'exposants et rencontrer des partenaires.

C'est au Palais des Congrès de Yaoundé que s'est déroulée le lundi 10 novembre 2008 la cérémonie officielle d'ouverture du 18<sup>ème</sup> SÉFOR sous la présidence effective de S.E. Chief Ephraim INONI, Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Cameroun. Avant lui, le Directeur Général de la CRTV, le Président du CIRTEF et Directeur Général de la Radiodiffusion-Télévision du Burkina Faso, le représentant de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF) et le Ministre de la Communication ont eu à prendre la parole.

Avec comme modérateur le Secrétaire général du CIRTEF, les conférences introductives ont vu l'intervention de deux éminents conférenciers, le Président Hervé BOURGES et le Professeur Michel TJADE EONE autour du thème : **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance.** Qu'ils soient encore remerciés ici.

Les séances en plénière ont été complétées par celles des ateliers Stratégie, Radio et Télévision, présidés respectivement par la RTB, RFO et la CRTV, avec des modérateurs venant des organismes CRTV, RFO, MBC, RTS, Radio France, TV5MONDE, RTB, RFI, Radio-Canada, CFI, Radio Lomé.

**J'ai l'avantage de vous soumettre ici les rapports et recommandations issus de ces travaux.**

Il en est de même pour la Radio temporaire, RADIO SÉFOR, pour les sessions sur les séries harmonisées et les formations Archivage, Radio et Télévision ; activités dans lesquelles beaucoup d'organismes se sont investis (CRTV, Radio France, TSR, CFI, RFI, MBC, CRPF Cotonou, CRPF Yaoundé, INA).

C'est aussi le lieu de renouveler nos remerciements à tous les organismes ci-dessus, à l'OIF qui a organisé avec le CIRTEF, à la **Cameroon Radio Television** (CRTV), partie invitante, à **CFI**, **TV5MONDE** et au **CGRI** (Coopération belge), pour leur soutien.

Avec une mention spéciale pour la CRTV pour l'accueil plein de chaleur et la parfaite organisation qui a permis la tenue de ce 18<sup>ème</sup> SÉFOR.

D'autres réunions feront l'objet de rapports séparés : la rencontre annuelle OIF/Directeurs de programmes des Télévisions francophones, le séminaire CFI, le Conseil de Coopération de TV5MONDE Afrique et les commissions spécialisées du CIRTEF.

Je terminerai en remerciant tous les organismes qui ont participé aux travaux et qui ont envoyé des représentants, pour leur engagement dans cette manifestation majeure de l'audiovisuel francophone.

**Guila THIAM**

# PROGRAMME des travaux

## Pré-SÉFOR

### MERCREDI 5 NOVEMBRE

09h30 – 18h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>' <b>FORMATION RADIO</b> (au CRPF)</li> <li>' <b>FORMATION TV</b> (au CRPF)</li> <li>' <b>ACCUEIL ET SECRÉTARIAT</b> (SALON MEFOU)</li> </ul>
---------------	--

### JEUDI 6 NOVEMBRE

09h30 – 18h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>▪ Formation Radio (au CRPF)</li> <li>▪ Formation TV (au CRPF)</li> <li>▪ Accueil et Secrétariat (SALON MEFOU)</li> </ul>
---------------	---

### VENDREDI 7 NOVEMBRE

09h30 – 18h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>' <b>SÉMINAIRE CFI</b> (SALONS ABBIA ET FEBE)</li> <li>' <b>RADIO SÉFOR</b></li> <li>▪ Formation Radio (au CRPF)</li> <li>▪ Formation TV (au CRPF)</li> <li>▪ Accueil et Secrétariat (SALON MEFOU)</li> </ul>
---------------	--

### SAMEDI 8 NOVEMBRE

09h30 – 18h30	<ul style="list-style-type: none"> <li>' <b>FORMATION ARCHIVAGE</b> (SALLE AIMÉ A LACRTV)</li> <li>' <b>TRAVAUX DES RÉALISATRICES DE LA SÉRIE « FEMMES BATTANTES II »</b> (au CRPF)</li> <li>▪ Séminaire CFI (SALONS ABBIA ET FEBE)</li> <li>▪ Radio Séfor</li> <li>▪ Formation Radio (au CRPF)</li> <li>▪ Formation TV (au CRPF)</li> <li>▪ Accueil et Secrétariat (SALON MEFOU)</li> </ul>
---------------	--

## DIMANCHE 9 NOVEMBRE

09h30	<b>PROJECTION</b> de « La Parole est au Sud »	
10h30	Pause	
11h00	<p>CONFÉRENCES INTRODUCTIVES <b>en séance plénière</b> :  <b>« Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance »</b></p> <p>Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b>, Président du CIRTEF  Modérateur : <b>Guila THIAM</b>, Secrétaire général du CIRTEF  <u>Conférenciers</u> :  <b>Hervé BOURGES</b>, Président UIJLF (11h00 – 11h30)  <b>Michel Tjade EONE</b>, Professeur d'Université (11h30 – 12h00)  Échanges et débats (12h00 – 12h30)</p>	LIEU : SALON UNITÉ
12h30	<p><u>ATELIER COMMUN STRATÉGIE - TV – RADIO (1<sup>ÈRE</sup> SESSION)</u>  <b>Thème</b> : « <i>Architecture technologique</i> »</p> <p>Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b>  Modérateur : <b>Poorundeo SEEBALUCK</b>, expert technique de la MBC</p>	LIEU : SALON UNITÉ
13h30	Déjeuner	
15h00	<p><u>ATELIER TV (SESSION 2)</u>  <b>Thème</b> : « <i>Quels programmes pour quels publics ?</i> »</p> <p>Président : <b>Yves RAMBEAU</b>, RFO  Modérateur : <b>Mamadou BAAL</b>, RTS</p> <p><u>ATELIER RADIO (SESSION 2)</u>  <b>Thème</b> : « <i>Quelles distributions pour quels publics ?</i> »</p> <p>Président : <b>Daniel Anicet NOAH</b>, CRTV  Modérateur : <b>Alain MASSÉ</b>, Radio France</p> <p><u>ATELIER STRATÉGIE (SESSION 2)</u>  <b>Échanges sur les statuts, les modes de financement et les cahiers des charges</b></p> <p>Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b>  Modérateur : <b>Hervé BOURGES</b></p>	<p>LIEU : SALON MFOUNDI</p> <p>LIEU : SALON ABBIA</p> <p>LIEU : SALON UNITÉ</p>
17h00	<p><u>ATELIER TV (SESSION 3)</u>  <b>Thème</b> : « <i>Quelles distributions pour quels publics ?</i> »</p> <p>Président : <b>Yves RAMBEAU</b>  Modérateur : <b>Gil FERRAND</b>, TV5MONDE</p> <p><u>ATELIER RADIO (SESSION 3)</u>  <b>Thème</b> : « <i>Quels programmes pour quels publics ?</i> »</p> <p>Président : <b>Daniel Anicet NOAH</b>  Modérateur : <b>Lamoussa ROGBO</b>, RTB</p>	<p>LIEU : SALON UNITÉ</p> <p>LIEU : SALON ABBIA</p>

19h30 **Cocktail de bienvenue** autour de la piscine du Mont Fébé

09h30 – 18h30	'	<b>TRAVAUX DES RÉALISATEURS « Es SCIENCES »</b> (au CRPF)
	'	<b>ESPACE VIRTUEL</b>
	▪	Formation Archivage
	▪	Travaux des réalisatrices de la série « Femmes battantes II » (au CRPF)
	▪	Radio Séfor
	▪	Formation Radio (au CRPF)
	▪	Formation TV (au CRPF)
	▪	Accueil et Secrétariat

## LUNDI 10 NOVEMBRE

10h00	<b>CÉRÉMONIE d'ouverture</b> au Palais des Congrès par Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement
11h00	<b>Cocktail d'ouverture</b> au Palais des Congrès
12h00	<b>Visite</b> de la CRTV
12h30	Départ pour le Mont Fébé

13h00 Déjeuner

14h30	<u>ATELIER COMMUN TV – RADIO (SESSION 4)</u> <b>Thème : « Archivage »</b> Co-présidents : <b>Daniel Anicet NOAH</b> <b>Yves RAMBEAU</b> Modérateurs : <b>Catherine SOURNIN</b> , RFI <b>Dharmendre SUJEEBUN</b> , MBC  LIEU : SALON UNITÉ
	<u>ATELIER STRATÉGIE (SESSION 4)</u> <b>Thème : « Défis d'une gestion moderne. Organisation, financement, concurrence »</b> Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b> Modérateur : <b>Jacques AUGER</b> , Radio-Canada  LIEU : SALON « LE 8 <sup>e</sup> »

16h00 Pause

16h30	<u>ATELIER TV (SESSION 5)</u> <b>Thème : « Connaître nos publics »</b> Président : <b>Yves RAMBEAU</b> Modérateur : <b>Guillaume PIERRE</b> , CFI  LIEU : SALON UNITÉ
	<u>ATELIER RADIO (SESSION 5)</u> <b>Thème : « Connaître nos publics »</b> Président : <b>Daniel Anicet NOAH</b> Modérateurs : <b>Pitalounani TELOU</b> , Radio Lomé  LIEU : SALON ABBIA
	<u>ATELIER STRATÉGIE (SESSION 5)</u> <b>Thème : « Archivage »</b> Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b> Modérateurs : <b>Catherine SOURNIN</b> <b>Dharmendre SUJEEBUN</b>  LIEU : SALON « LE 8 <sup>e</sup> »

20h00 **Dîner de clôture** dans les jardins de la CRTV

## SÉFOR 2008

09h30 – 18h30	<ul style="list-style-type: none"><li>▪ Travaux des réalisateurs « Es Sciences » (au CRPF)</li><li>▪ Espace Virtuel</li><li>▪ Formation Archivage</li><li>▪ Travaux des réalisatrices de la série « Femmes battantes II » (au CRPF)</li><li>▪ Radio Séfor</li><li>▪ Formation Radio (au CRPF)</li><li>▪ Formation TV (au CRPF)</li><li>▪ Accueil et Secrétariat</li></ul>
---------------	---

### MARDI 11 NOVEMBRE

09h00	<p><u>ATELIER TV (SESSION 6)</u> <i>Thème : lecture et adoption du Rapport et des recommandations</i> Président : <b>Yves RAMBEAU</b> Modérateurs : <b>Modérateurs des sessions</b></p> <p style="text-align: right;">LIEU : SALON UNITÉ</p> <p><u>ATELIER RADIO (SESSION 6)</u> <i>Thème : lecture et adoption du Rapport et des recommandations</i> Président : <b>Daniel Anicet NOAH</b> Modérateurs : <b>Modérateurs des sessions</b></p> <p style="text-align: right;">LIEU : SALON ABBIA</p> <p><u>ATELIER STRATÉGIE (SESSION 6)</u> <i>Thème : lecture et adoption du Rapport et des recommandations</i> Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b> Modérateurs : <b>Modérateurs des sessions</b></p> <p style="text-align: right;">LIEU : SALON « LE 8<sup>e</sup> »</p>
-------	--

10h30	<p>Recommandations en séance plénière <b><i>Lecture des rapports et des recommandations en plénière</i></b> Président : <b>Hamado OUANGRAOUA</b> Modérateur : <b>Guila THIAM</b></p> <p style="text-align: right;">LIEU : SALON UNITÉ</p>
-------	---

11h30	<p>Cérémonie de clôture</p> <p style="text-align: right;">LIEU : SALON UNITÉ</p>
-------	--

12h30 Déjeuner

**Post-SÉFOR****MARDI 11 NOVEMBRE**

14h00	Réunion OIF-CIRTEF-TV	LIEU : SALON UNITÉ
	Commission Radio du CIRTEF	LIEU : SALON ABBIA

16h00 Pause

16h30	Commission Formation du CIRTEF	LIEU : SALON UNITÉ
	Conseil de Coopération de TV5MONDE Afrique	LIEU : SALON ABBIA

**MERCREDI 12 NOVEMBRE**

09h00	Commission Télévision du CIRTEF	LIEU : SALON UNITÉ
-------	---------------------------------	--------------------

10h00 Pause

11h00	Commission Télévision du CIRTEF	Lieu : Salon UNITÉ
-------	---------------------------------	--------------------

13h00 Déjeuner

**MERCREDI 12 AU VENDREDI 14 NOVEMBRE**

Commission Télévision du Fonds francophone de production audiovisuelle du Sud		LIEU : CRPF
---	--	-------------

# TEXTE de présentation du thème général

## **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance**

Est-ce inéluctable d'avoir une nouvelle gouvernance ?

L'intitulé est déjà un parti pris qui induit une réponse positive. Est-ce à dire que les méthodes du passé ne marchent plus, que nous sommes en face d'une crise et qu'il faille tout révolutionner ?

Ou plutôt que ce sont les enjeux liés à nos activités qui changent, qui exigent des réponses plus élaborées ou innovantes.

Et qu'en conséquence il faut en identifier le pourquoi et en rechercher la maîtrise du comment.

L'entrée dans la « société de l'information » ne se manifeste pas seulement dans la sphère technologique ; on voit aussi apparaître, entre autres, un impact sur la gestion et les choix stratégiques, sur les métiers, sur l'emploi, sur les investissements, une évolution dans la représentation des produits offerts par les médias et de leur accès, le changement des modèles économiques, etc.

Des investissements importants ont été faits par les opérateurs historiques de l'audiovisuel public.

Mais l'obsolescence guette, car la technologie impose de nouvelles échéances. De nouveaux métiers apparaissent et il faut assurer la pérennité et l'adaptation des compétences. Comment gérer les transitions ? Quel plan stratégique face aux échéances ? Quelles ressources ou nouvelles sources de financement associées ? Comment assurer la continuité du service et la compatibilité des moyens existants d'avec les nouveaux ? Comment intégrer, voire investir les nouveaux médias. Conserver la qualité du service public et assurer les moyens de son fonctionnement.

La prise de distance par rapport aux rendez-vous dans l'accès, la diversité des points de vue, la dispersion des références semblent caractériser les nouveaux médias. Ces éléments mettent à mal la gouvernance traditionnelle, l'adresse unilatérale des professionnels et experts, la validation des contenus et le rôle du service public. Quelle place pour la marque « service public » ?

La concurrence, la fragmentation du public font qu'il faut aller chercher l'audience. Comment ? Quels choix, quelles contraintes devant la multiplication et la diversification des supports de la distribution ?

Quelle approche devons-nous avoir pour bénéficier, les uns et les autres, des expériences tentées, des réussites, des réformes en cours ou menées du service public. Comment assurer un échange permanent d'expérience et assurer une veille collective pour augmenter notre réactivité.

Il faut des choix stratégiques, une nouvelle planification du développement et de la pérennité des médias de service public ; en un mot, une nouvelle gouvernance.

Des expériences sont en cours ici ou là, des décisions stratégiques sont prises, mais ne serait-ce pas dans ce type de lieu de dialogues publics qu'est le SÉFOR que les enjeux de la nouvelle gouvernance seront cernés en vue de sa mise en œuvre ?

En tout cas, celle qui pourrait faire référence pour le service public quant au questionnement, multidimensionnel et multiforme, du moment qui s'articule autour de notions comme : management, nouvelle gouvernance ; réforme audiovisuel public ; nouveaux défis, nouveaux enjeux ; ingénierie de la formation, gestion des compétences ; choix techniques, échéances technologiques ; numérique ; archives ; qualité ; droits d'auteur, piratage ; quelle distribution pour rejoindre son public ; fragmentation et concurrence ; mondialisation de l'information et de la communication.

---

# TEXTES de présentation des sous-thèmes

## Les défis d'une gestion moderne

Diriger actuellement une entreprise d'audiovisuel, ne se borne plus seulement à une bonne connaissance du terrain et de ses équipes mais demande des capacités multidisciplinaires et une vision éclairée de ce que sera l'avenir des radios et télévisions.

De chef de famille, le gestionnaire d'aujourd'hui doit devenir chef de cordée, partant à l'assaut d'une montagne de défis et responsable de la survie de ceux qui le suivent dans son ascension ainsi que des outils qui la permettent.

Maîtrise de l'organisation de l'entreprise, des finances, de la communication, des ressources humaines, des nouvelles technologies, des statuts, des contenus, de l'évolution du paysage audiovisuel, de l'impact de la concurrence, des demandes des publics... voilà les différentes compétences à développer ou à perfectionner.

C'est donc sur une analyse de la pratique quotidienne du gestionnaire d'entreprise, de ses difficultés et de ses réussites, que vont prendre corps les idées qui lui permettront de mener « sa cordée » jusqu'au sommet.

### Quelques suggestions non exhaustives de thèmes d'ateliers ou d'axes de réflexion

#### COMMUNICATION

- Communication interne et culture d'entreprise
- Communication avec le public : quelle image veut-on donner à son média ?
- Communication avec les partenaires, autres médias...
- Interactivité des différents médias dans une même entreprise.

#### FINANCES

- Gestion des moyens financiers (outils et méthodes)
- La recherche de financement
- Les modes de financement
- Gestion des investissements

#### RESSOURCES HUMAINES

- Théorie de la négociation
- Les groupes de pression
- Construire et conduire une équipe : comment permettre à chacun de trouver et d'occuper sa place dans l'entreprise
- Construire et conduire un projet d'équipe : une approche participative
- Élaboration d'une réglementation interne à l'entreprise : règlement de travail, règlement d'ordre intérieur
- Élaboration et gestion des contrats de travail.
- La gestion du personnel et de la mutation des métiers

- La gestion des conflits internes et des problématiques liée au stress (conflits entre membres du personnel, abus de pouvoir, conflits entre catégories de personnel, problèmes médicaux et sociaux : alcoolisme, suicides...)

#### **CADRE DE L'ENTREPRISE**

- Définition des statuts
- Définition d'un cahier des charges clair et réalisable.

#### **CONTENUS**

- Nouveaux contenus en fonction des nouvelles technologies
- Élaboration d'une grille de programmes
- Élaboration d'une programmation musicale
- Gestion et cohérence des contenus
- Gestion d'une équipe : communication interne, réunions de rédaction, débriefings
- Gestion de l'Information
- La responsabilité du cadre dans le respect de la déontologie de l'information.
- Gestion des relations entre les services (technique, production, finance, communication...)
- Choix des formats et des programmes face à la concurrence
- Gestion de la planification du personnel et des moyens (outils et méthodes)

---

## **Quels programmes, quelles distributions, quels publics ?**

Un des sous-thèmes du SÉFOR 2008 est donc : quels programmes, quelles distributions, quels publics ?

L'ordre des mots et ce qu'ils représentent est en soi assez logique, je dirais même linéaire.

Les programmes sont produits et distribués ensuite vers le ou les publics.

Ceci posé, et si on changeait l'ordre ainsi établi ?

Suivez-moi un peu...

Commençons par les publics. C'est une évidence, il y aura toujours des personnes qui écouteront, regarderont les programmes.

Mais sur quels supports ?

A la télévision ou à la radio ? Comme les chaînes continueront à les diffuser en linéaire selon un conducteur préétabli ?

Ou bien choisiront-ils un ou des programmes «à la carte» comme le numérique le permet aujourd'hui : ce que l'on appelle la télévision ou la radio à la demande ?

Mais d'autres publics pourraient bien, comme le phénomène se développe, regarder la télévision, écouter la radio ou l'un ou l'autre programme sur Internet.

Ou bien encore se diriger sur tel ou tel site pour ne regarder, écouter qu'un extrait d'un programme. Une séquence déterminée d'un journal Télévisé par exemple.

Et si l'on garde l'exemple de la télévision, d'autres personnes encore - mais qui pourraient bien être les mêmes qui regardent aussi la télévision, qui consultent Internet - regarderont aussi des séquences, des programmes sur leur téléphone ou n'importe quel appareil portable et personnel. C'est ce que l'on appelle la TMP, la télévision mobile personnelle.

Si vous me suivez toujours, dans le désordre s'entend, parlons maintenant « des » diffusions.

Outre les modes de distribution ou de diffusion déjà évoqués, il est aussi possible de regarder et d'écouter des programmes enregistrés non seulement sur des lecteurs DVD ou CD, non seulement sur Internet mais aussi sur son lecteur MP3.

Ça, c'est pour « la télévision et la radio » où vous voulez, quand vous voulez.

Mais pour les chaînes et notamment les chaînes de service public, en programmation linéaire, la compression numérique, l'explosion des modes de distributions (numérique hertzien, câble, satellite, Internet) aboutit à l'exaspération de la concurrence pourtant déjà féroce depuis l'arrivée des chaînes privées !

Mais poursuivons pour arriver à la nature, à la facture des programmes que nous produisons. Plus uniquement pour « la chaîne » mais pour tous les modes de distribution tenant compte de la spécificité de chacun d'entre eux.

Et c'est donc ici que l'on parle de « formats » qui doivent être adaptés.

Et c'est ici qu'il convient d'analyser le mode d'intégration des différentes structures de production : radio, Tv, Internet et mobile.

On peut donc conclure sur une deuxième évidence : il y aura toujours des programmes.

Suivez-moi bien : on peut refaire l'exercice en partant du deuxième élément de la trilogie : la distribution. Le résultat sera le même.

Quelque soit le bout par lequel on examine la question, il faudra une vraie adaptation dans la structure et les services de nos chaînes afin de donner une ou plusieurs vies à nos programmes.

---

# SYNTHÈSE des travaux en plénière

C'est à l'aimable invitation de la Cameroun Radio Télévision (CRTV) que s'est tenu du 09 au 12 novembre 2008 à Yaoundé, le 18<sup>ème</sup> SEFOR organisé par le CIRTEF et l'OIF.

Depuis 1991, date de sa première édition, le Séminaire de Formation du CIRTEF demeure un cadre d'échange d'expériences entre professionnels de l'audiovisuel francophone des cinq (5) continents.

Ce sont plus de deux cents (200) participants, composés de responsables d'organismes de radiodiffusion et de télévision, de Directeurs Généraux, de Directeurs Radio, de Directeurs de Télévision, de Directeurs de programmes, de responsables d'archives, de techniciens et ingénieurs, qui ont échangé pendant ces quelques jours, leurs expériences et leurs préoccupations devant les nouveaux défis qui se posent aujourd'hui à l'audiovisuel de service public. Ils ont pu également visiter des stands d'exposants et rencontrer des partenaires pour mieux s'informer sur le développement de la technologie, en vue de trouver des réponses aux multiples interrogations qui se posent aux médias publics.

## **Introduction orale du Secrétaire général pour la projection de « La Parole est au Sud »**

*Mesdames et Messieurs, Bonjour,*

*J'espère que vous avez passé une excellente nuit et pris un bon petit déjeuner.*

*J'ai l'avantage de pouvoir dire « Bienvenue au Cameroun, Bienvenue au SÉFOR » au nom de nos hôtes, le Directeur général de la CRTV, la CRTV, le Cameroun que nous remercions pour la qualité de l'accueil, au nom du Président du CIRTEF et de tous nos partenaires l'OIF, CFI (avec notre salut au nouveau Président et au nouveau Directeur général), TV5Monde, CGRI.*

*Bienvenue donc à ceux qui ont traversé les mers et les océans, mais aussi les fleuves, les collines, les frontières dans notre espace allant de Vanuatu ou Haïti au Vietnam, qui assure la Vice-présidence du CIRTEF et qui nous recevra en avril 2009 pour la Conférence générale (bonne occasion pour beaucoup de subir les délices d'un long décalage horaire) et du Burundi (dont nous saluons le nouveau Directeur général) au Canada Québec.*

*Nous avons l'insigne honneur de voir notre rencontre placée sous le haut Patronage du Chef de l'État, M. le Président de la République du Cameroun. Et malgré ses lourdes charges M. le Premier Ministre présidera la cérémonie officielle d'ouverture demain au Palais des Congrès compte tenu des contraintes de son calendrier.*

*Donc aujourd'hui, nous allons procéder dès maintenant à la projection de « La Parole est au Sud » qui est un aggloméré des productions soutenues par le Fonds francophone de production audiovisuelle du Sud OIF/CIRTEF, des séries du CIRTEF et de la production du Sud.*

*Ensuite, nous aurons à entendre, toujours ce matin, les conférences introductives du Président BOURGES que nous remercions d'être là ; et du Professeur Tjade EONE.*

*Le Président BOURGES, je ne lui dis pas bienvenue au Cameroun car il est un peu chez lui et l'on sait tout son attachement au Cameroun, à l'Afrique et à la communication audiovisuelle.*



→ Projection de « **LA PAROLE EST AU SUD** »

## Cérémonie officielle d'ouverture

C'est dans la prestigieuse salle auditorium du Palais des Congrès de Yaoundé que s'est déroulée le lundi 10 novembre 2008 la cérémonie officielle d'ouverture du 18<sup>ème</sup> SEFOR.

Après avoir souhaité la bienvenue aux participants, Monsieur Amadou VAMOULKE, Directeur Général de la CRTV, s'est réjoui de la tenue de cette édition dont le thème est : « **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance** ».

Rappelant les conditions de création de la CRTV au milieu des années 80, il a évoqué le développement qu'a connu la CRTV pour s'adapter au nouvel environnement de l'audiovisuel. Ceci s'est traduit par une recherche croissante de l'excellence dans les programmes, une plus grande pénétration avec l'implantation de stations de diffusion sur tout le territoire et une meilleure qualification du personnel.

Prenant la parole à son tour, Monsieur Hamado OUANGRAOUA, Président du CIRTEF et Directeur Général de la Radiodiffusion et Télévision du Burkina Faso, a remercié, au nom des participants, les plus hautes autorités camerounaises qui malgré leurs calendriers chargés, ont voulu honorer de leur présence cette cérémonie. Il a également remercié la CRTV pour l'accueil plein de chaleur et la parfaite organisation qui a permis la tenue de ce 18<sup>ème</sup> SEFOR.

Le Directeur de la Francophonie et représentant de l'OIF, Monsieur Frédéric BOUILLEUX, a, dans son allocution, souligné toute l'importance qu'accorde son Organisation aux activités du SEFOR et le soutien au CIRTEF en faveur du dialogue des cultures. Ce soutien, à travers des actions comme le Fonds francophone de production audiovisuelle du Sud, a pour objectif de permettre aux médias francophones de relever les multiples défis.

Ce fut au tour de Monsieur Jean-Pierre BIYITI-BI-ESSAM, Ministre de la Communication, qui, en rappelant le thème du SEFOR, a invité les participants à réfléchir sur les différents enjeux nés de la mondialisation, des mutations technologiques et la diversité d'un public sans cesse fragmenté et de plus en plus demandeur. L'environnement audiovisuel d'aujourd'hui, a-t-il souligné, requiert des professionnels des médias une meilleure gouvernance pour assurer un meilleur service public.

Enfin, S.E. Chief Éphraïm INONI, Premier Ministre, Chef du Gouvernement de la République du Cameroun, a dans son intervention, relevé les efforts que son Gouvernement n'a eu cesse d'apporter aux médias de service public pour mieux remplir leur mission.

## Les conférences introductives

La plénière du dimanche 09 novembre 2008 qui a été présidée par Monsieur Hamado OUANGRAOUA, Président du CIRTEF et ayant eu pour Modérateur Monsieur Guilla THIAM, a traité du thème général : « **Médias publics : les défis et les enjeux d'une nouvelle gouvernance** ».

Pour parler de ces deux thèmes, deux éminents conférenciers ont été invités : il s'agit de Monsieur Hervé BOURGES, Président de l'Union International des Journalistes de Langue Française et grand défenseur de la Francophonie et Monsieur Michel TJADE EONE, Médiologue et Professeur d'Université.

Traitant du thème général du SÉFOR, à savoir « **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance** », Monsieur Hervé BOURGES a expliqué, en articulant ses propos sur les récentes élections aux États-Unis, où tous les moyens modernes de communication tels que les forums Internet et les médias en ligne ont été sollicités, qu'il est nécessaire aujourd'hui de prendre en compte d'une manière urgente les mutations proprement politiques, civiques, démocratiques que porte la mutation médiatique en cours.

Les nouveaux médias, du fait de leur instantanéité, même en comportant des risques, sont à l'image des sociétés contemporaines, mouvants dans un monde multipolaire et en quête constante de démocratie et de pluralisme. Il y a dans cet exemple des leçons à tirer pour les médias publics qui doivent s'investir dans trois directions : le développement des nouveaux usages de l'image et les nouveaux accès à l'image, la prise en compte des publics qui se fragmentent chaque jour et une nouvelle économie de l'audiovisuel pour un média de service public plus fort.

Mais ces objectifs ne pourront être atteints qu'avec un meilleur financement du service public, qui peut parfaitement se faire à travers des sources diversifiées, s'appuyant sur de nouvelles possibilités qu'offrent le développement des nouvelles technologies et la convergence. L'Afrique ne doit pas s'interdire de trouver dans le secteur en rapide croissance des télécommunications par exemple, un complément de financement pour le développement de l'audiovisuel. Ce développement, a-t-il poursuivi, ne saurait ignorer la nécessaire diversification de l'offre télévisuelle, avec de nouvelles méthodes imposées par de nouveaux modes de consommations.

Toutefois, il ne saurait y avoir de développement des médias publics sans une certaine indépendance, une bonne réglementation et une réaffirmation par le politique de leur légitimité. Les médias publics ne peuvent être confondus à des administrations, ils doivent avoir des choix économiques et éditoriaux avec une nouvelle forme de management, des dirigeants attachés à mettre en œuvre leur développement en se projetant dans l'avenir.

Les médias publics, a conclu Monsieur BOURGES, ont donc la responsabilité d'adapter leurs méthodes de gestions et leurs programmes pour continuer à mieux remplir le rôle fédérateur, pédagogique, démocratique et culturel qui leur est imparti.

En développant le thème de cette conférence introductive, Monsieur TJADE EONE, après avoir fait l'historique de l'installation de la radiodiffusion en Afrique noire, a indiqué que la télévision était d'abord née sous protectorat des monopoles étatiques, de la volonté du politique qui y voit un instrument de fortification de pouvoir personnel et de propagande, l'éloignant ainsi, par une utilisation asociale, des principaux besoins sociaux.

Avec la renaissance démocratique africaine des années 90, la démonopolisation conduit à l'ouverture du secteur au capital privé, donnant du coup une tribune au débat public, activant ainsi les libertés de la pensée. Toutefois, ces avancées se voient trop souvent freinées par la réticence du pouvoir politique à couper le cordon ombilical qui le lie à ce secteur très sensible, par une hésitation à mettre en place un vrai organe de régulation autonome pouvant jouer un véritable rôle d'arbitrage.

Se posent alors des défis aux médias que le conférencier classera en cinq (5) catégories :

- la concurrence qui mettra nécessairement fin au règne d'une information unidirectionnelle, du fait de l'émergence de nouveaux modes de diffusion ignorant les frontières et de jeunes chaînes agressives,

- le hardware qui, avec le développement rapide des technologies plus performantes, plus légères et moins coûteuses, rend les équipements initiaux obsolètes, difficiles à entretenir du fait de l'inexistence de pièces de rechange,
- le software, qui demande un personnel mieux formé, capable de s'appropriier les nouvelles méthodes de diffusion, peu coûteuses et de meilleure qualité technique, avec des programmes adaptés aux besoins du public,
- la fragmentation du public, découlant de la démonopolisation de l'espace audiovisuel, qui appelle à une plus grande ouverture et privilégiant le débat public et l'interactivité,
- le financement, peu diversifié aujourd'hui, se limitant à la redevance, aux fonds publics et à la publicité commerciale.

Dans ce contexte, l'audiovisuel de service public a-t'il un avenir en Afrique ? Peut-il gagner la bataille de la rivalité qui l'oppose aux nouvelles chaînes privées, qu'elles soient locales ou transfrontalières ?

Pour une réponse affirmative, il faut qu'il se réinvente, qu'il ait plus de créativité, qu'il se rapproche plus d'un public de plus en plus jeune et sans repères, par une offre reflétant mieux la multiculturalité de l'homme moderne africain vivant aujourd'hui dans un village planétaire.

### **Plénière des ateliers Stratégie, Radio, Télévision**

Après les conférences introductives, une plénière commune aux ateliers Stratégie, Radio et Télévision, a été constituée pour écouter l'exposé de Monsieur Prem SEEBALUCK, Conseiller au Département Ingénierie et Technologie de la MBC de l'île Maurice. Son exposé sur « **La télévision numérique terrestre : l'expérience mauricienne** » a été l'occasion de présenter, les différentes étapes d'un basculement vers le numérique avec la garantie de la continuité du service. Sans oublier les aspects liés à la planification de l'installation des équipements, au développement des logiciels et au renforcement de la formation (passage d'un ratio de 1/10 à un de 4/10 pour le rapport investissement en formation sur investissements matériels avec le numérique).

### **Plénière de clôture**

A la fin du SÉFOR, les travaux en plénière se sont conclus avec la lecture des rapports des différents ateliers (Stratégie, Télévision, Radio et Séries TV) de la formation Archivage et de Radio SÉFOR. L'échange d'expériences et d'idées a été en permanence au cours de ce SÉFOR. Les recommandations des ateliers ont été soumises aux participants et seront également transmises aux membres des commissions spécialisées comme la formation, la Radio et la Télévision.

Ensuite le Secrétaire général a présenté un bilan succinct en déclarant ce qui suit :

*Je commence par souligner un bilan satisfaisant pour l'accueil, l'organisation et le cadre de travail. Remercions-en à nouveau le Directeur général de la CRTV, M. Amadou VAMOULKE, et le Comité d'organisation.*

*Associions à ces remerciements nos partenaires dans l'organisation, d'abord l'OIF avec son soutien déterminant, CFI, le CGRI et TV5MONDE.*

*Je voudrais marquer aussi un remerciement particulier pour le Président Bourges et le Professeur EONE pour les conférences introductives ; sans oublier les Présidents d'Atelier et de la Plénière, les modérateurs et les rapporteurs pour le travail accompli. Merci aussi à la Secrétaire générale des RFP d'être là.*

*Je veux aussi remercier l'INA d'avoir apporté sa contribution à nos travaux.*

*Nous pouvons aussi nous satisfaire de la participation du Ministère des Affaires Étrangères de la France.*

*Près de 200 professionnels venant de 29 pays et de 41 organismes membres ont participé à ce SÉFOR.*

*Je voudrais en votre nom remercier aussi mes collaborateurs du Comité d'organisation du CIRTEF.*

*Merci aux exposants qui ont voulu s'associer à l'environnement technologique de cette manifestation.*

*Je n'oublie pas les encadreurs des formations et des séries harmonisées : RFI, MBC, CFI, TSR, nos Centres de Yaoundé et de Cotonou.*

*Enfin vous tous je vous remercie de votre participation et de vos contributions à nos résultats.*

*Les Commissions spécialisées du CIRTEF veilleront, en partenariat avec le Secrétariat général, à ce que vos recommandations débouchent sur des actions concrètes avec votre soutien à tous.*

*Nous espérons pouvoir toujours compter sur votre engagement en particulier pour la prochaine édition du SÉFOR.*

*Je souhaite aussi vous inviter à participer aux travaux de l'après-SÉFOR, dont, après le déjeuner, la rencontre OIF-CIRTEF-Télévision, à la réunion de relance du Conseil de Coopération de TV5MONDE et aux Commissions spécialisées du CIRTEF.*

*Devant les contacts parfois tardifs, et sous réserve des confirmations d'usage en la matière, le prochain SÉFOR pourra se tenir au Bénin ou en Belgique.*

Enfin, la plénière a répondu par des applaudissements à la demande du Secrétaire général d'adresser ultérieurement des motions de remerciement sous forme écrite au Directeur général de la CRTV, au Ministre de la Communication et au Premier Ministre.

Puis ce fut autour du Président du CIRTEF, au cours de la séance de clôture, de remercier le Directeur Général de la CRTV, son personnel et tout le comité d'organisation, les participants pour leur disponibilité pendant la tenue de ce 18<sup>ème</sup> SÉFOR.

Avant la levée de la séance, le Secrétaire général, après avoir remercié l'ancien Directeur général de CFI, est revenu sur les félicitations à la nouvelle équipe (Président et Directeur général) dirigeante de CFI et l'a remerciée pour son partenariat.

Il a fait part à la plénière du départ prochain de Madame Catherine NOYER de la TSR pour qui ce fut son dernier SÉFOR. Il a rappelé son appui aux activités du CIRTEF et notamment son engagement fort dans la série harmonisée du CIRTEF « **Femmes battantes** », saisons I et II, dont le numéro produit par la RTB (Burkina Faso) vient d'obtenir le prix de la CTF à Genève.

Après les applaudissements de la plénière, le Président du CIRTEF a remercié encore les autorités camerounaises et a clôturé les travaux du 18<sup>ème</sup> SÉFOR.

# CÉRÉMONIE officielle d'ouverture

---

**Mot de bienvenue de Monsieur Amadou VAMOULKE**  
Directeur général de la Cameroon Radio Television (CRTV)

---

Excellence Monsieur le Premier Ministre,  
Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions Diplomatiques,  
Monsieur le Représentant du Secrétaire Général de l'OIF,  
Monsieur le Président du CIRTEF,  
Monsieur le Président du RAPAF,  
Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la communauté Urbaine de Yaoundé,  
Mesdames et Messieurs les Secrétaires Généraux des organisations internationales,  
Chers participants,  
Chers invités,  
Mesdames et Messieurs.

C'est avec un immense plaisir que je prends la parole à cette tribune au nom de la CRTV pour vous souhaiter la bienvenue, à l'occasion de la cérémonie d'ouverture de la 18<sup>e</sup> session du SÉFOR. L'ensemble du personnel de la CRTV et le Comité d'Organisation, par ma voix, vous remercient d'avoir effectué le déplacement du Mont Fébé.

Je suis très heureux de retrouver ici tous les Directeurs Généraux, ainsi que les autres participants, avec lesquels nous avons passé des moments agréables et fructueux l'année dernière dans la belle cité marocaine de Rabat.

Nous sommes vraiment heureux ce jour de pouvoir accueillir la présente session du SÉFOR, le Séminaire de Formation, cette initiative forte originale du Conseil International des Radios-Télévisions d'Expression Française, le CIRTEF, qui offre annuellement aux dirigeants et acteurs de l'audiovisuel francophone ainsi qu'aux experts du monde de la Communication, une rencontre autour d'un thème intéressant leur secteur d'activité. Et parce qu'il se penche toujours sur des problématiques brûlantes d'actualité et explore des pistes d'avenir, le SÉFOR est devenu un évènement médiatique de grande portée.

Sachez, Mesdames et Messieurs, que nous sommes très touchés et très heureux de l'honneur fait à notre pays à l'issue de la session de Rabat au Maroc il y a un an, par les participants qui, à l'unanimité, ont souhaité venir à Yaoundé pour la session 2008. Nous sommes d'autant plus heureux que cette sollicitation a été favorablement accueillie par le Gouvernement Camerounais.

Permettez-moi, de saisir l'opportunité qui m'est offerte, pour remercier de manière solennelle et déférente les plus hautes autorités de mon pays pour avoir favorablement reçu la proposition du CIRTEF.

Je voudrais surtout exprimer à Monsieur le Président de la République, S.E. Monsieur Paul BIYA, la gratitude de la CRTV, fille AINÉE du RENOUVEAU, pour avoir accordé à cette manifestation son haut patronage. Cette sollicitude de plus nous encourage et nous impose davantage d'ardeur et d'engagement dans notre travail.

Mesdames et Messieurs,

Chers Amis,

Le CIRTEF, eu égard à tout ce qu'il a apporté à la CRTV en termes de formation, d'échanges, d'expérience et en termes d'équipements, le CIRTEF, dis-je méritait bien cette considération. Oui, Monsieur le Secrétaire Général, Monsieur GUILA THIAM, la CRTV apprécie le CIRTEF, et le travail méthodique qu'avec toute votre équipe, vous abattez sans relâche. Dans le contexte mouvant d'aujourd'hui, il est incontestable que les télévisions du Sud, celles du Nord aussi d'ailleurs, auront besoin du CIRTEF pendant longtemps encore.

Notre bonheur est donc complet et total ce jour parce qu'au bout de nos efforts communs le SÉFOR YAOUNDÉ 2008 se tient effectivement.

Notre vœu le plus profond est que le cadre qui a été retenu pour abriter les travaux plaise à nos hôtes et soit propice à un esprit de travail positif et fertile. Je souhaite que vous trouviez en ce lieu, chers amis venus de partout et parfois de si loin, de sérieuses motivations pour revenir plus tard pour découvrir et mieux apprécier notre pays, véritable condensé des réalités touristiques du continent Africain.

Mesdames et Messieurs,

Chers participants,

Chers invités.

La Cameroon Radio Television autour de laquelle les travaux du SÉFOR 2008 s'organisent, est un établissement public à caractère industriel et commercial, doté de la personnalité juridique et de l'autonomie financière. Ce statut lui a été conféré par les pouvoirs publics, par décret du 25 janvier 1988 au lendemain de sa création par la loi n°87/020 du 17 décembre 1987.

La CRTV, c'est une radiodiffusion et une télévision dont les signaux sont portés vers l'arrière pays par un réseau de 36 centres de diffusion. La CRTV c'est aussi 10 stations provinciales et 5 chaînes commerciales qui assurent la radio de proximité et reflètent les valeurs de chacune des régions où elles sont implantées.

La CRTV dispose par ailleurs d'un site Internet, qui, sa réhabilitation au début de l'année, se signale par un intérêt accru des internautes, et occupe actuellement la 2<sup>e</sup> place dans les sites visités au Cameroun.

La CRTV, c'est enfin une régie publicitaire, la CMCA et surtout une école de formation aux métiers de l'audiovisuel, le CFPA qui dispose d'équipements et de ressources humaines qui justifient son ambition de servir les besoins de formation des Radios et Télévisions d'Afrique centrale, voire d'ailleurs.

La CRTV aujourd'hui existe dans un environnement concurrentiel, depuis l'ouverture décidée par les pouvoirs publics suite à l'adoption de la loi de 1990 relative à la liberté de communication sociale et de ses textes d'application.

Elle doit coexister sur une scène où ses challengers sont arrivés, revêtus des habits neufs et séduisants des nouvelles technologies de l'information et de la communication.

Elle doit survivre et s'affirmer dans un espace où son principal défi consiste à renouveler ses infrastructures de production et de diffusion afin de mettre à la disposition de ses publics des produits de qualité.

Elle sait quel parti tirer des rencontres et des échanges tels que le SÉFOR pour relever au mieux ce défi.

Ce défi, nous nous attelons à le relever, avec une relative sérénité sachant que nous disposons d'atouts intrinsèques indéniables tels que notre présence dans les 10 provinces du Cameroun, la qualité de nos ressources humaines et le soutien de l'État.

Avec le concours du Gouvernement en effet, le processus de renouvellement des infrastructures a fait du chemin et le public peut apprécier sur nos antennes les améliorations qui en ont résulté.

L'effort du Gouvernement que nous avons toujours apprécié à sa juste valeur est, appuyé par certains pays amis du Cameroun de qui nous avons reçu ou attendons de recevoir des dons en équipements, en offres de formation etc., dans le cadre de relations fructueuses et mutuellement bénéfiques.

C'est le lieu pour moi de saluer la Coopération Internationale grâce à laquelle nos efforts communs nous permettent d'entrevoir l'avenir avec moins d'appréhension.

Je me dois de mentionner tout spécialement, dans ce cadre, la contribution fort appréciable de CFI, Canal France International, partenaire efficace qui alimente régulièrement notre antenne télé par des programmes divers, sans parler de la mise à disposition des images de la « Champions League » européenne qui fait tant le bonheur de notre public. Je suis heureux d'accueillir les tout nouveaux responsables de cette organisation, Son Président, Monsieur Alain BELAIS et son Directeur Général Etienne FIATTE. Cela me donne l'occasion d'exprimer la satisfaction que nous avons eu à collaborer avec le Directeur Général sortant, Monsieur Jean MINO. A côté du technicien expérimenté et de l'organisateur efficace, nous avons vu en lui un véritable ami de la CRTV et un homme de qualité.

Je voudrais aussi saluer la présence ici de Monsieur Hervé BOURGES, vieil ami du Cameroun et de l'Afrique. Je lui sais gré d'avoir spontanément accepté de s'associer à la rencontre de Yaoundé, pour y apporter son expertise à travers une communication fort édifiante, de l'avis de tous.

Pour terminer, je voudrais saisir l'opportunité que m'offre cette tribune pour lancer un appel en direction des radios et télévisions sœurs d'Afrique Centrale, massivement représentées au SÉFOR, pour renforcer cette synergie d'actions que nous appelons tant de nos vœux, en vue de surmonter efficacement nos challenges communs, et gagner ce que j'appelle volontiers la mère des batailles : la bataille des contenus, pour être toujours capable d'offrir à notre public un maximum de programmes attrayants relatifs à leur vie quotidienne et de nature à accroître leur contribution citoyenne au progrès commun.

Excellence Monsieur le Premier Ministre,

Mesdames et Messieurs les membres du gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Distingués invités

Je remercie une fois de plus de l'honneur que vous nous faites par votre présence, et pour votre aimable attention.

---

**Discours de Monsieur Frédéric BOUILLEUX**

Directeur de la langue française et de la diversité culturelle et linguistique  
Représentant le Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie (OIF)

---

Excellence, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement  
Excellence, Monsieur le Ministre de la Communication  
Excellences, Mesdames et Messieurs les membres du corps diplomatiques, et représentants des organisations internationales  
Monsieur le Directeur général de la Radio Télévision camerounaise, Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs généraux des chaînes des radios télévisions,  
Monsieur le président et Monsieur le Secrétaire général du CIRTEF,  
Monsieur le Délégué du gouvernement auprès de la Communauté urbaine de Yaoundé,  
Mesdames et Messieurs,

Il y a tout juste un mois, se tenait à Québec le XII<sup>e</sup> sommet des Chefs d'État et de Gouvernement de la Francophonie. Cette rencontre, réunissant 68 délégations et 35 Chefs d'État et de gouvernement, a été l'occasion de témoigner de l'ouverture de la Francophonie face aux grands défis mondiaux – et ils ne manquent pas – crise financière, crise alimentaire..., en rappelant ces priorités qui sont les siennes depuis sa création : la gouvernance démocratique et les Droits de l'Homme, la promotion de la diversité culturelle et l'exigence de la solidarité.

La thématique choisie pour ce SÉFOR 2008 - « *Nouvelle gouvernance dans une nouvelle mouvance* » - s'inscrit dans cette dynamique. Et les médias, notamment les médias audiovisuels, constituent, plus que jamais, les canaux privilégiés d'expression, de circulation et de diffusion de ces priorités.

L'engagement actif de la Francophonie en faveur du dialogue des cultures et pour la promotion de la diversité des expressions se traduit depuis de nombreuses années par des actions concrètes menées en partenariat avec plusieurs États, opérateurs et organismes professionnels (INA, TV5, RFI, CFI).

Ces actions sont principalement destinées :

- à favoriser et encourager le développement d'instances de régulation des médias libres et indépendantes
- soutenir la constitution d'un réseau de journalistes et de professionnels des médias par des actions de formation
- entretenir un réseau de médias – notamment de radios communautaires – répondant aux attentes d'un public diversifié, très sollicité, exigeant et versatile
- soutenir la réalisation, la production et la promotion des œuvres cinématographiques et audiovisuelles du Sud.

Aussi l'Organisation Internationale de la Francophonie est-elle fière d'organiser avec le CIRTEF cette manifestation annuelle qu'est le SÉFOR, rencontre désormais traditionnelle, lieu de dialogues et d'échanges, de consolidation des réseaux, qui nous a conduit depuis Namur en 1991 jusqu'à Yaoundé aujourd'hui. Et je tiens à remercier au nom du Secrétaire Général, la CRTV et le gouvernement camerounais pour la qualité de leur accueil sur cette terre magnifique, cette Afrique en miniature.

Nous profiterons d'ailleurs cette année de cette hospitalité exceptionnelle pour réunir ici la deuxième Commission Télévision 2008 du Fonds Francophone de production audiovisuelle du Sud au Centre régional de Formation et de production du CIRTEF à Yaoundé, centre qui permet à la production africaine de qualité d'être post-produite en Afrique.

Le SÉFOR demeure ce lieu de rencontre, ce forum unique en son genre, de la grande famille francophone riche de sa diversité qui permet grâce à une langue commune de trouver ensemble les solutions concrètes aux nombreux défis que le secteur audiovisuel doit relever.

En effet, si ces nombreuses actions réalisées en faveur d'un secteur d'activité qui contribue au développement démocratique et économique des pays bénéficiaires ont donné des résultats positifs, elles apparaissent encore insuffisantes dans un contexte mondial éclaté, multipolaire et qui connaît une véritable révolution technologique. Comme le rappelait le Président Bourges hier, nous sommes en train d'écrire une histoire partagée à plusieurs mains où chaque peuple doit se réapproprier son identité en respectant celle de l'Autre.

Aussi le Secrétaire Général de la Francophonie, M. Abdou Diouf a-t-il souhaité mettre en place un plan de travail destiné à aboutir à de nouvelles actions concrètes adaptées à ce nouveau contexte.

Lors de l'inauguration de la vingtième édition du FESPACO en février 2007, il a présenté quelques-unes des principales recommandations d'une première réunion d'experts internationaux tenue peu avant. Il a notamment rappelé la nécessité pour chaque État et gouvernement de mettre en place de véritables politiques de l'audiovisuel accompagnées de mesures d'encouragement ; il a appelé à la mutualisation des partenariats publics et privés et des sources de financement. Il a rappelé le formidable patrimoine que constitue l'ensemble des longs et courts métrages, documentaires, images d'archives audiovisuelles représentant l'identité du Sud et notamment de l'Afrique, patrimoine disséminé, trop mal connu parce que trop peu exploité. Or l'accès aux images au bénéfice d'un public considérable en nombre est rendu maintenant possible grâce aux nouvelles technologies.

Parce qu'il faut bien entamer ce lourd chantier, l'OIF a décidé de lancer un projet de « catalogue numérisé de l'image du sud » dont l'objectif est d'identifier l'existant, de le sauvegarder mais aussi de référencer les productions courantes et à venir.

Beaucoup d'initiatives existent et parfois de grande qualité. Il ne s'agit pas de créer un outil concurrent, mais bien de réunir, de constituer un espace où chacun apporterait sa pierre et d'éviter ainsi les doublons, de favoriser les synergies. Ce site-portal pourrait également apporter une gamme de services allant du simple dialogue entre professionnels –communautés virtuelles, blog...- aux informations relatives aux contenus, aux conditions de commercialisations et de diffusion, en passant par la sécurisation contre le piratage. Et pourquoi pas, à termes, ce catalogue numérisé pourrait-il se transformer en banques d'images assurant ainsi l'établissement d'un cycle économique vertueux permettant d'échapper à la logique parfois perverse du recours systématique à la subvention.

Nous avons souhaité profiter de notre rencontre ici à Yaoundé, pour vous interroger sur votre sentiment face à une telle initiative, pour recueillir vos attentes et envisager d'ores et déjà, pourquoi pas, une collaboration active autour de ce projet.

Les ateliers et les rencontres seront, je l'espère, l'occasion d'un tel dialogue.

La multiplicité des acteurs, la rareté des moyens, l'urgence des réponses à apporter aux défis de la mondialisation nous imposent une telle démarche que l'on pourrait étendre à d'autres secteurs que celui de l'image.

Il apparaît par exemple urgent de créer un annuaire de radios francophones sur Internet et de le rendre accessible sur les web radio, dont les guides sont aujourd'hui dominés par des offres anglo-saxonnes.

Tous ici réunis, ensemble, nous avons la capacité de concevoir des solutions. Un livre blanc sur l'audiovisuel public a vu le jour lors du dernier SÉFOR à Rabat, l'an dernier.

Aurons-nous la capacité de suivre nos propres recommandations et de les faire entrer dans le principe de réalité. Quel suivi avons-nous mis en place ?

De notre capacité à réagir vite, et à faire en sorte que ce véritable dialogue des cultures basé sur la solidarité et le respect de la diversité trempé de cet humanisme intégral cher à Senghor et que nous appelons de nos vœux, ne reste pas un vain mot, un concept à la mode dont on se lasse comme d'autres avant lui, dépend l'avenir de la Francophonie, l'avènement d'une seconde ère pour la Francophonie, comme le suggère Claude Hagège dans son récent article du « Monde ».

Permettez au Directeur de la Francophonie que je suis d'affirmer dans ce Cameroun bilingue et en hommage au nouveau Président élu des États-Unis d'Amérique « Yes, we can ».

Avec un espoir que lors du prochain SÉFOR nous puissions dire « Yes, we did ».

---

**Discours de Monsieur Hamado OUANGRAOUA**

Directeur général de la Radiodiffusion-Télévision du Burkina Faso (RTB)

Président du CIRTEF

---

Excellence, Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,  
Monsieur le Ministre de la communication,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,  
Excellences, Mesdames et Messieurs les Membres du Corps Diplomatique,  
Monsieur le Représentant du Secrétaire général de l'Organisation Internationale de la Francophonie,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des organisations Internationales,  
Monsieur le Délégué du Gouvernement auprès de la Communauté Urbaine de Yaoundé,  
Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs généraux,  
Monsieur le Président Hervé BOURGES,  
Monsieur le Directeur général de la CRTV,  
Madame la Secrétaire générale des RFP,  
Monsieur le Secrétaire général du CIRTEF,  
Distingués invités en vos rangs, grades et fonctions respectifs,  
Mesdames et Messieurs,  
Chers collègues.

Nous voici de nouveau réunis dans le cadre de cette manifestation importante de l'audiovisuel francophone qu'est le SÉFOR, 18<sup>ème</sup> édition.

Cette fois ci, au Cameroun, à Yaoundé, pittoresque cité de monts et vallées, dénommée fort justement, la ville aux sept collines.

Chers collègues,

J'ai le devoir d'exprimer en notre nom à tous, notre reconnaissance à Son Excellence, Monsieur le Premier Ministre ainsi qu'à toutes les autorités de ce pays, qui ont autorisé notre doyen, Amadou VAMOULKE à nous accueillir ici dans d'excellentes conditions.

Je vous remercie, Monsieur le Premier Ministre pour le temps pris sur votre calendrier que nous savons bien chargé, pour présider cette cérémonie.

Votre présence est un signe éloquent, de l'intérêt que votre gouvernement accorde à notre rencontre et elle rehausse l'éclat de cette cérémonie.

Excellence, nous avons besoin d'un tel soutien politique pour nous pencher sur notre thème de réflexion : **« Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance »**

L'examen de ce thème d'actualité brûlante, doit nous amener, à imaginer l'approche la plus appropriée en vue d'un partage heureux de nos expériences réussies et en cours, de nos échecs, la mise en commun de nos acquis en partenaires du Sud et du Nord.

N'est-ce pas l'une des vocations de notre rencontre annuelle, que de nous offrir un cadre d'échange permanent de pratiques positives, améliorant ainsi, notre capacité de veille collective pour augmenter notre réactivité.

Distingués invités, chers collègues,

Cette année, le SÉFOR, nous laisse espérer des orientations et des choix stratégiques ; en somme, une nouvelle planification pour un développement qui viabilise et pérennise les médias de service public ; en d'autres termes, une nouvelle gouvernance favorable à la renaissance de l'audiovisuel public de l'espace francophone.

Le SÉFOR, lieu d'échanges prospectifs entre professionnels, tribune de dialogues publics reste assurément, un espace propice à l'émergence des modalités de cette nouvelle gouvernance.

L'année passée déjà à Rabat, nous inscrivant dans cette perspective visionnaire, nous avons recommandé au terme de nos travaux, la production d'un livre blanc sur l'audiovisuel public de notre aire linguistique. Ce matin, j'ai le plaisir de vous annoncer, que la première édition de ce livre blanc est disponible.

Je souhaite que ce document puisse continuer à être nourri de nos réflexions pour le meilleur avenir des organismes membres du CIRTEF.

Chers collègues,

Dans le même ordre d'idées, en plus de nos actions avec l'OIF pour la promotion de la diversité des expressions culturelles, nous avons recommandé que le Secrétariat général du CIRTEF se rapproche de l'UNESCO en vue de prendre en compte les médias audiovisuels parmi les bénéficiaires potentiels du Fonds des industries culturelles pour les pays du Sud.

En application de cette recommandation, le Secrétariat général du CIRTEF s'est effectivement rendu à l'UNESCO et a sensibilisé le Directeur général de l'Organisation sur l'éligibilité des médias audiovisuels à ce Fonds. Mieux, il a introduit, selon la procédure établie, une demande d'accréditation en vue d'assurer des fonctions consultatives auprès du Comité Intergouvernemental pour la sauvegarde du patrimoine culturel immatériel.

Honorables personnalités, chers collègues,

Après ce coup d'œil rétrospectif, je reviens sur le SÉFOR 2008.

Je reste convaincu en effet, qu'à l'issue de nos travaux, nous parviendrons à des recommandations aussi bien à l'endroit des organismes membres que de nos partenaires traditionnels pour leur mise en œuvre effective réussie.

Permettez-moi de souligner également que nous devons faire le point de nos actions pour la sauvegarde de notre mémoire audiovisuelle à travers l'archivage.

Je souhaite donc, que nous puissions définir la stratégie pour consolider les actions et aller vers une meilleure mise en valeur de nos mines archivistiques.

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,

Nous avons l'habitude de dire que le SÉFOR est la manifestation majeure de l'audiovisuel public francophone. Aujourd'hui à Yaoundé, nous pouvons le crier encore plus fort, le SÉFOR 2008 s'enrichit, outre ses activités traditionnelles, du Conseil de Coopération de TV5MONDE Afrique et du Fonds francophone de production audiovisuelle du Sud, cogéré par le CIRTEF et l'OIF, qui se réunissent tous deux aussi à Yaoundé.

Permettez-moi de remercier au nom du CIRTEF et de ses membres, l'Organisation Internationale de la Francophonie, nos partenaires Canal France International dont je salue la présence des nouveaux Président et Directeur Général, TV5MONDE, et le Commissariat général aux Relations internationales de la Communauté française de Belgique (CGRI) pour leur soutien à l'organisation de nos travaux.

Monsieur le Premier Ministre,

Je réitère ici, notre reconnaissance et nos gratitude sincères à la CRTV et aux autorités camerounaises qui nous ont invités et admirablement accueillis.

Avant de terminer, je souligne en votre nom à tous, notre satisfaction d'avoir avec nous, deux illustres personnes ressources, à savoir nos éminents conférenciers qui ont accepté de nous sacrifier un peu de leur précieux moment pour introduire nos travaux. Il s'agit du Président BOURGES et du Professeur TJADE EONE.

Que soient remerciés aussi :

- o les membres des comités d'organisation de la CRTV et du CIRTEF, ainsi que son comité éditorial,
- o les experts de tous les organismes qui ont mis des modérateurs à notre disposition.
- o Le personnel de notre Centre régional de Production et de Formation à Yaoundé.

Parler de ce centre m'offre l'agréable opportunité, de remercier encore le gouvernement du Cameroun, pour les facilités qui lui sont faites pour stimuler les activités de cet outil sous régional de coopération à Yaoundé.

C'est le lieu pour moi, de réaffirmer l'engagement du CIRTEF, à poursuivre le développement de ce centre, avec l'appui de l'Organisation Internationale de la Francophonie, pour qu'il soit toujours en mesure de répondre aux attentes légitimes de nos organismes membres dans un contexte technologique et professionnel extrêmement évolutif.

Plein succès à nos travaux ; merci de votre aimable attention.

---

**Discours de Monsieur Jean-Pierre BIYITI bi ESSAM**

Ministre de la Communication

---

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement  
Messieurs les Vices-Premiers Ministres,  
Monsieur le Ministre d'État,  
Mesdames et Messieurs les Membres du Gouvernement,  
Mesdames et Messieurs les Chefs de Missions diplomatiques,  
Mesdames et Messieurs les Représentants des Organisations Internationales,  
Monsieur le Président du Conseil International des Radios-Télévisions d'expression française,  
Monsieur le Secrétaire Général du CIRTEF,  
Mesdames et Messieurs les Présidents et Directeurs Généraux des Radiodiffusions Télévisions de l'espace francophone,  
Honorables invités,  
Mesdames, Messieurs

Je reçois comme un privilège d'être invité à prendre la parole à l'occasion de ce séminaire de formation 2008 du CIRTEF/OIF, qui honore mon pays le Cameroun, en tenant sa 18<sup>ème</sup> session ici à Yaoundé.

Pour le Ministre de la Communication, Président du Conseil d'Administration de la Cameroon Radio Television (CRTV), ce privilège est rehaussé par l'honneur et le plaisir d'accueillir autant de sommités de l'espace audiovisuel francophone.

Au surplus, de voir dans cet auditorium du Palais des Congrès de Yaoundé, nombre d'éminents confrères, à côté de plusieurs autres têtes de proue, qui ont investi et continuent d'investir leurs talents dans le service public audiovisuel au sein de notre espace culturel me laisse présager que les Assises de Yaoundé porteront les fruits que nous sommes tous en droit d'en attendre.

Et, je suis tout aise de vous souhaiter, à mon tour, une très chaleureuse bienvenue au Cameroun, ainsi qu'un agréable séjour chez nous.

Ce disant, croyez-le bien, je ne sacrifie pas seulement à un rite : je salue en vous les garants d'un service public de l'audiovisuel qui, par ces temps d'émiettement de l'offre sur le marché de la communication, fait figure de valeur refuge. De ce service public qui, à l'heure de la mondialisation, a grand besoin de maintenir ses positions, d'assumer ses missions régaliennes, surtout dans les pays du Sud.

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

Un éminent contemporain présent dans la salle, que je cite d'autant plus volontiers qu'il est notre Maître, écrivait voilà trente ans, dans son ouvrage intitulé « DÉCOLONISER L'INFORMATION » ceci :

*« ... Les sociétés hautement industrialisées, maîtresses de l'information mondiale, véhiculent des modes d'expression adaptées à leur rythme de développement dans d'autres univers dont elles perturbent les valeurs. Les lois internes de croissance et tout l'équilibre socioculturel. Cette « agression » s'exerce de diverses manières : nouvelles, modèles, modes, mentalités, idéologies transplantées, imposées par le canal des agences de publicité, d'émissions de radio et de télévision le plus souvent inadaptées, fournies par les puissances développées. Le marché des programmes de télévision est largement dominé par les mêmes pays »* c'est signé Hervé BOURGES.

Le SÉFOR 2008 s'est donné pour thème général « **Médias publics, les enjeux et les défis d'une bonne gouvernance** ». Sur ce thème particulièrement pointu, nous sommes naturellement en droit d'attendre de la formidable concentration d'intelligences et d'expériences qui se trouvent aujourd'hui à Yaoundé, des contributions de référence.

Pour ma part, je me contenterai de souligner l'importance de la Radio et de la Télévision de service public comme outil irremplaçable dans la quête de nos pays encore si fragiles, pour impulser le développement, améliorer l'éducation des populations, renforcer la cohésion sociale et l'intégration nationale, élever le niveau de la conscience civique et citoyenne, et affirmer notre identité spécifique dans un monde aux repères fuyants. Un monde où la réalité de la diversité cache la marginalité des pays du Sud.

Monsieur le Premier Ministre, Chef du Gouvernement,

Mesdames et Messieurs,

C'était au Congrès de Bamenda en mars 1985, la Télévision camerounaise venait à peine de naître, le Président Paul BIYA d'entrée de jeu précisait les missions dévolues aux moyens de la communication de masse, et singulièrement à la Radiodiffusion Télévision : Citation : « *Nous entendons (...) réaffirmer notre soutien en faveur de tous les moyens d'expression capables de stimuler la créativité et la participation, de canaliser l'émergence d'une culture nationale s'enrichissant constamment de ses diversités, de promouvoir une activité économique qui soit source de prospérité et de solidarité.*

*C'est dire les espoirs que nous plaçons dans les capacités intellectuelles et technologiques des moyens modernes de communication de masse, s'ils savent positivement exploiter leur faculté de galvaniser le sentiment national de fraternité, dans le cadre de notre option en faveur de l'intégration nationale.*

*C'est alors une occasion particulièrement opportune de saluer l'avènement de la télévision nationale, traduction concrète, dans sa réalisation, de notre ambition de modernisation. Nous ne doutons pas qu'elle viendra renforcer, de manière encore plus appréciable, les supports de nos idéaux de rigueur et de moralisation, de libéralisation et de démocratisation, témoignant mieux encore de nos efforts de construction dans l'unité, la liberté et la justice sociale, ainsi que de notre volonté de paix et de coopération avec toute les nations du monde, dans le respect des droits de l'homme, de notre identité et de notre souveraineté nationale ».* Fin de citation.

Le pluralisme politique et le pluralisme médiatique, tout un chacun en convient, sont pain béni pour le citoyen. Ils sont devenus une exigence des temps modernes, structurant le discours dominant et conditionnant l'accès à la responsabilité internationale.

Mesdames et Messieurs les Séminaristes,

Le pays qui vous accueille, est aujourd'hui en plein boom médiatique. La libéralisation du secteur de la communication, opérée au Cameroun depuis le début des années 90 par la volonté du Président Paul BIYA porte ses fruits. Le Cameroun compte présentement, dans le domaine de la communication audiovisuelle : huit chaînes privées de télévisions, une trentaine de radiodiffusions privées, plus de cinq cents câblodistributeurs.

Et le pluralisme, convient-il d'ajouter, matérialise les fondations de la nouvelle gouvernance.

Comment les médias publics peuvent-ils s'insérer dans cette mouvance aussi exigeante que contraignante, sans perdre leur âme, sans s'aliéner cette audience dont ils doivent prendre en charge les besoins essentiels ?

Tel me semble être en tout cas, le cœur de la problématique du SÉFOR 2008. Je n'ai pas le moindre doute, compte tenu de la qualité des contributions annoncées, que le SÉFOR 2008 sera l'occasion de dégager des axes de réflexion et d'action profitables à tous.

Je me garderai d'ailleurs de vous devancer sur ce terrain qui vous est bien plus familier.

Mais, me situant à un point d'observation qui me permet de formuler quelque opinion sur la question, je n'ai que des interrogations à partager avec vous : la course à l'audimat qui est aujourd'hui le sport favori des médias laisse-t-elle aux compétiteurs le temps de s'interroger sur le degré de satisfaction du public ? La primauté accordée à une approche sensationnelle de la production répond-elle aux besoins d'éducation ? La part belle faite aux divertissements tous azimuts condamne-t-elle définitivement les attentes légitimes pour les initiatives à vocation moins ludique ?

A cette série d'interrogations, il faut ajouter des préoccupations qui tiennent à la survie des entreprises que vous dirigez. L'État veut et doit conserver son droit de regard sur la gestion des médias publics. Mais l'État lui-même voit ses marges de manœuvre budgétaires se réduire, de même que les organismes dont il assure la tutelle, en l'occurrence dans le domaine de l'audiovisuel, voient leurs sources de recettes propres tarir, convoitées qu'elles sont par des prestataires de plus en plus nombreux.

---

**Discours de Monsieur Chief Éphraïm INONI**  
Premier Ministre, Chef du Gouvernement

---

Mesdames et Messieurs les Ministres,  
Messieurs et les Chefs de Missions Diplomatiques  
et Représentants des Organisations Internationales,  
Monsieur le Président du Conseil International des Radios -Télévisions d'Expression Française,  
Monsieur le Secrétaire Général du CIRTEF,  
Mesdames et Messieurs les participants,  
Chers invités,

J'ai l'insigne honneur et surtout le plaisir d'avoir à présider ce jour la cérémonie d'ouverture des travaux du Séminaire de Formation SÉFOR 2008 qui se dérouleront dans la capitale camerounaise jusqu'au 12 novembre prochain.

Le Cameroun se réjouit en effet d'avoir été choisi pour accueillir la présente session, la 18<sup>ème</sup> du genre, consécutive aux travaux de Rabat au Maroc, il y a un an.

Au nom du Président de la République, Son Excellence Paul BIYA, et au nom du peuple camerounais tout entier, je vous remercie très sincèrement pour cette distinction et vous souhaite à tous, venus de tous les continents, une chaleureuse bienvenue chez nous.

Par ailleurs, à vous tous, éminentes personnalités venues d'Amérique, d'Europe, d'Afrique et de l'Océan indien, je souhaite une chaleureuse bienvenue et un agréable séjour au Cameroun.

Monsieur le Président du CIRTEF,

Chers invités,

Mesdames et Messieurs,

Le Cameroun qui vous accueille est un pays résolument engagé dans la voie de la promotion des valeurs de démocratie et des Droits de l'Homme.

Il s'agit là d'un combat noble qui, vous le savez bien nécessite une remise en cause permanente, une capacité d'écoute et d'adaptation de tous les acteurs sociaux en vue de permettre à la communauté nationale d'avancer dans la paix et la concorde sans lesquelles nous ne pouvons prétendre au développement.

Les hommes et femmes de médias que vous êtes savez, puisque bien informés, que le cheminement de notre peuple vers l'idéal démocratique se fait à pas mesurés, mais résolu suivant un processus de maturation qui a conduit, au début des années 90, à l'adoption d'un ensemble de lois sur les libertés, dont celle relative à la Communication sociale.

Sur ces bases et au regard des acquis successifs en la matière, nous croyons pouvoir dire que la politique de communication définie par le Chef de l'État, Son Excellence Paul BIYA est favorable à l'éclosion, à l'épanouissement et au développement de la presse. Cette politique vise la promotion d'une presse plurielle, appelée à jouer un rôle de plus en plus déterminant dans la quête de la liberté et de bonne gouvernance dans notre pays. En effet, de par leurs missions traditionnelles qui sont d'informer, d'éduquer et de divertir, la presse en général, et la radio et la télévision en particulier, concourent à la promotion des valeurs auxquelles notre peuple dans son ensemble adhère notamment la bonne gouvernance que je viens d'évoquer et la lutte contre la corruption dans laquelle les pouvoirs publics sont engagés sans réserve.

Ces principes contribuent également et de manière très active à la formation civique de nos populations dont une frange considérable est encore à la traîne. A cet égard, l'audiovisuel public aura toujours une place de choix dans notre dispositif médiatique afin d'améliorer autant que possible l'accès à l'information du plus grand nombre.

Toutefois, du fait des possibilités offertes par les nouvelles technologies de la communication, nos peuples sont désormais exposés à un afflux de messages pluriels et divers, mettant à rude épreuve les réalités sociopolitiques, économiques et culturelles issues de notre environnement immédiat.

Ils se trouvent ainsi aux confluent de valeurs diverses et parfois contradictoires qui restructurent leurs perceptions, leurs repères, leurs relations et leurs activités. L'entrée dans la société de l'information et l'appartenance au village planétaire viennent nécessairement perturber un certain ordre de choses en même temps qu'elles invitent à une remise en cause des certitudes et des pratiques.

Cette logique nouvelle faite d'approches nouvelles et complémentaires concerne davantage les médias dits d'État, assurant le service public de l'information. En effet, à la différence des médias privés à vocation commerciale, soumis uniquement aux tendances fluctuantes du marché et pouvant modifier leur offre de programmes en conséquence, les médias de service public, sans tourner complètement le dos aux grandes évolutions du marché, seront toujours tenus par le souci de la cohésion sociale, de la promotion de nos cultures et de bien d'autres valeurs « non marchandes » ; ces médias seront donc difficilement rentables sur le plan économique.

Et ce n'est pas là le moindre des dilemmes. Car en effet, comment garantir un service public de qualité adossé sur ces valeurs « non marchandes », en comptant essentiellement sur les subventions de l'État ?

Comment assurer la viabilité économique de l'entreprise publique de communication sans succomber à la tentation de la rentabilité à tout prix qu'induit la loi du marché ? Comment rester insensible à la montée en puissance de l'audiovisuel privé vers lequel les publics traditionnels des médias d'État se tournent de plus en plus ?

Monsieur le Secrétaire Général du CIRTEF,  
Mesdames et Messieurs les participants,  
Chers invités,

Mesdames et Messieurs,

En plaçant les travaux du SÉFOR sous le thème « **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance** », les organisateurs ont choisi de soumettre au débat une question fondamentale qui, aujourd'hui plus qu'hier, est source de préoccupation pour les responsables des médias assurant le service public de l'information.

Je suis heureux de constater que cette problématique qui rejoint largement nos préoccupations, s'inscrit dans la lignée d'une série de réflexions engagées depuis plusieurs années au sein du CIRTEF, voire de l'Organisation Internationale de la Francophonie.

Je puis déjà vous dire que j'ai pris connaissance du « **Livre blanc sur l'audiovisuel public** », édité à la suite du SÉFOR 2007 tenu à Rabat au Maroc. Les recommandations pertinentes qui y sont formulées constituent un précieux outil de travail et une source d'inspiration inestimable en vue de la promotion d'un service public audiovisuel de qualité.

De façon générale le Cameroun, à travers la CRTV, chaîne publique, se réjouit du travail remarquable qui s'effectue au sein du SÉFOR et de la coopération francophone dans les médias en particulier.

---

## CONFÉRENCES introductives

Le Secrétaire général introduit, tour à tour, chacun des deux conférenciers avec les termes suivants :

### **Professeur Michel Tjade EONE**

Il est Professeur d'université au Cameroun et est un spécialiste des médias sur lesquels il a mené de nombreuses études et recherches.

Il est l'auteur de publications :

***Démonopolisation, libéralisation et liberté de communication au Cameroun. Avancées et reculades***

et

***Radios, publics et pouvoirs au Cameroun : Utilisations officielles et besoins sociaux (Manuels et travaux de recherche de l'Université de Yaoundé)***

Il a qualité d'auteur de l'ouvrage « ***Et si le terrorisme manipulait les médias ?*** »

### **Président Hervé BOURGES**

Il a dirigé en tant que Président Radio France Internationale, TF1, Radio Monte-Carlo et Antenne 2/FR3. Après avoir été ambassadeur de France auprès de l'Unesco en 1993, deux ans plus tard, il dirige le Conseil Supérieur de l'Audiovisuel en France.

En 2001, il est président de l'Union internationale de la presse francophone.

Il est auteur de plusieurs ouvrages. Pour ce qui concerne les médias, il a écrit, entre autres, « ***Une chaîne sur les bras*** » en 1987, « ***La télévision du public*** » en 1993 et a publié à nouveau une rétrospective sur ses années « télé » avec « ***Sur la télé : mes 4 vérités*** » en 2005.

On peut signaler qu'il a dirigé l'École supérieure de journalisme de Yaoundé avant celle de Lille.

---

## L'AUDIOVISUEL PUBLIC AFRICAIN, LES DÉFIS DU PRÉSENT ET DU FUTUR ENTRE LE LOCAL ET LE PLANÉTAIRE

Conférence du Professeur Michel TJADE EONE

Médiologue, Maître de Conférences des Universités

### PROLÉGOMÈNES

Monsieur le Président,  
Monsieur le Président du CIRTEF,  
Monsieur le Secrétaire Général du CIRTEF,  
Monsieur le Directeur Général de la CRTV,  
Mesdames, Messieurs

Le développement fulgurant de la communication sociale à l'échelle mondiale, de ses modes, de ses formes et surtout de ses supports technologiques épouse les contours des rapports d'inégalité observables entre l'hémisphère Nord développé et l'hémisphère Sud sous développé. Certes le Sud tente de donner de la voie dans ce nouvel espace public déjà mondialisé et globalisé, mais sa voix reste inaudible parce qu'elle est constamment étouffée par les émetteurs des pays du Nord, plus harcelants et plus puissants. Entre les **Info-riches** et les **Info-pauvres** (Elie, 2000) la fracture est brutale.

Notre propos n'est pas, loin s'en faut, de continuer à opposer le Nord au Sud au moment où une certaine vision de la mondialisation appelle à un dépassement des oppositions stériles.

L'analyse qui suit porte plutôt sur l'avenir. Celui en particulier de l'audiovisuel public africain dans ce contexte de mondialisation des échanges marquées par la mutation constante des technologies de l'information et de la communication et, singulièrement, par la révolution du numérique.

Le binôme « **audio et visuel** » renvoie à la perception du message par deux organes sensoriels : l'ouïe et la vue. L'audiovisuel désigne donc les médias dont l'accès à leurs messages sollicite l'oreille (la radio) et les yeux (la télévision). Ce néologisme est né dans les années 30 aux États-Unis, consécutivement à l'utilisation de plus en plus courante des images et des sons (projection fixe, cinéma, radio et télévision) à des fins pédagogiques d'abord, pour l'information et la communication sociale ensuite.

Au regard de la complexité du sujet et de l'immensité des territoires couverts par l'audiovisuel public francophone, il m'a été demandé de me limiter à questionner celui du Sud. Les problématiques rencontrées au Sud étant à la fois complexes et polymorphes, je me propose de limiter mon questionnement à l'Afrique et précisément à l'Afrique Noire ; d'abord parce que nous nous trouvons ici et maintenant en terre africaine, ensuite parce que, toute proportion gardée, ce qui s'observe en Afrique peut être extrapolable à l'ensemble du Sud.

Pour des besoins de la cohérence de la pensée, cet exposé que j'ai construit autour du titre suivant : « **L'audiovisuel public africain, les défis du présent et du futur entre le local et le planétaire** », entend successivement restituer les conditions historiques qui ont accompagné l'installation de la radio et de la télévision en Afrique (**première partie**) avant de réfléchir en particulier sur les défis que le secteur public africain de l'audiovisuel public se doit de relever aujourd'hui et demain pour résister à la tentation du déclin, (**deuxième partie**).

## 1. UNE PROTHÈSE OCCIDENTALE

Historiquement et pour commencer par la métaphore de la prothèse que j'emprunte à Joseph KI-ZERBO, ce sont les expéditions coloniales du début du siècle dernier qui donnèrent à la radiodiffusion, le mobile de son arrivée en Afrique. Dans l'Afrique sous domination française, on l'appela tantôt « *Radio de la France Libre* » à Brazzaville au Congo, tantôt « *Enfant de la guerre* » à Douala au Cameroun<sup>1</sup>. Plus tardive, l'installation de la télévision africaine va se faire sur le modèle colonial de la propriété publique, garantissant à l'État le monopole de la diffusion et le contrôle exclusif aussi bien des contenants que des contenus (du *hardware* et du *software*).

### 1.1 LA TYRANNIE DES MONOPOLES ÉTATIQUES

Comme son devancier européen et à la différence du modèle américain, la télévision africaine naît donc dans la servitude (au propre comme au figuré) et sous protectorat des monopoles étatiques, par la volonté des chefs d'État. Ceux-ci y voient un instrument de fortification de leur pouvoir personnel et imposent d'autant plus un monopole que celui-ci était déjà établi sur la radio<sup>2</sup>. Il en a résulté, à l'exception de la courte expérience ivoirienne de la télévision scolaire, une utilisation asociale de ce média, peu soucieuse des besoins sociaux et prioritairement préoccupée de servir la cause de la propagande gouvernementale.

Pendant très longtemps, l'audiovisuel public en Afrique sera resté le monopole exclusif de l'État, l'État africain, lui-même souvent confondu avec les gouvernements et les partis uniques d'alors. Seuls maîtres du jeu, les pouvoirs publics n'entendent pas encore ouvrir ce secteur sensible aux intérêts privés, aux lois du marché et du profit ; surtout, qu'ils le disent ou qu'ils le taisent, ils ont le souci d'utiliser ces médias électroniques à forte audience pour conforter leur pouvoir nouvellement acquis.

Dès leur origine, les radios et télévisions africaines diffusent un seul message, celui venant des organes moteurs de l'État (Président de la République, gouvernement, parti unique). Ce message est unilatéral et d'essence dogmatique, émaillé de mots d'ordre.

Dans ces conditions, la radio et surtout la télévision africaine deviennent vite une espèce de miroir ne projetant que la seule image du pouvoir politique, permettant aux gouvernants de s'y regarder tout en excluant les gouvernés. Les monopoles étatiques qui fleurissent alors en Afrique et le refus de l'expression publique du désaccord sur les ondes, ont, à n'en pas douter, joué un rôle fondateur de l'option autoritaire des nouveaux États.

Nous sommes là dans l'âge primaire de l'audiovisuel africain marqué par le triomphe de la censure, de l'autocensure et de la pensée unique. Ce premier âge à duré, de l'implantation de ces machines à sons et à images qu'un auteur européen a appelées, paraphrasant l'historien burkinabé Joseph Ki-Zerbo « *une prothèse occidentale appliquée au cerveau africain*<sup>3</sup> » - cet âge primaire à donc duré de l'implantation de cette « prothèse » jusqu'au début des années 90, correspondant à une démonopolisation progressive des ondes.

---

<sup>1</sup> Consulter TJADE EONE, *Radios et pouvoirs au Cameroun : utilisations officielles et besoins sociaux* Paris, l'Harmattan.

<sup>2</sup> Consulter TUDESQ André-Jean, *L'Afrique Noire et ses télévisions*, Paris, Anthropos/INA, 1992

<sup>3</sup> TUDESQ, André-Jean, Op. Cit. p. 19.

Ne perdons pas de vue cependant que cette « prothèse occidentale » comme l'appelle André-Jean TUDÉSQ aura tout de même trouvé sur place des médias plus anciens dont le tambour - parleur africain, un instrument mythique qui « vit et parle <sup>4</sup> », selon la belle formule du Pr gabonais Paulin NGUEMA OBAM, ancêtre de tous les médias, anciens et nouveaux, creuset d'un système de communication à part entière et entièrement à part <sup>5</sup>.

## 1.2. UNE LIBÉRALISATION TATILLONNE

Avec la renaissance démocratique africaine des années 90, nous entrons de plain-pied dans l'âge secondaire de l'audiovisuel africain. Celui-ci est marqué par des démonopolisations en cascade et l'ouverture du secteur au capital privé. Souvent laborieuse et franchement tatillonne, cette démonopolisation des ondes africaines est en tout cas contemporaine des processus de transition démocratique en déroulement sur le continent. L'instauration d'un multipartisme intégral s'est traduite par la remise en cause des monopoles de tous ordres. Avec la réactivation des libertés de la pensée et du débat public, il s'avère que rien ne sera plus comme avant. Ce qui conduit dès à présent à s'interroger sur l'avenir.

## 1.3. LES HOQUETS D'UNE DÉMONOPOLISATION SURVEILLÉE

Les avancées spectaculaires ainsi enregistrées dans le domaine des libertés publiques sont soudain freinées par quelques reculades tout aussi spectaculaires<sup>6</sup>. Les pouvoirs politiques avec raison se montrent rétifs à libéraliser complètement les ondes et le cordon ombilical les liant à ce secteur sensible n'est toujours pas coupé.

Le maintien de la mainmise de l'État sur l'audiovisuel se manifeste, dans la majorité des pays africains par des procédés qui s'apparentent à des stratégies de camouflage destinées à leur éviter de perdre totalement le monopole de la parole publique. Aussi est-il fréquent que l'État, après moult hésitations, finisse par octroyer parcimonieusement quelques fréquences et quelques licences d'exploitation tout en retardant délibérément la mise sur pied d'un organe de régulation autonome investi du pouvoir d'arbitrage des conflits jamais rares dans ce domaine<sup>7</sup>. Dans ce cas, ce sont les Ministères de la Communication ou des Affaires présidentielles qui, paradoxalement font office d'organes de régulation pour être juges et parties.

---

<sup>4</sup> NGUEMA OBAM Paulin, *Fang du Gabon : les tambours de la tradition*, Paris, Karthala, 2005.

<sup>5</sup> Consulter FAME NDONGO Jacques, *Le merveilleux champ des phonons et des photons. Essai sur les fondements scientifiques de la communication africaine*. Yaoundé, éd. SOPECAM, 2007.

<sup>6</sup> Consulter TJADE EONE Michel, *Démonopolisation, libéralisation et liberté de la communication au Cameroun : avancés et reculades*. Paris, l'Harmattan, 2001.

<sup>7</sup> Consulter VERRIER Katherine, *Libération de la parole politique pluralisme radiophonique et transitions politiques en Afrique Noire, in Enjeux des technologies de la communication en Afrique. Du téléphone à Internet* (sous la coordination d'Annie Chéneau-Loquayl, Paris, Karthala, 2000.

## 2 – LES DÉFIS DU PRÉSENT ET DU FUTUR

« *La télévision en Afrique Noire à déjà un passé : a-t-elle aussi un avenir autre qu'une augmentation sans cesse croissante des téléspectateurs regardant des images de plus en plus importées*<sup>8</sup> ? »

Un tantinet provocant, ce questionnement a le mérite d'ouvrir le débat sur les défis, nombreux, d'un audiovisuel public agressé de partout et qu'il faut préserver du déclin. Pour le Sud en général et pour l'Afrique en particulier, on les classera, ces défis, en cinq catégories : **la concurrence, le hard, le soft, les publics et le financement.**

### 2.1. LE DÉFI DE LA CONCURRENCE

Cela vaut-il la peine d'insister outre mesure sur le nécessaire changement de mentalité qu'induit le nouveau contexte pluraliste qui oblige à une remise en cause des comportements anciens ? En effet, bien que naissante, la démonopolisation des ondes et de l'espace audiovisuel africain est déjà porteuse d'une rivalité impitoyable entre les chaînes publiques et privées. C'est en effet d'une véritable renaissance de l'agir audiovisuel qu'il s'agit, la démonopolisation des ondes africaines et leur ouverture au capital privé ayant d'ores et déjà consacré l'avènement d'une communication pluraliste.

Les monopoles de diffusion sont définitivement frappés de caducité. Cette ère nouvelle qui vient de commencer permet au signal audiovisuel de sortir victorieusement de la nasse des seuls pouvoirs exécutifs africains pour s'intéresser aux sociétés africaines, riches de leurs diversités et de leurs mélanges. L'ère de la compétition met fin à l'âge primaire d'une radio et d'une télévision publiques monologuantes en même temps qu'elle sonne le glas du long règne d'une information très institutionnelle, unidirectionnelle et verticale.

Déjà impulsée de l'extérieur par l'internationalisation accrue de l'information inaugurée jadis par les radios étrangères émettant en ondes courtes, cette rivalité s'est accentuée par les télévisions transfrontières via les satellites de diffusion directe. Elle est aujourd'hui le fait de jeunes chaînes nationales harcelantes et pugnaces. Le téléspectateur africain peut désormais, choisir sur son petit écran entre l'« overdose » des messages venus du Nord et une offre de programmes nationaux de proximité.

### 2.2. LE DÉFI DU HARDWARE

Les équipements (Hardware) et les programmes (software) constituent les deux pôles majeurs de l'audiovisuel (Flichy, 1980).

Le sous-équipement des médias africains découle de la situation de sous-développement des pays du Sud et de leur incapacité à produire localement les technologies dont ils ont besoin. Ils importent donc toutes leurs machines jusqu'aux pièces de rechange. Il en résulte une coûteuse dépendance qui contribue à alourdir le service de la dette. Ces technologies sont d'autant plus coûteuses pour l'Afrique qu'elles exercent par ailleurs une coupable fascination sur des pays pauvres mais soucieux de s'arrimer à la modernisation trépidante d'une quincaillerie dont le renouvellement permanent semble répondre davantage aux caprices de la concurrence qu'à une demande sociale justifiée. En effet, l'Occident crée sans arrêt de nouvelles technologies de la communication qui, en s'innovant sans cesse, frappent de désuétude celles élaborées auparavant et l'Afrique peine à suivre un tel rythme d'innovation.

---

<sup>8</sup> TUDESQ André-Jean, Op. Cit.

Cette mutation technologique bouleverse l'univers de la communication à l'échelle planétaire, et lègue à l'Afrique pauvre un appareillage de musée.

Face à la concurrence, les défis à relever sont complexes. Il s'agit de se doter d'équipements performants, c'est-à-dire capables d'une part, d'offrir un confort d'écoute au moins égal sinon meilleur à celui des concurrents nationaux et surtout internationaux et, d'autre part, d'effacer toutes les zones d'ombre et de silence éparpillées sur des territoires vastes, accidentés et enclavés.

Dès lors, les choix à faire reposent sur un dilemme. Faut-il pour cela acquérir des technologies lourdes, sophistiquées et dévoreuses de fonds dont la maintenance oblige parfois à recourir à l'importance scandaleusement coûteuse d'experts qu'on va chercher en Europe, même pour des pannes mineures ? N'est-il pas plus réaliste pour les pays pauvres d'opter pour des technologies plus légères et bon marché pour autant qu'elles répondent efficacement aux besoins spécifiques des pays consommateurs des technologies ?

### **2.3. LE DÉFI DU SOFTWARE**

Les avancées enregistrées ces dernières années, par l'audiovisuel public africain, dans sa quête de modernité et de qualité sont indéniables : les personnels sont mieux formés, la création audiovisuelle se fait jour et les œuvres de fiction, même timidement, font leur entrée dans les grilles de programmes.

*« Les programmes africains sont déjà diffusés sur Canal France International, ce qui montre que des émissions de télévisions africaines sont d'un niveau de qualité permettant d'être diffusées par d'autres télévisions d'Afrique ou d'ailleurs<sup>9</sup>. »*

#### **2.3.1. Une extraversion tenace**

Il n'en demeure pas moins que la plus grande faillite de ces télévisions repose encore sur le caractère pas trop extraverti de leur offre de programmes à cause d'une production endogène demeurée faible. La plupart sont sensibles à la très grande différence entre les coûts de production locale et le coût d'une émission importée, dix fois moins chère et de meilleure qualité technique (Tudesq, 1992). C'est ainsi qu'en 1990, les programmes importés représentaient 83% des émissions de l'Ouganda et 65% de celles du Zimbabwe. Ainsi alimentés à plus de 80% par l'étranger, ces petits « écrans noirs » diffusent souvent, sans discernement, des standards et des modèles occidentaux, qu'ils viennent des Amériques du Nord et du Sud ou d'Europe. Leurs difficultés financières venant s'ajouter à une certaine indolence professionnelle les conduisent à recourir de plus en plus à des émissions étrangères, notamment pour tout ce qui concerne l'information internationale et même africaine.

D'un autre côté, les produits culturels qu'ils doivent à l'étranger puisent abondamment dans le romanesque et le spectacle de variété et suivent la carrière de la fabrication industrielle en série. Le quasi-abandon des « écrans noirs » à cette culture du flot venue d'horizons non africains repose fondamentalement sur une télé-mythologie des images d'emprunt dont la charge idéologique et émotionnelle constitue un pouvoir déformant propre à déconstruire tout effort de formation d'une identité africaine.

---

<sup>9</sup> Consulter TUDESQ André-Jean, Op. Cit. p. 155.

L'esthétique de la séduction que véhicule cette néo culture euphorisante sur l'Occident en général et les États-Unis<sup>10</sup> en particulier, vante en permanence les merveilles du monde occidental et du capitalisme déclinant. La fascination qui en découle expose la jeunesse africaine à vivre, par procuration l'eldorado qui leur est ainsi vanté, pire encore, à s'abandonner par vagues successives, à l'aventure d'une émigration clandestine et périlleuse<sup>11</sup>.

### 2.3.2. Adapter l'offre à une demande connue

Au demeurant, les radios et télévisions africaines de droit public ont tendance à ronronner, parce que leurs grilles de programmes, parfois surannées, peinent à coller à l'évolution permanente des besoins sociaux qu'elles connaissent mal.

Cette observation suggère que dès à présent, elles se donnent pour ambition de renoncer au pilotage à vue pour lui préférer une nouvelle vision mettant le récipiendaire du message au commencement et à la fin de tout processus de diffusion. Cela passe par une connaissance rigoureuse des attentes des publics – cibles. Il s'agit, par des enquêtes sociologiques, quantitatives et qualitatives, de fixer les besoins réels d'auditoires souvent versatiles et sans cesse guettés par la satiété et la nouveauté. De telles études d'audience nécessitent une expertise coûteuse dont les instituts de sondage sont dépositaires. Elles s'élaborent à la fois en amont du processus de diffusion, pour adapter l'offre de programmes à une demande sociale connue et, en aval, pour évaluer l'accueil réservé par les publics aux programmes qui leur sont proposés.

Face aux assauts de la concurrence, la connaissance des cibles doit apparaître désormais comme un impératif catégorique. Toute indifférence à l'audience peut être de nature à enclencher un processus de déclin pour des diffuseurs coupables de continuer à se poser en tuteurs des récepteurs, ne leur offrant pas ce dont il ont réellement besoin, mais ce qu'ils ont arbitrairement décidé pour eux et sans eux.

En définitive, le producteur africain d'aujourd'hui ne pourra vraiment survivre demain à la concurrence qu'en observant ce qui se passe au ras du sol et en étant à son tour constamment à l'écoute de ceux qui l'écoutent.

## 2.4. LE DÉFI DE LA FRAGMENTATION DES PUBLICS

La fragmentation des cibles ne dérive pas seulement de la poussée croissante des TIC. Elle est aussi l'une des conséquences de la démonopolisation de l'espace public audiovisuel et de son ouverture au capital privé. Il en a résulté une nouvelle approche de l'agir communicationnel qui privilégie la proximité au national, le local au planétaire.

---

<sup>10</sup> Les feuilletons à audience mondiale tels que *Dallas*, *Dynastie*, *Santa Barbara*... sont doublés dans toutes les grandes langues du monde et diffusés de façon itérative et en *prime time* par les télévisions africaines.

<sup>11</sup> TJADE EONE Michel, *Migration africaine et médias : jeu d'ombres et de lumières, in Immigration et diaspora : un regard africain*, (sous la direction du Pr Jean Emmanuel PONDI), Paris, Maisonneuve et Larose, Afrédit, 2007.

Les nouvelles chaînes privées ont fait le choix éditorial de satisfaire des besoins spécifiques des gens dans leur vécu quotidien, mieux que ne le font les chaînes grand public. Privilégiant par ailleurs le débat public et l'interactivité au diffusionnisme univoque du service public, ces nouveaux occupants de l'espace public africain proposent volontiers des programmes à la carte qui répondent à des attentes très ciblées. S'étant ainsi spécialisées dans la satisfaction des besoins au ras du bol, issus des micro milieux associatifs, corporatifs, professionnels, voire régionaux, les nouvelles chaînes commerciales investissent l'espace public audiovisuel, le désintègrent et l'extraient progressivement de l'emprise des chaînes grand public. La fragmentation sociétale qui en découle fragilise l'audience des chaînes publiques dont la rhétorique est restée généraliste, abstraite et d'autant plus inopérante que le plus souvent, elles s'adressent à des publics dont elles continuent d'ignorer les attentes.

## 2.5. LE DÉFI DU FINANCEMENT

Il s'agit bien évidemment du nerf de la guerre et le recours à une telle métaphore n'a rien d'outrancier.

Le service public africain de l'audiovisuel recourt à plusieurs sources de financement. Dans certains pays, l'État est le principal pourvoyeur de fonds par les subventions. Au Ghana, par exemple, les subventions de l'État représentent 97% des dépenses, la redevance audiovisuelle ne représentant que 0,53% et les ressources commerciales 2,29%<sup>12</sup>. Mais, le plus souvent, les États doivent faire face à des priorités si harcelantes (santé, éducation, routes...) qu'il ne leur est pas possible de consacrer à l'audiovisuel public, la totalité des crédits nécessaires.

Une deuxième source de financement est alors cette taxe parafiscale encore appelée la redevance audiovisuelle. Au Cameroun, un prélèvement est effectué à la source sur tous les salaires et traitement des salariés, que l'on soit ou non possesseur d'un récepteur de radio ou de télévision.

Une troisième ressource, liée à la publicité est celle du sponsoring qui permet de faire bénéficier aux radios et télévisions, des revenus de la publicité commerciale. Mais dans certains pays, une certaine forme de gestion en mal de transparence et de rigueur engendre des pratiques clandestines sous forme de publi-reportages non identifiés comme tels (reportages mettant en valeur une personne morale ou physique qui finance l'opération) le sponsoring peut être de nature à induire des effets corrupteurs.

Au demeurant, les ressources des radios et télévisions africaines sont partout insuffisantes, même lorsque l'outil de production bénéficie d'équipements grand luxe comme à la CRTV (Cameroun) ou à la Cité de la communication à Kinshasa (RD, Congo). D'où le défi d'un financement fiable et pérenne adossé sur une gestion responsable. Cependant, aucune source et aucune forme de financement ne doit faire le lit d'une censure, qu'elle soit ouverte ou déguisée. C'est pour cela qu'il faudrait garantir des modes de financement qui soient protégés de toute forme d'ingérence, qu'elle soit politique ou économique. Cela implique de moraliser les sources de financement anciennes et d'en rechercher les nouvelles. Parmi les sources anciennes, il y a naturellement les publicités de marque et la taxe parafiscale.

---

<sup>12</sup> Combroad, 1990, cité par Tudesq André-Jean, Op. Cit. p. 89.

Il y a urgence d'une part de réduire l'implication des ressources publicitaires, à défaut de la supprimer, pour lutter contre la dictature rampante des annonceurs sur les contenus audiovisuelle, et même d'en augmenter les ressources notamment par la taxation des nouveaux supports technologiques tels que les ordinateurs et les téléphones portables par lesquels, l'on peut désormais écouter la radio et regarder la télévision.

Par ailleurs, l'ensemble des revenus ainsi obtenus devront faire entièrement partie du patrimoine audiovisuel. Cela veut dire qu'ils ne devraient plus être reversés dans les caisses du trésor public comme c'est encore le cas ici et là, mais directement dans celles d'un organisme autonome chargé de la gestion du secteur audiovisuel.

Enfin, l'édification d'un service public qui, sans cesse, se réinvente conduit à envisager d'associer les opérateurs des télécommunications et même les fournisseurs d'accès à Internet au financement de l'audiovisuel public dont ils sont des acteurs importants grâce à la convergence numérique.

### PROPOSITIONS ALTERNATIVES ET CONCLUSIVES

Dans les pays développés du Nord, on reconnaît (on reconnaissait) volontiers à l'audiovisuel public cette supériorité d'être au service d'une politique culturelle volontariste étant seul capable d'offrir des programmes de qualité susceptibles d'informer, d'éduquer et de divertir sans vulgariser, tandis que les radios et télévisions de droit privé correspondaient à l'image inversée de la précédente.

Au Sud et en Afrique en particulier, le service public de l'audiovisuel peut-il durablement bâtir son avenir sur les mêmes valeurs ? Autrement dit, l'audiovisuel public a-t-il un avenir en Afrique ? Ce questionnement invite à réfléchir sur de nouveaux paradigmes de fonctionnement.

Les radios et télévisions de service public, en Afrique peuvent-elles gagner la bataille de la féroce rivalité que leur opposent déjà les nouvelles chaînes privées locales et les chaînes transfrontalières ? Non, si elles refusent de s'auto-évaluer pour se réinventer elles-mêmes ; oui, si au contraire, elles acceptent de déconstruire ce qui jusqu'ici a fait leur plus grande faiblesse, à savoir l'option pour le diffusionnisme et le dogmatisme stériles, reposant, sur la lecture fastidieuse des communiqués du gouvernement, au détriment de l'interactivité et de la relation des « choses vues et entendues » sur le terrain.

C'est par la recherche inlassable du label de qualité et de la diversité de l'offre télévisuelle que le service public pourra résister au déclin qui le guette. Trop souvent réduit au seul journal parlé ou télévisé, le journalisme audiovisuel africain doit montrer plus de générosité pour une créativité et une productivité accrues. Cet effort de créativité devra porter sur la production d'œuvres de fiction ou de documentaires de grande portée symbolique construits, par exemple, autour des figures historiques dont les réalisations en Afrique, peuvent servir de modèles de patriotisme, de courage et d'intégrité à la jeunesse africaine sans repères.

De même, une plus grande sensibilité doit être accordée à la dimension esthétique, narrative et cognitive du discours audiovisuel africain, l'offre journalistique du service public étant encore fortement stéréotypée.

Au lieu d'une gestion constamment improvisée des programmes offerts (Hervé Bourges parle pudiquement de la « Cueillette », c'est-à-dire l'alimentation de l'antenne au jour le jour), l'Afrique doit développer de véritables industries nationales et régionales des programmes. L'objectif à atteindre, à moyen ou long terme sera de hisser la production audiovisuelle **made in Africa** au niveau des standards mondiaux pour prendre activement part à la mondialisation des échanges plutôt que de la subir.

Dans cette perspective, l'on pourrait songer à organiser périodiquement des rencontres scientifiques et interprofessionnelles visant à évaluer et à relever la qualité de l'offre et à primer, à l'échelle continentale, les meilleures productions africaines.

Au demeurant, l'audiovisuel public africain de demain devra se montrer plus attentif à la connaissance des attentes réelles des auditeurs et des téléspectateurs de plus en plus tiraillés entre le local et le planétaire, c'est-à-dire entre leur souci de demeurer fidèles à leurs racines et leur désir de s'ouvrir au monde.

Le défi qui en découle est que l'audiovisuel public, mieux que les chaînes privées sache prendre en compte la dialectique sartrienne du « pour – soi » (l'homme conscient de son existence et de sa liberté) et du « pour – autrui » (l'homme conscient qui se détermine par rapport aux autres). Cette dialectique sartrienne est incarnée par la personnalité africaine d'aujourd'hui, faite de mélanges culturels. Sans doute y a-t-il chez chaque Africain de ce XXI<sup>ème</sup> siècle une part de « l'autrui » en même temps que subsiste en lui une part du « pour – soi ». « Ainsi la nature de mon corps me renvoie à l'existence d'autrui et à mon être – pour – autrui », écrit pertinemment le philosophe français Jean Paul Sartre dans son œuvre philosophique fondamentale : *L'être et le néant*<sup>13</sup>.

L'offre de programmes de l'audiovisuel public africain devrait refléter cette multiculturalité de l'homme moderne et de l'Africain d'aujourd'hui en particulier, citoyen tout à la fois de son village, de son quartier, de sa cité, de son ethnie, de sa nation, de son continent et du « village planétaire ».

### **Orientation Bibliographique**

- Balle (F.), 2001 – *Médias et sociétés*, Paris, Montchestrien.
- Bourges (H.), 1978 – *Décoloniser l'information*, Paris, Cana
- Bourges (H.), 2005 – *Sur la télé : mes quatre vérités*, Paris, Ramsay.
- Chéneau – Loquay (A.) 2000 – *Enjeux des technologies de la communication en Afrique*, (sous la direction de), Paris, Karthala.
- Fame Ndongo (J.), 2007 – *Le merveilleux champ des phonons et des photons. Essai sur les fondements scientifiques de la communication africaine*, Yaoundé, SOPECAM.
- Nguema Obam (P.), 2005 – *Fang du Gabon. Les tambours de la tradition*. Paris, Karthala.
- Flichy (P.), 1980 – *Les industries de l'imaginaire*, Grenoble, PUG.
- Pondi (J. E.), 2007 – *Immigration et diaspora, un regard africain*, (sous la direction de) Paris, Maisonneuve et Larose/Afredit.
- Rieffel (R.), 2001 – *Sociologie des médias*, Paris, Ellipses.
- Schwoebel (J.) 1968 – *La presse, le pouvoir et l'argent*, Paris, Seuil.
- Tjadé Eoné, 1986 – *Radios, publics et pouvoirs au Cameroun : utilisations officielles et des besoins sociaux*, Paris, L'Harmattan.
- Tjadé Eoné (M.), 2001 – *Démonopolisation, libéralisation et liberté de communication au Cameroun : avancées et reculades*, Paris, L'Harmattan.
- Tudesq (A. J.), 1983 – *La radio en Afrique Noire*, Paris, A. Pedone.
- Tudesq (A.J.), 1992 – *L'Afrique Noire et ses télévisions*, Paris, Anthropos/INA.

---

<sup>13</sup> SARTRE Jean-Paul, *L'être et le néant. Essai d'ontologie phénoménologique*. Paris, Gallimard, 1943

## LES ENJEUX ET LES DÉFIS D'UNE NOUVELLE GOUVERNANCE

### **Conférence de Monsieur Hervé BOURGES**

Ancien Président de RFI, TF1, France Télévisions

Ancien Président du CSA (France) et de l'UIPF

Mesdames et Messieurs,

Chers Confrères,

Je tiens à vous remercier d'avoir bien voulu m'associer à votre réflexion sur l'avenir de la télévision publique. Il est heureux que les médias publics se préoccupent sérieusement de leur adaptation au nouveau paysage médiatique et à ses évolutions structurelles, au Nord comme au Sud...

L'événement qu'a constitué il y a quelques jours l'élection d'un président noir aux États-Unis d'Amérique n'est pas seulement une péripétie naguère inimaginable de l'histoire américaine. C'est un signal qui doit être compris partout dans le monde, et en particulier en Afrique. Le temps est désormais révolu où une certaine manière d'imaginer le monde devait partout prévaloir. La vision ethnocentrique fondée sur l'Occident est remise en cause.

Notre histoire redevient une histoire partagée, où chaque individu a sa place, où chaque peuple doit reprendre son destin en main.

Il est difficile de savoir dans quel sens les relations des États-Unis d'Amérique et du reste du monde en seront transformées. Les valeurs sur lesquelles Barack Obama s'est appuyé sont essentiellement les valeurs traditionnelles de l'Amérique et son discours n'a cessé d'exalter l'identité particulière du peuple américain, qui s'est reconnu en lui. Mais il est d'ores et déjà possible de dire que cette élection a un retentissement symbolique pour tous ceux qui croient en la fécondité du métissage, du croisement des cultures et de la rencontre entre les peuples. Ce symbole de réconciliation au-delà des différences est essentiel pour le monde de demain, ce monde que les nations du monde doivent désormais construire ensemble.

Au-delà du message symbolique, l'élection de Barack Obama revêt aussi un caractère proprement médiatique. C'est sur cet aspect et les enseignements que nous pouvons en tirer que je veux particulièrement m'arrêter.

### **Nouvelles règles médiatiques, nouvelles méthodes démocratiques.**

En effet, il s'est appuyé sur les moyens de communication les plus modernes, forum Internet, médias en ligne, mobilisation forte des populations les plus jeunes et les plus « modernes ». Le message du candidat Obama a profité, pour se faire entendre, des outils médiatiques nouveaux que permet le formidable développement d'Internet et des nouveaux réseaux.

Dans ce contexte, il est nécessaire de prendre en compte, d'une manière urgente, les mutations proprement politiques, civiques, démocratiques, que porte la mutation médiatique en cours.

Exigence de transparence et de rapidité, exigence de réactivité et d'ouverture, exigences qui s'imposent aux journalistes et aux médias d'aujourd'hui.

A une époque où Internet devient le premier réseau de partage d'information et de dialogue politique, le nouveau Président américain a su incarner une nouvelle manière de faire de la politique, d'assumer de front les questions de fond qui se posaient à lui, et de traiter avec sincérité, sans faux-semblant, les obstacles que pouvaient constituer sur sa route tel ou tel aspect de son propre passé, ou du passé des États-Unis eux-mêmes.

Quelles sont les caractéristiques fondamentales des nouveaux médias sur lesquels le candidat Obama s'est appuyé ?

D'abord, les médias d'aujourd'hui sont démultipliés, pluriels, et échappent au contrôle. Les faits et gestes et les dires de chacun sont immédiatement dupliqués sur la toile et se répandent à travers le monde comme un feu de paille. De ce fait les opinions publiques sont en permanence nourries d'actualité. Elles sont capables de mettre en concurrence les sources d'information, de croiser les regards et les méthodes d'exposition des événements.

Ensuite, ces médias sont instantanés, ce qui comporte des risques, risques liés à la délation, à la manipulation, à l'absence de rigueur dans le contrôle des faits rapportés. On a vu à plusieurs reprises au cours de la campagne américaine des emballements médiatiques autour de photos ou de propos indéfiniment reproduits sur les médias en ligne et repris inlassablement par les médias traditionnels. C'est ainsi par exemple que quelques maladresses de langage ont savonné la planche d'Hillary Clinton pendant les primaires... Le règne des « petites phrases » constitue un risque fort de dégradation de la qualité du débat politique.

Mais face à ce risque, Barack Obama a opposé une stratégie de discours parfaitement antithétique, choisissant de placer son message à un niveau de qualité intellectuelle et donc d'authenticité supérieure, en rythmant sa campagne par de grands discours fondateurs (que ce soit sur l'identité américaine, les enjeux économiques, les enjeux internationaux) qui ont constitué autant de points de référence de sa candidature. Ainsi il a su nourrir le courant médiatique, non par des formules lapidaires, mais par des prises de position et des explications argumentées. Il est donc apparu par contraste avec l'effet séducteur et futile de la mécanique électorale comme un homme de réflexion et d'analyse, qui ne s'aventurait pas au hasard.

Enfin les nouveaux médias sont à l'image des sociétés contemporaines qu'ils reflètent : contrastés, dialogiques, à la fois ouverts au débat et imposant le débat. Il n'y a plus de place pour un discours univoque, ni de la part d'un homme, ni de la part d'une nation. Il faut savoir intégrer la contradiction comme une méthode pour accéder à la vérité. Cela s'appelle la tolérance, et c'est en ce sens que les nouveaux médias font indéniablement progresser la démocratie, partout dans le monde.

La leçon de cette élection est à tirer par tous les hommes de médias, partout dans le monde : par chance, et contrairement aux discours souvent ressassés des Cassandres, il est possible de faire un usage positif des nouveaux moyens de communication pour dégager plus de sens, structurer une image et une ligne de pensée ferme, construire un argumentaire durable.

Mais ce n'est possible que si l'on sait intégrer la préoccupation du dialogue de la tolérance et de la pluralité des héritages et des pensées politiques.

### **Quelles leçons pour les médias publics ?**

Cette réflexion est indispensable afin de refonder les télévisions publiques et de leur redonner leur vraie place dans le paysage audiovisuel diversifié que nous connaissons aujourd'hui. Les usages audiovisuels sont en mutation, les téléspectateurs n'ont donc plus avec la télévision publique les mêmes liens que lorsqu'elle constituait l'unique média audiovisuel auquel ils avaient accès.

Pour autant il ne faut pas oublier que la télévision et la radio restent le premier moyen de construire une identité commune, voire de porter des valeurs collectives.

De ce point de vue, les parlementaires anglais et allemands ont à juste titre souligné en 2007 l'importance de la télévision publique comme principal ferment du lien social. L'Assemblée nationale va se saisir en France, dans les prochaines semaines d'un Projet de Loi important qui à son tour tente de refonder la télévision publique hexagonale.

Il est intéressant de reprendre les perspectives majeures dans lesquelles ces débats ont travaillé pour construire une vision prospective des missions de télévision publique...

Les réflexions engagées ont insisté sur la nécessité pour la télévision publique de s'investir pleinement dans trois directions :

1. d'une part le développement des nouveaux usages de l'image et des nouveaux accès à l'image, dont elle ne doit pas être absente si elle veut prolonger son rôle auprès des jeunes générations. Si les jeunes générations ne s'informent plus auprès des médias publics, il y a potentiellement crise de leur représentativité. Cela veut dire qu'elles ne répondent plus au besoin social qu'elles sont censées combler...
2. d'autre part la prise en compte des publics qui aujourd'hui se détournent d'elle (et en particulier, en Europe, les minorités et les défavorisés, auxquels elle ne s'adresse pas suffisamment et qui lui préfèrent des offres commerciales bas de gamme). Si toutes les classes de la société ne se retrouvent pas dans le public des télévisions publiques, cela veut dire qu'elles échoueront à jouer leur rôle de lien social et que d'autres médias fédéreront la population autour d'autres principes ou d'autres valeurs...
3. enfin, troisième direction de réflexion essentielle, une télévision publique forte est un des piliers d'un « modèle audiovisuel » équilibré. Les marchés anglais, allemands et français sont là pour le prouver : une économie audiovisuelle est un tout, et les marchés nationaux sont trop étroits pour appuyer à eux seuls une production dynamique et diversifiée. Cela veut dire qu'il n'est pas dans l'intérêt des groupes privés de voir la télévision publique paupérisée, parce qu'ils subiraient alors rapidement le contrecoup de l'affaiblissement du secteur de la production nationale dans son ensemble. Cela veut dire surtout qu'il est d'intérêt public d'accorder plus de financement à la télévision publique pour lui permettre de jouer son rôle de poumon de la production nationale, dans les sociétés contemporaines, à nos identités culturelles diverses.

Il faut se garder d'une vision trop simpliste de la concurrence : dans la réalité, les investissements des groupes publics dans la production contribuent à assurer le dynamisme d'ensemble du secteur audiovisuel. En Afrique tout particulièrement, la production est sous-financée.

Ce n'est pas en affaiblissant le financement global du secteur qu'on rendrait service à la télévision privée, au contraire. Les systèmes audiovisuels européens sont mixtes, public/privé, parce que nous en avons besoin pour assurer le financement d'une production capable de s'exporter et de défendre les traditions culturelles, politiques, morales, de chacun de nos pays, dans nos frontières, comme en dehors de nos frontières.

Mais c'est encore plus le cas des systèmes audiovisuels africains ! Le développement des nouveaux marchés de l'image doit se traduire par une floraison de nouvelles sociétés de production numérique, qu'il est indispensable que les télévisions publiques fassent vivre et aident à se développer. C'est dans ce réservoir d'initiatives privées que les télévisions publiques doivent puiser pour se renouveler. Une de leurs nouvelles responsabilités est de développer des marchés de programmes locaux, des entreprises de production, de nouveaux canaux de diffusion, de nouvelles chaînes aussi, adaptées aux nouvelles consommations du public.

Il faut trouver plus de moyens pour les télévisions publiques, par exemple en exploitant à la marge, ainsi que l'a conçu l'actuel projet de Loi qui va entrer en discussion en France, les profits importants que font, en Afrique comme ailleurs, les opérateurs Télécoms. Pourquoi s'interdire de trouver dans ce secteur en rapide croissance un complément de financement pour les développements audiovisuels indispensables des pays africains ? Pourquoi ce qui est possible en France ne le serait pas en Afrique ? Autant le concept de redevance est difficile à exporter, autant l'idée d'une taxation marginale des profits des Télécoms est facile à accepter sur les marchés du Sud...

### **Diversifier les offres de télévision publique**

Cela est d'autant plus justifié que la convergence constitue, en Afrique aussi, l'un des nouveaux horizons de développement de la télévision : les chaînes traditionnelles, telles qu'elles existent aujourd'hui, doivent désormais être complétées par de nouvelles offres établies selon deux principes distincts : d'une part, l'apparition de nouveaux modes de diffusion impose aux antennes historiques de prolonger leur offre sur ces nouveaux supports. D'autre part, les nouveaux modes de consommation imposent aux chaînes publiques d'inventer d'autres manières de s'adresser aux téléspectateurs, en s'affranchissant de leur modèle linéaire habituel, qui n'y est pas adapté.

- Mise en œuvre concrète du premier principe : avec le développement de la télévision sur les petits récepteurs mobiles, une chaîne publique devra impérativement être diffusée en format hertzien DVBh, pour pouvoir toucher les jeunes générations qui seront très vite adeptes de ce type de consommation « mobile » de la télévision sur des écrans personnels, portables, que j'ai appelés les « Télés de poche », et que nous connaissons en France au début 2009.

Il s'agit d'une mutation majeure des usages de la télévision, elle peut être stratégique pour démocratiser la télévision, et lui permettre de toucher en Afrique des populations qui aujourd'hui n'y accèdent pas encore : c'est un nouveau mode de consommation des images. Aujourd'hui les jeunes parviennent dans les cybercafés des capitales africaines à consommer la télévision sur Internet, ils la consommeront sur les télés de poche !

Je sais que le Groupe Canal+ à travers Canal Horizons a déjà obtenu une licence pour diffuser en Côte d'Ivoire une trentaine de chaînes de télévision sur des petits récepteurs mobiles. C'est le sens de l'histoire, et les télés de poche rejoindront peut-être bientôt les téléphones portables dans le quotidien des jeunes africains.

- Mise en œuvre concrète du second principe, sur Internet, une chaîne publique peut proposer une véritable plate-forme diversifiée de chaînes thématiques à la demande (une chaîne dessins animés, une chaîne documentaires, une chaîne « tout info », une chaîne « sports », une chaîne « fictions », une chaîne « cinéma », proposant une grande diversité de programmes en Vidéo à la Demande.

Aujourd'hui les programmes phares d'ARTE sont pour une large mesure visionnés en différé sur le site Internet de cette chaîne. Il faut aller plus loin, et proposer dans les pays africains une offre éditoriale publique structurée pour Internet ! Il ne s'agit pas seulement de proposer un écho différé de la programmation de la chaîne (la télévision « de rattrapage ») mais une nouvelle approche éditoriale avec des chaînes « à la demande » adaptées à la consommation « délinéarisée » c'est-à-dire « non programmée » des œuvres et des émissions.

### **Les médias publics : une nécessaire indépendance**

Pour conduire ces adaptations, les télévisions publiques ont besoin, en Afrique comme partout dans le monde, d'une réaffirmation par le politique de leur légitimité et de leur indépendance.

La tentation systématique du monde politique, toutes couleurs confondues, est de croire que la solution réside dans un contrôle plus étroit des responsables qui sont en charge de mettre en œuvre les orientations retenues. Il faut lutter contre ces méthodes qui ne répondent plus aux attentes médiatiques du monde d'aujourd'hui et risquent de décrédibiliser les médias publics.

Il ne faut pas confondre les fonctions : une entreprise publique n'est pas une administration, les choix qu'elle fait sont des choix économiques éditoriaux au jour le jour, elle doit en rester maîtresse.

Lorsque les organisateurs de ce SÉFOR 2008 nous invitent à nous interroger sur les modes de gouvernance, ils doivent précisément s'intéresser à cet aspect fondamental des médias publics modernes : ils doivent être gérés en toute indépendance, et leurs dirigeants doivent être des entrepreneurs, attachés à mettre en œuvre leur développement en se projetant dans l'avenir, non en gérant un budget.

C'est de cette manière que j'ai moi-même procédé, pour donner une indépendance à RFI, pour assurer la croissance de TF1, pour constituer un groupe public puissant à partir des chaînes Antenne 2 et FR3, qui ensemble sont devenues le groupe France Télévisions, capable de se projeter dans l'avenir et de créer, comme on l'a vu depuis, de nouvelles chaînes.

En matière de télévision comme dans tous les autres domaines économiques, il faut responsabiliser les acteurs, en leur fixant des objectifs clairs, non les déresponsabiliser en entravant leur action par des tutelles qui pèsent sur eux.

Les médias publics ont donc désormais une responsabilité nouvelle : adapter leurs méthodes, leurs programmes, leurs modes de diffusion, donc leurs principes de gestion et de management, pour continuer à remplir au mieux le rôle fédérateur, pédagogique, démocratique, et culturel, qui leur est imparti. Mieux financés, de manière novatrice peut-être, ils doivent être les principaux ressorts de l'adaptation d'une offre médiatique de qualité aux nouvelles attentes des téléspectateurs. C'est un enjeu de vitalité culturelle dans un espace de communication mondialisé. Eux seuls, dans beaucoup de pays, sont capables d'en assumer la charge. Encore faut-il qu'ils en aient la volonté et qu'on leur en donne les moyens !

---

# CONFÉRENCE en plénière

## ARCHITECTURE TECHNOLOGIQUE

### Conférence de Monsieur Poorundeo SEEBALUCK

Conseiller Département de l'ingénierie et technologie de la Mauritius Broadcasting Corporation (MBC)



LE DIAPORAMA REPRODUIT CI-DESSOUS EST UN AIDE-MÉMOIRE DE L'EXPOSÉ

- 1 

<b>SEFOR 2008</b>
La Télévision Numérique Terrestre L'expérience Mauricienne Mauritius Broadcasting Corporation(MBC) Ile Maurice Océan Indien
Prem Seebaluck Conseiller - Département d'Ingénierie et de Technologie MBC
2. 

<b>UNESCO Electronic Media Forum Genève 2003</b>
<b><u>Extrait des notes pour un plan d'action pour les diffuseurs - services publics</u></b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Le service public doit avoir la flexibilité de s'adapter aux nouvelles demandes, tout en gardant son identité propre et distincte</li><li>• On ne peut empêcher le service public de diffuser des chaînes thématiques et autres nouvelles médias pour compléter ses services</li></ul>
- 3 

<b>Sir David Attenborough</b>
<ul style="list-style-type: none"><li>• Extrait d'une conférence sur le service public, avril 2008</li><li>• Nous sommes en pleine révolution de BROADCASTING provoquée par le numérique et la prolifération soudaine des chaînes de télévision</li></ul>
- 4 

<b>Public Broadcasters International</b>
"Plus que jamais, le contenu est au coeur stratégique du service public." ( Patrick de Carolis – PDG France Télévisions, Arles, France, Octobre 2008)

5

### Asia-Pacific Broadcasting Union

- Le Sri Lanka devançait la région en radiodiffusion dans le passé
- Des stations de la région ont maintenant surpassé le Sri Lanka
- La MBC - station phare - a déjà lancé la TNT commerciale à l'île Maurice

(Rukmin Wijemane Directeur Studio Technologie ABU-juin 2008,Sri Lanka)

6

### BROADCASTING: une merveille de notre temps

#### Quelques dates dans l'histoire de la télévision à Maurice

- 1965 - Lancement TV N/B
- 1978 - Introduction télé couleur SECAM
- 2002 - Test TNT / collaboration TDF
- 2005 - Lancement 1 Multiplex - 6 chaînes
- 2007 - Second Multiplex - 6 chaînes
- 2008 - 1 Multiplex 5 chaînes: Rodrigues/Agalega

7

### Le marché mauricien

#### Maurice

- 1,2 M d'habitants
- 325,000 familles
- Plus d'un téléviseur par famille
- TV analogique- 100% de couverture et de pénétration
- TNT- environ 150,000 décodeurs vendus
- Chaînes payantes Satellite- environ 60,000 abonnés

#### Rodrigues

- 39,000 habitants
- 10,000 abonnés au service public

8

### MBC TNT 2005(gratuit)

- A ce jour la MBC offre à ses abonnés 12 chaînes TNT diffusées en UHF à Maurice et 5 chaînes en VHF à Rodrigues et Agalega
- La TNT 1, 2 et 3 doublent les programmes de TV 1,2 et 3 en vue de notre ASO-(Analogue switch off) extinction des émetteurs analogiques prévue pour 2011/2012
- Le contenu pour le reste des neuf chaînes sont des chaînes satellites (pass through) relayées et des programmes générés localement
- Un mélange de chaînes thématiques et grand public

9

### MBC Contenu

#### Local

- MBC 1 analogique et TNT en simultané
- MBC 2 analogique et TNT en simultané
- MBC 3 analogique et TNT en simultané
- MBC Chaîne du Savoir TNT
- MBC Chaîne Movies TNT
- MBC Sports TNT

#### Satellite- Relais direct (Pass-through)

BBC World News, France 24, Deutsche Welle TV, B4U Music, Ujala, Mindset, NDTV India, NDTV24 x 7, NDTV Good Times, Aastha TV, DD India, DD Bharathi, DD Sports, Setanta Sports, TV 5 Monde, VOA, CCTV9

10

### Production TV

- La production locale exige de la logistique au niveau des studios et des équipements de reportage/montage
- Les studios de la MBC étaient analogiques et vétustes
- La rénovation a été planifiée et gérée avec succès.
- Nous avons maintenant:
  - 4 régions finales numériques
  - 1 studio TV de production 7 voies
  - 1 studio JT 3 voies
  - 10 tables de montage numériques Avid
  - 1 car de reportage 5 voies

11

### Nouvelle Régie Studio A-SSR Sony MFS2000 + DXCD55



12

### Diffusion - Beta et DV- bientôt remplacés par des serveurs



13

### Régie FinaleTV

Avant DFS 500



Présent Miranda IS3



14

### Salle D'équipements

Avant



Présent



15

### Installation- étapes

- Transfert d'une régie finale dans un car de reportage
- Démontage d'équipements analogiques
- Rénovation du local
- Amélioration climatisation
- Installation nouveau onduleur
- Installation chemin de câble aérien pour transfert facile au nouveau QG en 2010
- Personnel entièrement intégré et formé pour l'installation



16

### A l'antenne pendant l'installation

- Installation du nouvel équipement et test
- Formation en situation sur le nouvel équipement- ingénierie, exploitation, production
- Transfert de l'antenne à une régie finale terminée
- 15 jours d'essai et de debugging
- Transfert seconde TV
- 7 jours après: transfert 3ème TV
- Pas de coupure des émissions

17

### Betacam- cheval de trait

- Nous avons 70 Betacam en exploitation pour des enregistrements, montage et diffusion en régie finale.
- La Betacam est en fin de série
- La disparition de ce format a créé un vide pour toutes les stations du sud.



18

### Remplacement du Betacam

- La MBC n'a pas adopté le Betacam numérique— trop cher !
- Quelques DVcam ont été achetés en 2003
- Nous avons deux formats à présent- Beta et DV
- Les tournages se font uniquement sur DV
- Nous venons d'acheter 5 cameras HD/SD avec enregistrement sur carte mémoire en HD- La Sony EX3
- A moyen terme : DV, carte mémoire et serveur
- Nous étudions le Blu-ray

19

### Développement logiciel Broadcast

- Nous sommes tous d'accord qu'aujourd'hui qu'on ne peut pas se lier avec des logiciels propriétaires. Nous avons besoin des systèmes ouverts (open).
- Nous avons encouragé et donné l'occasion à nos ingénieurs de développer des logiciels broadcast
- Nos 5 chaînes de radio tournent avec notre propre logiciel fait maison RAMIS ( Radio Automation Management Information Systems)
- Nous développons TAMIS ( Television Automation Management Information Systems) pour la télévision
- Nous achetons les SDK- les kit de développement quand c'est possible

20

### Version Soft du Miranda IS3 Development MBC



21

### De la bande magnétique au fichier-e

- Montage vidéo numérique sur Avid pour la rédaction et la production des programmes ( Mojo, Express et Adrenaline)
- Les tables de montage Avid sont connectées en réseau avec Avid Lanshare de 4TB (octet) de capacité
- La numérisation (ingest) se fait à partir de DVcam/Betacam
- Régie Finale - diffusion sur bandes
- Chaînes TNT avec insert local diffusées sur serveur
- Acquisition système de rédaction intégré numérique sans papier. Implémentation fin décembre 2008
- Serveurs pour chaînes primaires (TV 1,2,3) en voie d'acquisition
- Pub- diffusée sur serveurs faits maison avec logiciel TAMIS

22

### Chaînes automatisées- Sports, Savoir, Movies



### Studio Virtuel - Monarch

23

- Mise en place d'un studio virtuel (stand alone) en octobre 2008
- Connections studio JT et studio production
- Possibilités immenses pour emballage d'antennes, sports, météo, info etc.
- Tourne sur Windows XP
- Convivial –Exploitation facile mais formation poussée nécessaire
- Très bon rapport qualité-prix comparé à d'autres systèmes complexes sur le marché

### MBC SAT

24

- La liaison avec Rodrigues et Agalega se fait via le satellite Eutelsat W3A
- Le Téléport a été installé à côté des studios en 2006
- 4 chaînes TNT à Rodrigues lancées en juillet 2008
- Une 5e chaîne sera ajoutée en décembre 2008

### Maurice-Rodrigues-Agaléga

25



### Agalega

26

La Radio en FM et la Télévision (TNT) introduites à Agalega en octobre 2008



### Ressource Humaine

27

- Il n'y pas de numérique sans formation
- Nous avons commencé un programme de formation massif pour que le personnel puisse maîtriser la technologie et s'adapter aux nouvelles méthodes de travail
- A ce jour environ 200 membres du personnel ont suivi des cours de formation interne ou à l'étranger
- Assistance obtenue de ABU, AIBD, CBA, CIRTEF, SABA, DD/AIR Training Institute (Technical) Delhi
- Tous les équipements sont systématiquement achetés avec une formation d'exploitation et de maintenance
- Le personnel de l'ingénierie et de technologie doit avoir un double profil-Technique TV et Informatique - redéploiement du personnel

### Programme de formation continue

28

- Avec l'assistance financière de l'ABU et de l'AIBD nous organisons une formation sur les techniques numériques à la fin de ce mois avec une personne ressource de Massey University en Nouvelle Zélande
- Ce sera un cours de deux semaines à plein temps qui couvrira les différents aspects du numérique normalement enseigné à l'université pendant un trimestre
- Nous demandons ponctuellement à l'université de Maurice d'organiser des cours de formation, taillés sur mesure pour nous

29

### MCML

- La diffusion est assurée par MCML (une compagnie d'état) à qui la MBC paie un droit d'accès pour la diffusion des programmes Radio/ TV et les faisceaux hertziens pour les directes
- MCML a investi gros pour la plateforme de 12 chaînes
- Nous étudions la possibilité d'une 13ème chaîne. Cela va dépendre de la compression, c-à-d combien on peut compresser la vidéo à un niveau acceptable pour que l'oeil humain ne détecte pas de défaut (pixellisation) à la reconstitution de l'image sur un téléviseur

30

### Propagation

- 3 chaînes analogiques
- 12 chaînes TNT
- MFN –Réseau à fréquence multiple
- MPEG 2 vidéo compression
- 20 sites de transmission – relais et petit émetteur pour les zones d'ombre
- Couverture de Maurice à 100%

31

### Le Réseau Télévision



32

### Paramètres TNT- Maurice

1. Frequency Band	UHF IV & V
2. FFT mode	8K
3. Modulation	64-QAM
4. Convolutional code rate	3/4
5. Guard interval length	1/32
6. RF Power	10W – 250W
6. Network Mode	MFN

33

### Nouveau Modèle de Business

- La TNT ouvre les portes pour un nouveau modèle de business et d'opportunités pour les services publics
- Ils doivent générer plus de revenus pour un développement durable
- Apart la redevance télé et la pub les revenus peuvent être générés à travers l'interactivité SMS2TV etc.
- "Tickers"- le défilement d'une bande annonce au bas de l'écran peut attirer des revenus
- La MBC a légèrement augmenté sa recette (dépassant les prévisions) de la pub avec une chaîne TNT pour le moment. Le marketing pour insérer de la pub dans les autres chaînes est en cours.

34

### Problématiques de l'implémentation de la TNT...

- Les premiers téléspectateurs de la TNT se plaignaient souvent de l'interruption de service avec un message à l'écran "pas de signal vidéo". En effet cela peut être attribué à beaucoup de facteurs:
- Mauvaise antenne domestique et câble coaxial
- Mauvaise orientation de l'antenne
- Les amplis d'antenne bande large dans le commerce ne sont pas compatibles avec la TNT

35

### ... autres défauts

- Mauvaise synchronisation son et image causée par des décodeurs bas de gamme
- Les détaillants ne connaissent pas le produit qu'ils vendent. Le SAV laisse à désirer.

#### Action:

- MBC/MCML ont organisé des ateliers de formation pour les revendeurs
- Assistance hotline pour les téléspectateurs. Diffusion des clips vidéo.
- Campagne agressive pour éduquer le consommateur
- La vente des décodeurs est libre. Les décodeurs doivent être homologués et approuvés par le diffuseur/régulateur pour éviter des problèmes. Même les décodeurs bon marché ont des imitations qui sont à déconseiller.

36

### éduquer le client

- L'éducation du client est essentiel pour une satisfaction de sa part
- Les mérites de la TNT doivent être ventilés pour augmenter rapidement le nombre de décodeurs sur le marché
- Une courte période de double illumination est souhaitable
- A Rodrigues, d'après notre plan les émetteurs analogiques seront éteints en décembre 2008 en vue d'une pénétration du marché à 75%-95%. Ce sera une première dans le sud.
- L'Afrique du Sud vient d'allumer(1.11.08) un émetteur TNT à Jo'burg avec 8 chaînes gratuites (MPEG4- 64 QAM)

37

### EPG-guide des programmes électroniques - essentiel !

- Les clients en ont demandé dès le lancement
- Les consommateurs veulent consulter le menu avec leur télécommande
- Nous avons un projet pour utiliser MHEG5 ( min 8 jours de prog) comme la Malaisie, le Singapour et la Nouvelle Zélande
- On prévoit des problèmes avec les décodeurs bas de gamme
- L'EPG doit faire partie de tout projet TNT fixe ou mobile dès le départ

38

### Expérience -Technologie

- La Technologie est maintenant bien rodée
- Tirer des leçons des stations qui l'ont déjà mise en place. (l'expérience est le nom qu'on donne à nos erreurs- Oscar Wilde)
- Plongez maintenant ou bien vous allez faire face à des équipements vétustes tant au niveau des studios qu'à celui des émetteurs et vous serez incapable de maintenir vos émissions car les équipements analogiques ne sont plus fabriqués et les pièces de rechange ne sont plus disponibles ou se vendent à des prix exorbitants.
- MPEG 2 - 5/6 chaînes par multiplex, décodeurs à un prix abordable (à Maurice environ 70 USD)

39

### Expérience -Technologie

- MPEG4 - 8/9 chaînes par multiplex, licence à payer(environs 20USD par décodeur), décodeurs relativement chers pour le moment
- Combien de multiplexes?
- Régulation ou pas ?
- SD ou HD? Ou les deux?
- De toute façon soyez câblé pour la HD. Soyez 'HD ready'
- Le remplacement complet des équipements peut causer des problèmes de financement et d'ordre pratique
- Le remplacement progressif est recommandé. Ce qui donne le temps au personnel d'assimiler la nouvelle technologie.

40

### Expérience - Contenu

- Un contenu attrayant et intéressant motive le consommateur à acheter un décodeur ou un téléviseur avec décodeur incorporé.
- Le contenu approprié booste la vente des décodeurs.
- Certains pays comme le Japon ont des incubateurs pour faire des recherches sur le nouveau contenu pour la TNT.

41

### Boule de Cristal

- Mise en place serveur-Info fin 2008
- Serveurs diffusion et réception satellite début 2009
- MHEG5-guide des programmes EPG fin 2008?
- DVB-H ( TNT Mobile) tests 2009?
- VOD en partenariat avec les télécoms 2009 ?
- 3ème multiplex de 6 chaînes-mélangées TNT fixe et mobile 2009/2010?
- Transfert au nouveau QG en mars 2010

42

### Nouveau QG MBC 2010



43

### Qui est roi?

- Le contenu – grand public, clientèle niche
- Le client – établir la confiance
- Marque – ex.: Disney ...
- Technologie - Nouveauté
- Publicitaire -Revenu

44

### Conclusion

#### **Plan type pour réussir l'implémentation de la TNT**

- Volonté (préparation) des diffuseurs/décideurs et régulateurs
- Approche coordonnée des organismes concernés
- Plan de business réaliste
- Infrastructure –Rénovation émetteurs et studios en même temps
- Considérations Technologiques
- Education des consommateurs pour les préparer à accepter la TNT
- Calendrier bien défini pour des tests et la mise en service
- Analogue switch off (ASO)- éteindre les émetteurs analogiques à une date annoncée si le marché s'est équipé à 75%
- Commencer par les zones à petite couverture
- Financement possible de l'état pour l'acquisition de décodeurs pour les familles à bas revenus.

# RAPPORT des Ateliers

## ATELIER STRATÉGIE

Les travaux de l'atelier stratégie ont été présidés par Monsieur **Hamado OUANGRAOUA**, Président du CIRTEF et Directeur Général de la Radiodiffusion et Télévision du Burkina Faso avec pour modérateurs Monsieur Hervé BOUGES, Monsieur Jacques AUGER de Radio-Canada et Madame Catherine SOURNIN de RFI.

### Session Atelier Stratégie sur :

**« Échanges sur les statuts, les modes de financement et les cahiers des charges » et « Mutation des métiers et des statuts des entreprises de médias ».**

Ces deux thèmes ont été l'occasion pour les différents participants, composé pour la plupart de différents responsables d'organismes audiovisuel de service public, de prolonger les débats déjà amorcés après les conférences introductives données par Messieurs Hervé BOURGES et Michel TJADE EONE sur les **« Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance »**.

Avant d'aborder le premier thème, les participants ont souhaité débattre d'une préoccupation majeure des organes audiovisuels de service public : leurs rapports avec les instances de régulations.

Comment les médias de service public pourraient-ils convenablement remplir leur mission lorsqu'ils sont face à une instance de régulation financièrement faible et politiquement dépendante ? Où se trouve la place des médias publics lorsque le secteur audiovisuel privé se trouve également dans l'obligation de faire du service public ? Comment couper « le cordon ombilical avec l'État ?

Il ressort des échanges que la régulation est de plus en plus nécessaire et utile, elle ne peut être laissée au seul pouvoir du marché. Ceci dit, les instances de régulation, pour mieux jouer leur rôle, doivent être animées d'acteurs politiquement indépendants, financièrement fortes et disposer d'outils juridiques adéquats.

Cependant, même avec les difficultés qu'elles rencontrent, souvent inhérentes à leur jeunesse et surtout à la faiblesse de leurs budgets, certaines instances de régulation africaines restent des exemples qui font aujourd'hui école. Mais des progrès restent à faire, tant que les responsables des instances de régulations ne seront pas le choix des professionnels de l'audiovisuel.

De même, s'agissant des médias privés, les participants reconnaissent qu'il est nécessaire de défendre le service public qui ne saurait être pour eux une obligation. Cette tendance pose du coup un problème de définition de cahiers des charges et de statuts.

Abordant alors le premier thème de cet atelier, il ressort que le financement demeure essentiel à l'audiovisuel de service public, les ressources devant être diversifiées et aller au-delà des modes traditionnellement connus que sont les fonds publics, la redevance et la publicité. Un faible financement influe sur la capacité des entreprises audiovisuelles à pouvoir assurer le service public et pire, l'entière dépendance des fonds publics les maintiendrait toujours dépendant de l'État.

Il y a cependant une corrélation entre statuts et financement, certains organes étant encore au stade d'établissement à caractère administratif, pendant que d'autres sont des établissements publics à caractère industriel et commercial ou des sociétés d'économie mixte.

Dans tous les cas et quels que soient leurs statuts, les entreprises audiovisuelles doivent disposer d'outils de gestion différenciant les services rendus à l'État, qui seront donc payants et le service public. Cette disparité des statuts des organes audiovisuels de service public africains appelle impérativement à des échanges d'expériences des différents responsables à travers par exemple un forum qui leur serait dédié.

D'ores et déjà, le livre blanc recommandé au SEFOR de Rabat en 2007 pourrait être enrichi et finalisé pour permettre aux organes de médias de service public, sous l'égide du CIRTEF, d'avoir un outil de plaidoyer auprès des décideurs politiques.

S'agissant de la mutation des métiers, les participants ont observé, non sans inquiétude, l'irruption des nouvelles technologies dans le domaine de l'audiovisuel. Les opérateurs de téléphonie mobile, appelés communément les TÉLCos, de part leur souplesse et la demande pressante d'un nouveau public, peu exigeant sur la qualité, deviennent des concurrents potentiels ou de fait aux entreprises audiovisuelles publiques. Il ya alors nécessité de réfléchir sur une réglementation du secteur et une nouvelle économie de l'audiovisuel.

### **Session Atelier stratégie sur : « Défi d'une gestion moderne. Organisation, financement, concurrence ».**

Le thème de l'atelier a d'abord donné l'occasion à Monsieur Jacques AUGER de partager avec les participants, pour la plupart des responsables d'organismes de radiodiffusion et de télévision, l'exemple de Radio-Canada.

L'irruption des chaînes spécialisées comme CNN, HBU ou Match Music, avec au départ leur financement par les revenus tirés de l'abonnement, n'inquiétaient nullement les chaînes publiques. Mais dès lors qu'elles ont eu accès à la publicité, le partage de l'auditoire a eu des conséquences considérables sur le financement des chaînes publiques, remettant du coup en cause le model économique audiovisuel.

Ceci dit, l'avènement du privé, plutôt que d'effrayer les entreprises publiques, doit plutôt les inspirer pour plus de créativité, de souplesse, de réactivité en se basant sur leur professionnalisme reconnu et en redéfinissant les contenus et les objectifs.

Il se pose alors une question : Comment redéfinir le modèle économique audiovisuel dans ce contexte?

L'arrivée d'Internet ayant bousculé les habitudes dans le monde entier, l'audiovisuel de service public doit saisir les opportunités qu'offrent toutes les plateformes, y compris celle des portails, même si leur rentabilité reste discutable.

Il y a également la possibilité de créer des chaînes spécialisées à l'exemple de Radio-Canada ou faire de la coproduction thématique puisque partageant dans certains cas le même type de public exprimant la même demande.

Mais l'occupation de ces plateformes appelle nécessairement à de nouveaux besoins en ressources humaines, les nouveaux médias générant de nouveaux talents qu'il faut trouver ou former.

L'audiovisuel de service public doit alors adapter ses ressources humaines à ces nouveaux modes, avoir des compétences efficaces et à la pointe des avancées technologiques.

Les participants ont reconnu que cette mutation appelle nécessairement à une nouvelle réorganisation de ces organes qui doit être soutenue par une volonté politique et un cadre juridique et réglementaire.

Ces réflexions renvoient au contenu du livre blanc issu des recommandations du SÉFOR de Rabat de 2007.

### **Session Atelier stratégie sur : « Archivage ».**

Au cours de cet atelier, Madame Catherine SOURNIN observe qu'il est apparu que les archives ne posent pas seulement des problèmes technologiques aujourd'hui. C'est aussi une question de politique car dans la plupart des pays participants aux ateliers de formation à l'archivage, il y a des problèmes de gouvernance, d'organisation et donc de conservation.

De l'avis de tous les participants, tous des responsables de chaînes et Directeurs Généraux d'organismes audiovisuels, les archives audiovisuelles ne sont pas seulement un patrimoine de la télévision ou de la radio. Il s'agit de patrimoine national, de par leur ancienneté et leur richesse culturelle.

Les pays africains disposent aujourd'hui d'un patrimoine exceptionnel, se comptabilisant à plus de 800.000 heures sur divers supports, allant du film 16mm, 35mm, de l'Umatic au DV.

Malgré cette richesse, peu de moyens (technique, humain et financier) sont affectés aux services des archives pour la conservation, la récupération ou tout simplement pour leur organisation.

Ce patrimoine, en plus du risque de disparition par le dommage et la dégradation, doit être également protégé du phénomène du piratage.

Comment alors gérer et sauver les contenus dont la richesse du point de vue historique reste inestimable? Il y a nécessité de définir rapidement un plan de sauvegarde des archives sur des formats adaptés.

A l'issue de ces échanges, une présentation du système AIMÉ développé par le CIRTEF a été faite aux participants. AIMÉ est certes un outil, avec ses défauts et ses insuffisances qui sont entrain d'être corrigés au fur et à mesure, mais il reste, à travers sa conception, sa méthodologie et son utilité, un enjeu stratégique pour les organes de médias africains de service public dans leur recherche de solutions de conservation, de sauvegarde et d'exploitation de leurs archives.

### **RECOMMANDATIONS**

- ❖ Considérant le faible financement des entreprises audiovisuelles de service public et l'exigence de moyens adéquats qu'impose un environnement mondialisé et concurrentiel ;
- ❖ Considérant le développement sans cesse croissant des nouvelles technologies et la fragmentation du public :

#### **L'atelier recommande :**

Au CIRTEF,

Un plaidoyer auprès des décideurs politiques, partenaires techniques et financiers pour un financement adéquat du service public.

Aux responsables des médias publics,

L'élaboration et la mise en œuvre de politique de gestion respectant les normes de bonne gouvernance.

- ❖ Considérant les défis d'une gestion adaptée au contexte de mondialisation et la nécessaire adaptation des organes de service public aux nouvelles technologies de la communication audiovisuelle,

**L'atelier recommande :**

Aux Directeurs Généraux et responsables des médias de service public,

De poursuivre des échanges autour du livre blanc en vue d'en faire un document de référence.

De créer un fonds commun pour la promotion et le développement du secteur audiovisuel public (coproduction, échanges de programmes, connaissance de l'auditoire, plan de numérisation, acquisition de droits, formation etc.).

- ❖ Considérant que les archives audiovisuelles constituent un patrimoine culturel national,

**L'atelier recommande :**

Aux organismes membres,

L'élaboration d'une politique des archives à travers :

- L'appropriation, la sauvegarde et l'exploitation des archives audiovisuelles.
- L'initiation d'actions de sensibilisation de l'opinion et des partenaires sur la nécessité de la sauvegarde et de la valorisation du patrimoine audiovisuel.
- Le partage d'expertise par l'ensemble des partenaires du CIRTEF déjà engagés dans le processus de numérisation pour soutenir et accompagner les plans de numérisation des archives audiovisuelles.

Fait à Yaoundé, le 11 novembre 2008

L'atelier.

---

## ATELIER RADIO

Les 09 et 10 novembre 2008, s'est réuni au salon ABBIA de l'Hôtel Mont FEBE, à Yaoundé, l'atelier radio. La présidence des travaux était assurée par Daniel Anicet NOAH et le rapport par Célestin BOTEN, tous deux de la CRTV.

Intervenant après les conférences introductives, en plénière, du Président Hervé BOURGES et du Professeur TJADE EONE sur le thème générique « **Médias publics : les enjeux et les défis d'une nouvelle gouvernance** », l'atelier radio devait mener une réflexion sur les thèmes suivants :

- 1 – « Quelles distributions pour quels publics ? » avec pour modérateur Alain MASSE de Radio France.
- 2 – « Quels programmes pour quels publics » : modérateur LAMOUSSA ROBGO du Burkina Faso.
- 3 – « Connaître nos publics » ayant pour modérateur PITALOUNANI TELOU du Togo.
- 4 – Un atelier commun sur « l'archivage » a regroupé les membres des ateliers TV et radio au salon UNITÉ de l'Hôtel Mont FEBE.

Ouvrant les travaux, le Président de l'atelier a demandé aux uns et aux autres d'être participatifs, de formuler des critiques sur ce qui s'est fait lors des précédents SEFOR lorsque ceci s'avère nécessaire, et d'avancer vers des propositions courageuses et pratiques.

### **THÈME 1 : « Quelles distributions pour quels publics ? »**

De l'exposé du modérateur et des échanges enregistrés lors des débats, l'on retiendra que bien que les contextes soient différents d'un pays à un autre, il est essentiel pour tous de s'engager dans une démarche prospective qui consiste à chercher des indicateurs dans le passé et le présent, pour anticiper sur l'avenir. Car la question n'est pas de savoir si l'Internet va rencontrer la radio, ou si la télé et les télécoms vont se croiser. Ceci est pratiquement une évidence aujourd'hui. La question réside dans la détermination du nom du terminal qui permettra de tout faire à la fois, c'est-à-dire la radio, la télévision, Internet et les télécoms.

S'appuyant sur une étude menée il y a une quinzaine d'années et qui a abouti en 1996 à la publication d'un ouvrage, Alain MASSE proposera comme nom du terminal, le VATIM : V pour vidéo, A pour Audio, T pour Télécom (ou TV), I pour Internet et M pour Multimédia (ou mobilité).

Le phénomène de convergence média/télécom est donc une réalité.

L'évolution technologique indique clairement la cassure qui est en train de s'effectuer : la réception des médias ne dépendra plus d'un récepteur tel qu'on en connaît aujourd'hui, mais d'une puce qu'on pourra mettre sur tout type de récepteur. Cette mutation va changer le comportement des auditeurs, ce qui devra nécessairement conduire à un changement des modes de production. Le format des contenus devra être adapté aux différentes plates-formes.

L'on rappelle que pour les médias traditionnels, on a affaire à des récepteurs dédiés (récepteurs radio ou TV), avec un auditoire captif. Dans un proche avenir, l'on aura des récepteurs multi plates-formes type VATIM qui permettront d'écouter la radio numérique, de regarder la télévision mobile personnelle, de surfer sur Internet ou de téléphoner.

Cette capacité de changer de média à tout moment fera des auditeurs - téléspectateurs des clients consommateurs de temps média.

La révolution à laquelle les médias traditionnels devront se préparer consistera ainsi à s'adapter à l'évolution du comportement des consommateurs de temps médias. L'on ne doit cependant pas prendre le train en marche. La radio en particulier doit préserver sa singularité par rapport à d'autres médias. En sa faveur l'on peut distinguer trois éléments distinctifs susceptibles d'être considérés comme des valeurs ajoutées :

1. La multiplicité du nombre de récepteurs par foyer (6 en Europe)
2. La mobilité des récepteurs
3. La possibilité pour l'auditeur de mener une activité en parallèle

Les deux premières valeurs ajoutées sont partagées avec la Télévision, les télécoms et Internet. Par contre, le média radio conservera la troisième valeur ajoutée (cette possibilité pour l'auditeur de mener une activité en parallèle).

Dans ce contexte des mutations technologiques qui s'opèrent à un rythme soutenu, le défi à relever dans les pays du sud est colossal étant donné les difficultés réelles en matière d'acquisition de nouveaux équipements et de l'insuffisance chronique des moyens financiers.

La problématique par exemple du virage à la radio numérique impose un renouvellement du parc des récepteurs, ce qui coûte beaucoup d'argent. Le numérique exige par là même, une sélection par l'argent. Seuls ceux qui auront les moyens pourront s'en approprier. Autrement dit, en Afrique, le transistor a encore de beaux jours devant lui. La radio restera un puissant moyen de communication sur le continent ; son atout ici est que plus que partout ailleurs, elle est le reflet d'une tradition orale bien établie.

S'agissant de la dématérialisation des supports, les participants ont estimé qu'elle provoquait un vrai choc ; le technicien qui avait l'habitude de travailler avec une bande ne l'aura plus, le programmateur musical n'aura plus de pochette CD, car les contenus seront sauvegardés dans la mémoire dure de l'ordinateur.

Sur l'appréciation à porter relativement à la démarche de RFI qui propose désormais ses contenus journaux sur portable téléphonique, il a été souligné que cette approche constitue à la fois une menace, car il s'agit bien de concurrence avec les autres chaînes ; mais elle est aussi une opportunité en ce sens qu'elle permet de toucher de nouveaux publics.

Au terme des débats, une recommandation a été formulée dont l'objet est de sensibiliser les décideurs sur la nécessité de s'adapter au plus vite aux effets de la convergence des médias et des télécommunications, et à l'appropriation prochaine des récepteurs multi plates-formes.

Un préalable cependant : la création d'un site Internet multimédia qui permet de rassembler les contenus ; et doit être accessible et mis à jour, pour toucher les cibles à l'extérieur du pays (la diaspora) qu'on ne peut parfois pas atteindre par les ondes. Le site Internet doit être la vitrine d'ensemble des contenus de la radio.

Il y a également nécessité de reprofilage des métiers, et donc d'engager des formations prenant en compte la convergence technologique.

La préoccupation par rapport au meilleur service à proposer aux publics, qui a sous-tendu les débats rejaillit avec la même pertinence au thème suivant.

## **THÈME 2 : « Quels programmes pour quels publics ? »**

Le programme a été défini comme la création d'un contenu susceptible de plaire aux auditeurs. S'agissant des publics, l'on peut en identifier plusieurs types : les femmes, les jeunes, les citadins, les ruraux par exemple.

L'expérience du Burkina Faso présentée par le modérateur et qui s'apparente à celle de la plupart des pays du Sud met en évidence l'absence d'une culture d'étude d'audience. La mise sur pied d'un comité d'une quinzaine de personnes pour statuer sur les contenus. Le public n'a pour ainsi dire, pas l'occasion de participer à la définition des programmes, mais subit ce qui lui est proposé. Les financements sont limités pour prétendre produire des programmes adaptés et de qualité. L'accent est mis dans la gestion immédiate de l'actualité.

Les émissions interactives contribuent à donner une idée des attentes des auditeurs, mais la question qui ne cesse de se poser et celle de savoir ce qu'il faut privilégier : sujets sociaux, variétés, fictions ? Pour quelles cibles ? Avec quels moyens ?

Pilotage à vue donc dans la gestion des radios publiques en général, les financements arrivant au compte-gouttes. Les programmes sont prioritairement constitués de discours présidentiels ou de retransmissions de matches de football. Ceux qui devaient produire des émissions de qualité occupent très souvent des postes de direction.

La mainmise des gouvernants sur les médias audiovisuels de service public se fait sentir.

Les participants à l'atelier relèvent que les études d'audience ne servent pas seulement à savoir quelle position l'on occupe par rapport à la concurrence, mais aussi et surtout à mieux connaître les publics. Ce qui permet de mieux définir les politiques de contenus, de format et de diversification de l'offre. Il faut en tout cas, pouvoir répondre aux attentes des auditeurs, c'est une exigence pour les radios généralistes de service public.

Au terme d'un échange fructueux sur les « programmes et les publics », l'atelier a proposé les recommandations suivantes :

1. Face à l'insuffisance des moyens dédiés à la production, les échanges de programmes avec le CIRTEF ainsi que le jumelage avec des radios du nord sont des pistes à explorer pour atténuer le déficit des programmes de qualité.
2. diversifier les offres de programmes et surtout adopter les formats aux réalités des publics. En particulier mettre l'accent sur les émissions de divertissement.
3. Initier les émissions interactives, rendre la radio plus accessible aux auditeurs à travers des déplacements de la radio dans les régions.
4. Multiplier les cadres de concertation entre la radio et les publics à travers notamment les clubs des auditeurs.

On ne peut mieux servir les publics que si l'on cerne avec précision qui ils sont, quelles sont leurs attentes et leurs préoccupations. Ce sont ces éléments que tente de mettre en exergue le prochain thème.

### **THÈME 3 : «Connaître les Publics»**

Le modérateur a évoqué deux ordres de difficultés qui influencent la gouvernance :

Les difficultés générées par les variations et les tribulations de l'organe audiovisuel. Tantôt la radio est seule, tantôt elle est intégrée à la Télévision, et plus loin, l'entreprise radio évolue à nouveau seule. Radio Lomé a fait cette expérience en 1953, puis en 1973, et depuis 1986, elle évolue seule et c'est à partir de cette position qu'elle pose la question : quels sont les publics de la radio ?

Le deuxième ordre de difficultés concerne la prise en compte des diversités. Au premier chef la diversité linguistique et l'analphabétisme.

Ensuite vient la diversité des croyances, et enfin le panorama sociologique général. Dans le cas de Radio Lomé, il faut donc prendre en compte 60 % des ruraux, 70 % d'analphabètes, et 40 % d'animistes. Il en a découlé la décision d'adopter 27 langues à l'antenne.

Lors de l'atelier portant sur la connaissance des publics, les participants ont insisté sur l'importance des études d'audience pour appréhender les attentes des auditoires.

Ces études sont de 2 types :

- Les études quantitatives qui permettent de mesurer l'impact de la station et celui de la concurrence, les moments d'écoute et le profil de l'auditoire de chaque station.

- Les études qualitatives, généralement organisées autour de plusieurs réunions de groupe de 10 à 12 personnes représentatifs de différents segments de la population (les jeunes, les femmes, les auditeurs de la concurrence).

Ce type d'étude permet d'obtenir des informations précises, des avis, des souhaits sur les attentes en termes de programmation qui sont indispensables pour orienter la production et la programmation.

Si dans les médias du Nord des budgets importants sont consacrés chaque année à la réalisation d'étude, les sommes investies dans ce domaine sont très limitées dans les radios du sud.

Pour obtenir des éléments d'appréciation et des retours du terrain sans investissement important, il est recommandé aux médias du Sud de se rapprocher et de travailler avec le monde universitaire :

- département de sociologie,
- école de journalisme ou encore les instituts de statistique.

Par ailleurs et pour professionnaliser et favoriser l'émergence des instituts de sondages privées dont les résultats seraient acceptés par tous, il est recommandé de demander aux instances de régulation de s'impliquer dans ce domaine et veiller à l'orthodoxie des méthodologies.

Au total, les membres de l'atelier radio dont la liste est jointe, ont travaillé dans une ambiance de sérénité et de convivialité, avec l'espoir que la réflexion menée ainsi que les recommandations formulées contribueront à l'atténuation de certains des problèmes assez profonds et récurrents qui minent le secteur de l'audiovisuel de service public.

Fait à Yaoundé, le 11 novembre 2008

---

## ATELIER TÉLÉVISION

Le salon Unité du Mt FEBE a abrité les travaux de l'Atelier Télévision les 09 et 10 novembre 2008.

L'atelier télévision, qui a travaillé au cours de trois communications, seul et en a partagé un autre avec l'atelier radio, a eu un souci de premier ordre dès le premier atelier. C'est que, les thèmes retenus pour ces ateliers s'imbriquaient les uns dans les autres, s'entrelaçant pour devenir à la fin un thème unique. En effet « Quels programmes pour quels publics ? », le premier thème ; « Quelles distributions pour quels publics ? », le second thème ; « Connaître nos publics », le troisième thème allaient dans le même sens, selon les participants, et visaient le même but : faire partager les expériences des uns avec les autres, grâce à une discussion franche, ouverte frisant même des débats passionnés quelquefois, si possible. Conséquence, les arguments concernant les trois ateliers ont commencé à fuser dès le tout premier atelier amenant ainsi les participants à travailler pratiquement en une fois.

Le seul atelier qui s'est fait tout seul est le quatrième atelier, consacré à l' « Archivage » et c'est ce même atelier qui a connu la participation de deux groupes, la radio et la télé enfin réunis.

**Mamadou BAAL, Directeur de la Télévision Sénégalaise, RTS 1, Télévision publique,** a déroulé le premier thème, « **Quels programmes pour quels publics** » en rappelant son expérience quasi unique ; celle d'un journaliste/réalisateur détaché de la télévision publique, indolente et poussive, pour aller mettre sur pied une seconde chaîne qui s'avèrera être en réalité préparée pour devenir une télévision privée. Fort de cette expérience, M BAAL explique les comportements mercantiles des télévisions privées qui, selon lui privilégient les programmes attractifs au détriment des programmes éducatifs et n'ont qu'un seul but : la course au gain. Leur antenne est un savant mélange trompe l'œil de programmes de débats, d'émissions de plateau ne nécessitant pas de gros investissements, et de la transcription d'émissions radio (transposées à la Télé), à savoir des émissions interactives ; toutes choses, selon M BAAL, qui fait plus de bruit que ne laisse des empreintes. A côté de ces télévisions privées se dresse donc la télévision publique qui investit autant que faire se peut pour donner au public des programmes attrayants respectant les normes professionnelles en même temps qu'elle exécute ses missions de service public, **d'où la lancinante question : face au privé qui fait plus de bruit que du solide, mais un bruit qui attire les téléspectateurs, quels programmes faut-il concevoir et produire ?**

Les participants ont relevé la mauvaise posture dans laquelle se trouvent les télévisions publiques qui, tout en acceptant que les privées n'offrent pas toujours le meilleur, ne trouvent pas de solutions à leur problème, les téléspectateurs ayant à leur portée une multitude de propositions en matière de programme et pouvant donc les visionner quand ils le veulent, sur le support et à l'heure de leur choix. Constat est fait également, comme le dit Marie-José ALIE de RFO, d'une programmation « excluante » avec la sacro sainte règle de programmes pour telle ou telle cible, la journée étant divisée en trois grands moments : la matinée réservée à la gente féminine, l'après midi à la jeunesse et la soirée aux adultes mais singulièrement aux hommes.

La télévision publique, à cause de cette manière de faire a cessé d' « être un espace de rencontre et de lien » et a intégré les ségrégations de la société qui ont créé des ruptures entre les hommes et les femmes ; entre les jeunes et les vieux ; entre les ruraux et les citadins.

Elle conclut en proposant que les TV publiques redeviennent un espace de rencontre et que ce choix soit une ligne éditoriale appliquée par toutes les télévisions publiques.

Il y a donc là lieu de relever, conclut **Yves RAMBEAU**, le président de l'atelier télévision, que les TV publiques mènent trois combats :

- Le combat contre les TV privées qui ravissent les téléspectateurs en dépit d'un contenu pauvre
- Le combat de la télévision publique contre l'abondance des nouvelles technologies qui rendent le téléspectateur insaisissable et quasiment autonome
- Le combat pour l'instauration d'une régulation claire imposée à tous les opérateurs de Télévisions qu'elles soient publiques ou privées.

L'idée du téléspectateur insaisissable, mouvant et quasiment autonome, se retrouve dans le troisième atelier qui avait pour modérateur **Gil FERRAND** de TV5 MONDE. Le Directeur Multimédia et Diversité a répondu à la question « **Quelles distributions pour quels publics ?** » et a ainsi déroulé toutes les possibilités qui s'offrent aujourd'hui aux télévisions publiques grâce à la révolution du numérique : de l'ADSL à la TMP, (la Télévision Mobile Personnelle) en passant par la 3G, la Fibre Optique, la Bande Passante et j'en passe, si vous permettez l'expression. C'est une voie royale qui s'ouvre pour les TV publiques, l'investissement financier ayant été réduit à sa plus faible expression.

Gil FERRAND a rappelé qu'en Afrique de l'Ouest, une avancée technologique grâce à la fibre optique vient d'être opérée : depuis le 24 octobre 2008, 750 kms de fibre optique relie désormais le Mali à la Côte d'Ivoire et une autre fibre optique est lancée entre la Côte d'Ivoire et le Burkina Faso. Ceci permet plus de connexions et le développement de toute une série de possibilités de distribution.

Évidemment « ce nouveau paradis du numérique », pour utiliser l'expression de Gil FERRAND, signifie pour le téléspectateur, le visionnage du programme de son choix, quand il veut, où il veut et sur le support qu'il veut. Et un casse-tête pour les TV publiques qui doivent déployer des moyens divers pour rattraper le téléspectateur. Il ne faut surtout pas se précipiter, car la technologie doit être compatible au pouvoir d'achat.

Afin de choisir les meilleurs supports qui permettent de distribuer les programmes au public concerné, il faut justement connaître son public et ses habitudes de consommation en matière de programme. C'est l'objet du cinquième thème « **Connaître nos publics** » développé par **Guillaume PIERRE**, le Directeur Afrique de Canal France International.

Guillaume PIERRE a présenté une étude d'audience réalisée dans presque une dizaine de pays africains. Une étude sur les principales heures d'écoute de la radio et de visionnage de la télé ; une étude comparative entre les deux médiums, étude comparative aussi par genre (entre les hommes et les femmes) ; une étude comparative entre les télévisions publiques et les télévisions privées ainsi qu'avec les bouquets venant de l'extérieur. Il ressort de cette étude que même si certaines télévisions ont résisté aux coups de boutoirs de la concurrence, l'audience de la plupart des télévisions publiques a reculé au profit des télévisions privées avec un très faible pourcentage pour les télévisions venant de l'extérieur. Ici la loi de la télé-miroir a joué, le téléspectateur privilégiant les programmes de proximité à l'ouverture aux cultures extérieures.

Les différents échanges ont permis d'aboutir à une conclusion : ce type d'étude quantitative et qualitative devrait attirer l'attention des décideurs sur la nécessité de revoir le contenu de leur message et la manière de le faire passer, tant il est vrai que le public, avec le large choix qui s'offre à lui, peut ne pas être intéressé, et le message pourrait ainsi ne pas atteindre sa cible.

Ces constats faits sur les trois ateliers, permettent à l'assemblée de faire une série de recommandations.

## **RECOMMANDATIONS**

Si l'on considère l'inadéquation qu'il y a entre les attentes du téléspectateur et les missions dévolues à la TV publique ; si l'on considère la nécessité de retrouver un audimat confortable permettant de satisfaire les attentes du public en matière de programmes et de vulgariser les messages du gouvernement ; si l'on considère que les grilles des programmes des TV publiques sont touffues, sans aucune lisibilité à force de vouloir contenter tous les publics,

### **Nous recommandons :**

- Que les TV publiques se tournent résolument vers les producteurs privés, soit en achetant des programmes de stock sous toutes les formes (série locale, fiction, documentaire), soit en proposant des coproductions, ce qui allégerait la production interne
- Que la couleur de l'antenne de la télévision publique change radicalement grâce à un nouvel habillage, clair, chaleureux et reconnaissable immédiatement par le téléspectateur zappeur
- Que la promotion des programmes soit une priorité et que les horaires des émissions soient respectés afin de fidéliser le téléspectateur

Si l'on considère que les moyens de réception aujourd'hui sont de plus en plus divers ; que la cible visée est mouvante et que de par les habitudes professionnelles la programmation d'hier est « excluante »,

### **Nous recommandons :**

- Que les grilles des programmes s'adaptent à la nouvelle donne en mettant en place une programmation « unifiante », autrement dit des programmes visant des cibles variées en alternance
- Que les TV publiques cessent d'optimiser les sociétés de rupture et redeviennent un espace de rencontre et de lien entre les téléspectateurs
- Que l'environnement des programmes soit régulé afin de faire respecter à tous, TV publiques et TV privées confondues les normes professionnelles, seule garantie d'un programme respectant la trilogie éduquer-informer-divertir
- Que les choix se portent résolument sur des modes de distribution moderne permettant d'optimiser son audimat dans le respect des moyens financiers du consommateur

Si l'on considère que les TV publiques sont sur le terrain depuis de nombreuses années, qu'elles ont non seulement de l'expérience mais aussi possèdent un stock impressionnant d'images d'archives,

### **Nous recommandons :**

- Que des secondes chaînes thématiques soient mises en place par les TV publiques, allégeant ainsi une première chaîne lourde et indisciplinée, mais en respectant une condition première : prévoir à l'avance le contenu de la dite chaîne pour ne pas retomber dans le ronronnement des rediffusions, faute de programmes
- Que des programmes spéciaux soient élaborés sur la base des archives, programme à fort taux d'audience et pouvant générer des rentrées financières importantes

Si l'on considère que pour programmer pour un public, il faut l'identifier ; le connaître ; maîtriser ses horaires et ses rythmes ainsi que ses habitudes d'écoute ; s'assurer qu'il est équipé pour recevoir les programmes par le mode de distribution choisi,

**Nous recommandons :**

- Que les TV publiques réalisent au moins une fois par an, avant l'élaboration d'une grille des programmes donc d'une rentrée des programmes, une étude d'audience, outil stratégique du concepteur et du producteur mais aussi du programmateur. L'atteinte de l'objectif d'un bon audimat étant conditionnée par une bonne connaissance de ses publics tout au long de la journée

L'atelier commun Radio/Télévision portant sur l'« Archivage » a eu pour modérateurs Mme Catherine SOURNIN de RFI et M Dharmendre SUJEEBUN de la MBC. Les deux modérateurs se sont appliqués à expliquer aux participants le processus de numérisation des archives dans les deux médias. Travail méticuleux, exigeant beaucoup de temps et de patience. Un seul chiffre à faire peur : si les télévisions publiques africaines se mettaient à l'ouvrage afin de numériser leurs 800 000 heures d'archives, il leur faudrait environ 1300 années de travail. Surprise des participants qui demandent pourquoi et comment cela est possible. Le constat est simple répond M SUJEEBUN, les TV publiques n'ont affecté à ce travail que deux ou trois collaborateurs, autrement dit le personnel est insuffisant.

S'en ai suivi un débat sur les expériences de certains pays, singulièrement du Togo, qui selon Mme Maïc CHOMEL la directrice adjointe de l'INA, a trouvé un moyen infaillible pour archiver au quotidien : aucun programme n'est diffusé si le producteur n'a pas au préalable archivé son programme. Mesure coercitive qui porte des fruits. Un des participants soulève le problème des droits pour les producteurs, long débat au cours duquel chaque producteur cherche à tirer la couverture de son côté. Les témoignages de plusieurs participants montrent effectivement comment la fuite des archives s'organise avec le départ des collaborateurs, soit démissionnaires, soit appelés à faire valoir leurs droits à la retraite. Frédéric BOULAY, le Directeur des Programmes et de la Production de TV5 MONDE rappelle à tous les professionnel qu'à partir du moment où une image a été tournée grâce aux moyens public, les contenus qui en résultent sont la propriété exclusive de l'organisme. Une assertion faite sienne par le Togo qui a décidé unilatéralement d'être seul détenteur des droits des images réalisés par ses personnels.

Au bout de la discussion, deux recommandations sont faites :

Si l'on considère que les archives audiovisuelles comme les archives écrites sont la mémoire de demain ; qu'une seule minute de ces archives se vend à prix d'or sur le marché international ; que pour écrire notre histoire en images demain, seules les archives pourront nous aider ;

**Nous recommandons :**

- Que les TV publiques en possession du Système « AIMÉ » consolide leur acquis en non seulement offrant une formation plus pointue aux collaborateurs concernés mais encore que ces TV mettent à leur disposition, le matériel nécessaire qui permet de rattraper le retard accumulé et d'archiver au jour le jour
- Que les pays dans lesquels le système n'a pas encore été installé se dotent d'un outil permettant l'archivage de ses images et sons
- Qu'une émulation dans la production des programmes historiques avec des images d'archives soit instaurée dans les Radios et TV publiques dans tous les domaines.

Si l'on considère que les règles liées à la gestion de l'archivage comme autour des droits qui s'y rattache restent encore flous dans l'esprit de la plupart des intervenants,

**Nous recommandons :**

- La mise en place par le CIRTEF d'un « Guide » sur l'archivage avec l'aide d'experts qui permettra à chaque chaîne radio et tv d'aller chercher la réponse aux questions générales qu'elles se posent notamment d'ordre juridique et organisationnel.

**Il faut s'arrêter un instant pour cette dernière recommandation à laquelle les participants de l'Atelier TV tiennent en priorité.**

**En dernier lieu, l'Atelier TV insiste tout particulièrement sur le fait que les recommandations proposées ne trouveront leur efficacité que si les pouvoirs publics règlementent le paysage audio visuel comme partout ailleurs dans le monde et en confient l'application à un organisme de régulation indépendant.**

L'atelier télévision était présidé par Yves RAMBEAU, Directeur des Relations Institutionnelle à RFO, avec comme rapporteur Sally MESSIO A BEDIONG, Directeur des Programmes TV à la CRTV.

Fait à Yaoundé le 11 novembre 2008

LE PRÉSIDENT  
Yves RAMBEAU

LE RAPPORTEUR  
Sally MESSIO

## FORMATION ARCHIVAGE

Dans le cadre du SÉFOR 2008, une trentaine de participants, responsables d'archives, venus de 17 pays ont pris part à l'atelier d'archivage dans la salle de réunion de la Direction technique de la CRTV les 8 et 9 novembre 2008.

Les travaux ont été dirigés par M. Roshan SUJEEBUN, de la MBC, et Mme Catherine SOURNIN, de RFI. Mme Maïc CHOMEL, directrice adjointe des archives de l'Institut National de l'Audiovisuel, a participé à nos travaux.

D'entrée, un rappel du système AIMÉ a été fait par M. Laouali OUSMANE, Informaticien du Niger : AIMÉ, Archivage Interactif Multimédia Évolutif, fonctionne dans une configuration client-serveur et gère des fichiers numériques dans plusieurs formats et les métadonnées qui les accompagnent.

Les trois nouveaux pays à bénéficier de cette technologie depuis 2008 pour une meilleure qualité et gestion de leurs archives ont été présentés. Il s'agit de la République Centrafricaine, de la Guinée Conakry et du Togo.

Un débat et des échanges fructueux ont permis à chaque participant de faire le point quant à la gestion d'AIMÉ dans son pays. Les expériences de l'INA exposées par Mme CHOMEL ont apporté une ouverture en matière de stratégie et d'organisation à l'ensemble du groupe.

Il ressort des discussions que le système AIMÉ constitue une avancée technologique pour les radios et télévisions qui souhaitent accompagner la numérisation de la production. Il rencontre néanmoins des difficultés dans tous les pays, difficultés liées à des problèmes de manipulation, d'alimentation électrique, au manque de lecteurs analogiques et à des effectifs souvent insuffisants. D'une manière générale, l'atelier déplore l'insuffisance des déploiements dans les radios.

Malgré les problèmes rencontrés, près de 10.000 heures ont déjà été traitées grâce à AIMÉ dans les pays équipés.

Une partie du groupe a pu suivre une démonstration de l'utilisation d'AIMÉ – recherche et gravure - dans l'après-midi du 10 novembre dans la salle de la CRTV dédiée à AIMÉ. D'autres participants ont été associés à « l'atelier commun Radio-TV » et à « l'atelier Stratégie » afin d'exposer la problématique d'archivage aux décideurs de leurs organismes.

### **Recommandations :**

Étant donné que les archives qu'abritent les télévisions et radios représentent le patrimoine audiovisuel de chaque pays membre du CIRTEF, nous les participants de l'atelier archives recommandons :

- 1) Que le CIRTEF, en accord avec les organismes membres, facilite l'acquisition de lecteurs analogiques auprès des sociétés spécialisées ou d'autres organismes détenteurs de lecteurs en surplus: les besoins s'élèvent notamment à environ 18 U-Matic pour 37.000 heures, 9 Betacam pour 190.000 heures et 5 magnétophones pour 100.000 heures d'archives audio.
- 2) Que les organismes équipés d'AIMÉ respectent l'engagement pris avec l'OIF et le CIRTEF – en matière de sécurisation des équipements par exemple – et que l'effort de formation initiale soit complété et cible les personnes concernées. Le Séfor devrait être l'occasion de compléter la formation des utilisateurs et informaticiens, ce qui suppose l'installation systématique d'une salle de démonstration et de travaux pratiques.
- 3) Que soient systématiquement mis en œuvre des dispositifs de description à la source, c'est-à-dire par la production au stade où l'opération est la moins coûteuse, des documents audiovisuels avant leur versement aux services d'archives.
- 4) Que des politiques éditoriales ambitieuses soient conçues de manière à favoriser l'exploitation des archives audiovisuelles. Dans un peu plus d'un an maintenant, la commémoration du cinquantenaire des indépendances sera l'occasion pour de nombreux pays membres du CIRTEF de valoriser les trésors qu'ils détiennent.

Fait à Yaoundé, le 11 novembre 2008.

---

Présentation du diaporama sur l'Archivage



LE DIAPORAMA REPRODUIT CI-DESSOUS EST UN AIDE-MÉMOIRE DE L'EXPOSÉ

<p>1. <b>L'Archivage Audiovisuel</b>  <b>Les défis d'une nouvelle gouvernance</b></p> <p><i>Catherine SOURNIN, RFI</i>  <i>Roshan SUJEEBUN, MBC</i></p>	<p>2. <b>Agenda</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Pourquoi Archiver</li> <li>• Current urgency</li> <li>• CIRTEF</li> <li>• The AIME system</li> <li>• AIME in Mauritius</li> <li>• Next phase of AIME</li> </ul>
<p>3. <b>Pourquoi Archiver?</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Patrimoine National Audiovisuel de notre pays</li> <li>• D'une valeur culturel et éducationnel</li> <li>• Le devoir morale de préserver et transmettre cette culture et éducation aux générations future</li> <li>• La Nouvelle Gouvernance</li> </ul>	<p>4. <b>Média Publics:</b>  <b>l'idéal dans l'univers analogique</b></p> <pre> graph TD     A([Service Producteurs]) --&gt; B([Diffusion])     B --&gt; C([Archives])     C --&gt; A             </pre>
<p>5. <b>Média Publics:</b>  <b>La réalité dans la plupart des nos pays</b></p> <pre> graph TD     A([Service Producteurs]) --&gt; B([Diffusion])     B --&gt; C([Archives])     C --&gt; A             </pre>	<p>6. <b>Média Publics:</b>  <b>La réalité dans la plupart des nos pays</b></p> <ul style="list-style-type: none"> <li>• Le service producteur (réalisateurs, journalistes) préfèrent créer leur propres stock d'archives dans leurs armoires.</li> <li>• Les émissions ne sont plus versées au service des archives durant les dernières 5 années dans quelques pays</li> <li>• Le département des archives est considéré comme l'enfant pauvre de la maison</li> </ul>

**Média Publics:**  
La réalité dans la plupart des nos pays

- Support technique, financiers & ressource humaines très pauvre aux services des archives
- Et une attente très grande de la part des archivistes

- Un service rapides et efficace aux service consommateurs de la maison
- Une grande variétés d'images et de son pour la consultation / ré-utilisations

7.

**Urgence actuelle**

- **785,295 heures d'archives** en Afrique en attente pour la préservation et l'archivage (total pour 17 Pays)
- **105,000 heures archives** de la radio qui remontent de plus de 50 ans et qui nécessitent une restauration urgente

8.

**Urgence actuelle**

Pays	Organisme	Hrs d'archives anciens
Benin	ORTB	43000
Burundi	RTB	95000
Burkina	RTNB	80000
Cameroun	CRTV	111100
Centrafrique	TVCA	35000
Cote d'Ivoire	RTI	60000
Djibouti	RTD	
Gabon	RTG 1	30000
Guinée Conakry	RTG	30000

9.

**Urgence actuelle**

Pays	Organisme	Hrs d'archives anciens
Madagascar	TVM	42195
Mali	ORTM	
Maurice Ile	MBC	
Mauritanie	TVM	
Maroc	SNRT	
Niger	ORTN	
Senegal	RTS	
Togo	TVT	

10.

**Urgence actuelle**

- Dégradation constante des archives audiovisuels
- Obsolescence des lecteurs
- Manque d'expertise
- Évolution rapide des technologie d'audiovisuel

11.

**Que peut on faire:**  
Une nouvelle gouvernance pour les archives

- Gestions de nos ressources techniques / humaines
- Gestions de notre temps
- Gestions de nos archives
- La rigueur

12.

**Nouvelle gouvernance:**  
Plan de sauvegarde

- Inventorier les archives précisément
- Définir un plan de sauvegarde pour nos archives
- Les archives anciennes
  - Ex : 2010, cinquantenaire des indépendance
  - Archives Radio
- Les archives qu'on produit du jour au jour

13.

**Nouvelle gouvernance:**  
Versement des archives

- Une rigueur absolue dans le versement des archives dorénavant, Ex: TVT du Togo

14.

15. **Nouvelle gouvernance:  
Ressources Humaines & Techniques**

- Équiper le service de archives pour mieux nous servir
- Les ressources humaines qualifiées et suffisants
- S'assurer que les personnes y travaillent sur le système sur le quel ils ont été formées

16. **Nouvelle gouvernance:  
Ressources Humaines & Techniques**

- Les ressources techniques / informatiques adéquats
  - alimentation électriques stable,
  - Lecteurs, équipement de restauration
  - Ordinateurs, et réseau informatique intranet, accès a l'internet, email, forum CIRTEF
  - Salles d'archives appropriées, avec les conditions ergonomiques

17. **Nouvelle gouvernance:  
Lutte contre le piratage**

- Mettre en place une politique pour lutter contre le piratage des document audiovisuel
  - L'archivage parallèle
  - Les copies dur DVD ou sur format numérique
  - eg. les demande copies sont contrôlées par le Directeur des Programmes a TVM, Madagascar
  - Le contrôle des stock des support pour éviter les dépense inutile et les copies qui sont

18. **Nouvelle gouvernance:  
Valoriser les archives audiovisuel**

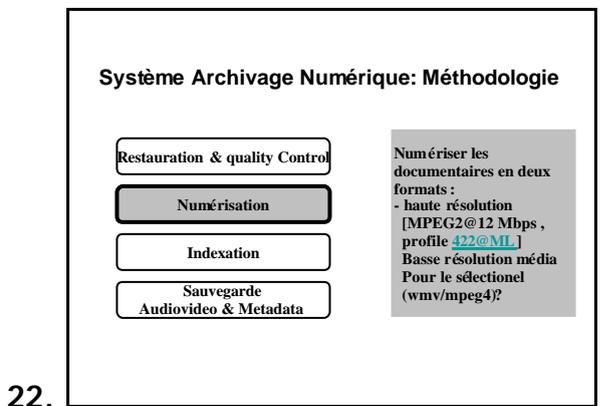
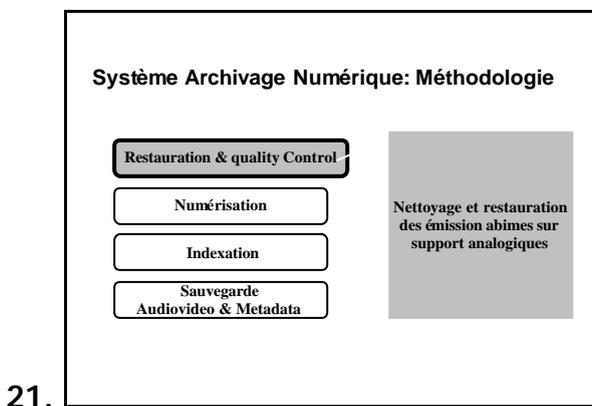
- Mettre en place une politique pour valoriser nos archives Radio / TV
  - Ex : des campagnes avec de émissions d'archives dans nos grilles de programme Radio et TV
  - Des émissions hebdomadaire produit depuis nos archives.
  - Ex : Émission sportive du Maroc avec des image d'archives
  - Des journées porte ouvertes
  - Commercialisation des archives, Ex. SNRT du Maroc

19. **Nouvelle gouvernance:  
La préservation Numérique**

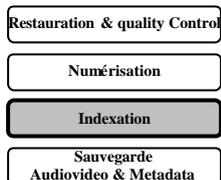
- Planifier une préservation de nos archives en format numérique
- Inclure les services des archives dans tous les projets de migration de l'analogie ver le numériques
  - Faut pas se laissez piéger avec les promesses commerciaux
  - Le stockage n'est pas l'archivage

20. **Nouvelle gouvernance:  
Les fiches descriptives**

- Définir une politique pour la capture les métadonnées a la sources et dans leurs contexte appropriées depuis les services producteurs
- En remplissant les fiches descriptives correctement sur le modèle AIME durant le versement des émissions aux archives
- Application rigoureux de cette politique
  - Ex: la TVT qui n'accepte pas les émissions qui ne sont pas décrites pour la diffusion



**Système Archivage Numérique: Méthodologie**



Indexation relativement exhaustif des émissions

23.

**Système Archivage Numérique: Méthodologie**



Sauvegarde de l'émission indexée, sur un SAN, Et exporter une copie de référence sur un média / support durable

24.

**Plan de sauvegarde: Temps & ressources technique**

Étape	Temps pour compléter une étape	Responsabilité	Ressources
Restauration & quality Control	1 X durée de l'émission	Technicien / informaticien	Équipement de restauration
Numérisation	1 X durée de l'émission	Technicien / informaticien	Lecteurs + serveur de numérisation
Indexation	4 X durée de l'émission	Archiviste	Serveur d'application, poste d'indexations
Sauvegarde	30 minutes par média	Technicien / Informaticien	Serveur de stockage, média pour l'export

25.

**Plan de sauvegarde: Temps & ressources technique (Maurice)**

Man power (one person working @ 40 hours/week)					Time to complete whole activity (21000 hours of backlog)	
Process 1	Process 2	Process 3	Process 4	Total		
		1		1	65.63 years	≈ 66 years
1	1	1	1	4	16.41 years	≈ 17 years
2	2	4	1	9	7.20 years	≈ 8 years
2	2	8	1	13	5.05 years	≈ 6 years
4	4	16	2	26	2.52 years	≈ 3 years

26.

**Plan de sauvegarde: Temps & ressources technique**

Pour Numériser et Indexer l'ensemble des 785,295 heures d'archives que nous avons, il nous faudra :

- 1.327 années pour compléter les anciennes archives avec l'équipe existant qui travaille dans chaque station

27.

**Urgence actuelle**

Pays	Années pour compléter la numérisation & l'indexation	Hrs d'archives anciennes
Benin		43000
Burundi		95000
Burkina		80000
Cameroun		111100
Centrafrique		35000
Cote d'Ivoire		60000
Djibouti		41000
Gabon		30000
Guinée Conakry		30000

28.

**Urgence actuelle**

Pays	Années pour compléter la numérisation & l'indexation	Hrs d'archives anciennes
Madagascar	66	42195
Mali	19	30000
Maurice Ile	11	27000
Mauritanie	12	30000
Maroc	74	95000
Niger	188	60000
Senegal	28	18000
Togo	14	18000

29.

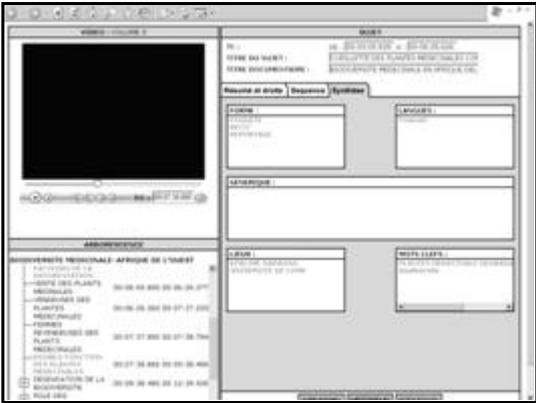
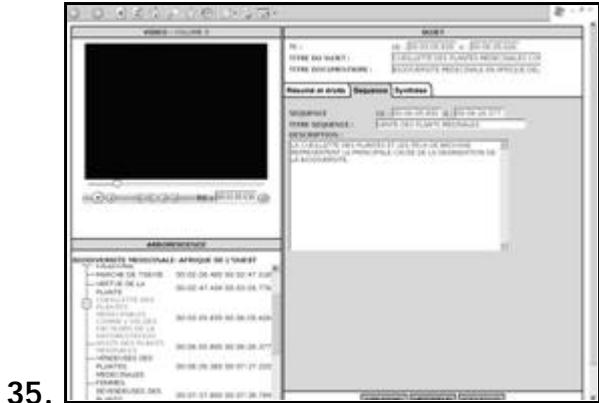
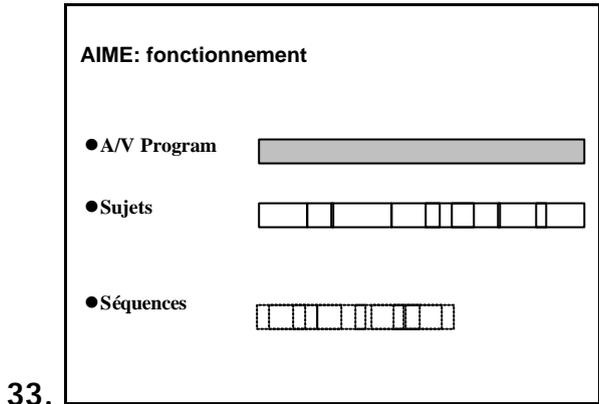
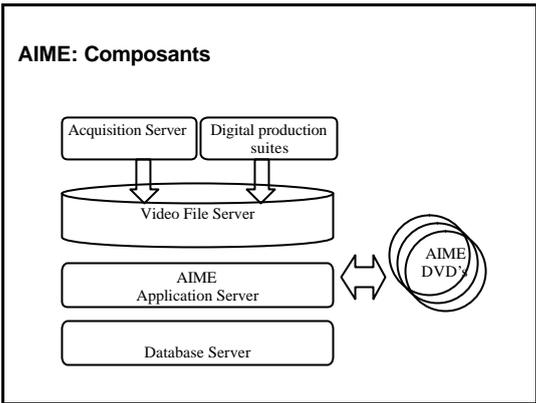
**Le système archivage AIME**

- Système d'archivage AIME, depuis 2004 Archivage Interactif Multimédia Evolutif
- Pour la préservation, l'indexation & re-utilisation des archives
- Répond à l'urgence actuelle

30.

31. **Système AIME**

- **Open standards design**
  - Dublin Core Initiatives
- **Platform independent**
  - Windows, Linux
  - Web based application
- **Open-source application**
  - Java, MySQL, XML
- **Broadcast Technology independent**
  - MPEG2, MPEG4, MOV, DV, AVI,...
- **Hardware independent**



## MAGAZINE SCIENTIFIQUE

Avant tout, qu'il nous soit permis de saluer l'initiative prise par le CIRTEF et CFI qui pour la première fois, s'associent dans la production d'un magazine pour la découverte de l'Afrique scientifique.

Pendant le SÉFOR 2008, l'Atelier Magazine Scientifique s'est tenu au CRPF/ CIRTEF de Yaoundé du 9 au 12 novembre 2008.

L'atelier a regroupé cinq réalisateurs venus de l'île Maurice, du Niger, du Rwanda, du Tchad et du Togo sous l'encadrement de Martine VIGLIONE, coordonnatrice de la série, Etienne DERUE du CIRTEF et Nicolas SANSON de CFI. Ces réalisateurs ont été sélectionnés sur proposition de sujets.

Après visionnage des premières séquences réalisées, l'atelier a :

- fait l'analyse et la critique des dites séquences,
- déterminé les orientations du magazine,
- adopté un calendrier de production.

L'analyse des séquences réalisées a permis de préciser le contenu du magazine qui traite des sujets relatifs à l'amélioration du quotidien des populations. Ce qui justifie une autre proposition de titre :

Le titre initial « **ES SCIENCES** » a été jugé élitiste. En effet, dans le traitement, il faut éviter d'alourdir le contenu avec des détails scientifiques. En revanche, les réalisateurs doivent faire preuve d'imagination et d'ingéniosité pour interpeller les consciences, mettre en scène des acteurs et les victimes dans un récit parfois teinté d'humour et de dérisions qui conduit à des tentatives de solution.

Un autre titre sera proposé au CIRTEF.

Les sujets, variés et diversifiés, prennent en compte l'environnement, la santé, l'eau, les transformations alimentaires, la production d'énergie et permettent la découverte de l'Afrique dans sa diversité.

Le magazine est structuré en 4 séquences :

- Les problématiques de l'évolution et du mieux-être de nos populations comme la protection du Lac Muhazi au Rwanda, la production des pesticides à partir de plantes locales à Maurice
- Les inventions pour montrer le côté inventif, créatif, passionné des Africains auteurs d'inventions imaginatives et utiles à la société par exemple :
  - la machine à piler du fufu
  - l'avion solaire
- Les portraits des scientifiques et des chercheurs qui ont une vision de l'évolution de la société comme le portrait de DINESH, l'astrophysicien dont une planète porte le nom, une scientifique Burkinabè qui a découvert une molécule contre le cancer
- L'application des Nouvelles Technologies dans différents domaines d'activité telles la télémédecine, la téléphonie, la vidéo, etc. Comme exemple : l'université virtuelle, le site Internet qui est une base de données qui répertorie les plantes à travers le monde.

Les 4 séquences savamment reliées feront l'objet d'un magazine de 26', sans présentateur, qui utilise des liaisons courtes et rythmées faisant appel aux Nouvelles Technologies, aux effets spéciaux, aux graphismes, à la couleur et à l'animation. La saison 1 du magazine compte 10 épisodes : chaque réalisateur a donc 12 sujets à traiter dans les 4 séquences. Ceci permet d'envisager un magazine riche et édifiant.

Au regard des tâches à effectuer dans un délai raisonnable, un calendrier a été convenu par tous les participants à l'atelier :

- Écriture des scénarios des 3 premiers sujets proposés par chaque réalisateur,
- Après appréciation et validation des scénarios, tournage des séquences,
- Montage des maquettes de sujets avec une version internationale pour faciliter le jeu des liaisons en post production.

Une nouvelle rencontre de l'équipe de production est prévue début février 2009 pour harmoniser les séquences réalisées et relancer les autres séquences du magazine.

Pour faciliter l'exécution du dit calendrier et permettre à l'équipe de production d'aller au bout de ses ambitions dans un bref délai,

**L'atelier recommande :**

**Au CIRTEF**, de fournir aux réalisateurs participants 3 cassettes DV CAM de 94 minutes.

**Aux sponsors et partenaires financiers** de faire diligence pour décaisser dans un court délai les fonds nécessaires au tournage des sujets.

**Aux Directeurs des télévisions** d'offrir aux réalisateurs les conditions matérielle et technique nécessaires pour un tournage de qualité.

Fait à Yaoundé, le 12 novembre 2008

**Le Rapporteur de l'atelier**  
**Magazine Scientifique**  
**Kokou AGBEMADON**

---

<b>SÉRIE TV « FEMMES BATTANTES II »</b>
---

Dans le cadre de la réunion du SÉFOR à Yaoundé, les réalisatrices participant à la 2<sup>ème</sup> série des « **Femmes Battantes** », se sont réunies au CIRTEF pour la troisième fois (ce projet de 2<sup>ème</sup> série des « Femmes Battantes » a été initié à la fin 2007).

La rencontre a été l'occasion de montrer le montage final de chaque sujet (avant le mixage final).

Trois films ont été montés au CIRTEF de Niamey, les quatre autres au CIRTEF de Yaoundé.

Le visionnement a eu lieu en présence de Mme C. NOYER (TSR), de Mr Etienne DERUE (CIRTEF, Belgique), chefs de projet, de Mme D. FEURER (TSR), coordinatrice, de Mr Cyriaque NDI M'BALA (monteur CIRTEF, Yaoundé), de Mr Adam ABORAK (monteur CIRTEF, Niamey) et des toutes les réalisatrices.

Le travail sur cette série a été effectué en 3 temps :

- Travail d'écriture, et élaboration des scénarii,
- Analyse critique des maquettes,
- Évaluation finale des sujets montés (avant mixage).

A chaque stade, les sessions ont été extrêmement formatrices pour l'ensemble des participantes, générant des corrections pour chacune afin de fournir finalement des films répondant aux plus hautes exigences de qualité demandées à la série.

Les sept films de la deuxième série « Femmes Battantes » :

- **Deux Femmes, une passion** de Mariama NAMATA (Niger)  
Portraits croisés de deux femmes qui osent vivre et revendiquer leur passion pour le football dans un pays musulman où la pression sociale est particulièrement forte.
- **Laila au petit port** de Kébira JEHHAR (Maroc)  
Dans ce film, on voit Laila qui est « tombée toute petite » dans la passion du poisson. Avec une volonté farouche, elle a ouvert la première poissonnerie moderne tenue par une femme à Agadir. Là aussi, malgré la pression sociale (c'est un domaine réservé à aux hommes) et grâce à son travail, elle a réussi à réaliser son rêve.
- **Odile au cœur des plantes** d'Angelina ZOMA (Burkina Faso)  
Portrait d'une grande scientifique, très impliquée dans l'avenir de son pays. Aujourd'hui elle se concentre essentiellement sur des travaux de recherches concernant de nouvelles molécules créées à partir de plantes médicinales cueillies dans la nature. Elle travaille à l'Université de Ouagadougou et met toute son énergie à transmettre ses connaissances à ses étudiants.
- **Chercheuses de pierres** de Mariem Mint BAYROUK (Mauritanie)  
Nous suivons trente femmes mauritaniennes, qui ont créé une coopérative et développé un travail remarquable à partir de pierres qu'elles vont chercher dans le désert. Elles sont non seulement courageuses mais artistes et chefs d'entreprises.
- **Kasuba/ Le soleil qui se lève** de Justine BITAGOYE (Burundi)  
Cette jeune chanteuse sensible et engagée a trouvé dans la musique toutes les raisons de dépasser une histoire personnelle particulièrement douloureuse. On découvre que « la scène est sa maison » comme elle le dit.

- **Le cri de la mer** d'Aïcha THIAM (Sénégal)  
Portrait d'une femme qui a perdu son unique fils en mer (sur les pirogues mortelles) et décidé de créer un collectif de femmes afin de surmonter et de survivre à ce drame de l'immigration clandestine.
- **Jeanne D'arc et la Roue tourne** de Rosalie MBELE ATANGANA (Cameroun)  
On suit Jeanne d'Arc, une femme énergique qui ne craint pas de se salir les mains, elle travaille dans un garage et conduit des autobus sur des routes particulièrement difficiles. Elle ne compte que sur elle pour faire vivre sa grande famille.

L'atelier souligne l'intérêt des séries harmonisées qui bénéficient à toutes les TV participantes qui reçoivent l'ensemble de tous les programmes de la série.

Enfin, les réalisateurs, unanimement, souhaitent voir continuer sinon la série, une expérience similaire riche tant sur le plan humain que sur le plan de la formation.

## FORMATION MONTAGE VIRTUEL

Du 05 au 12 Novembre 2008 s'est tenue la formation destinée aux monteurs de l'organisme hôte, la CRTV.

La formation a été organisée dans les locaux du Centre Régionale de Production et de Formation (CRPF) du CIRTEF à Yaoundé.

La présence du formateur Monsieur Anselme AWANNOU, officiant au Centre du CIRTEF de Cotonou, assisté de Monsieur Cyriaque NDI MBALLA, officiant au Centre du CIRTEF de Yaoundé, nous aura apporté un plus et tenons à les remercier.

Notre gratitude à l'endroit du responsable et du personnel du CRPF de Yaoundé pour leur disponibilité.

Nous avons dans le contenu de la formation, **la prise en main du système de montage** (Avid Media Composer, Avid Xpress DV).

La connaissance de ces logiciels, leurs vocabulaires et leurs caractéristiques, ainsi que l'interopérabilité avec les autres logiciels de la suite Avid (Media Composer, Adrenaline HD) demandaient aux participants d'avoir une expérience professionnelle et la culture audiovisuelle.

Nous avons appris :

- Les fonctionnalités génériques et avancées d'Avid.
- La gestion des principaux formats DV, DVCAM et HD.
- La personnalisation de l'espace de travail.

La préparation du montage.

- L'identification des cassettes.
- La création d'un projet de montage.
- Le choix et l'organisation des Bins (chutiers)
- La capture,
  - o Les paramètres de capture.

- o La capture à la volée et la capture par lots.
- La découverte du Composer, de la timeline et de la palette d'outils.
- La réalisation d'un bout à bout, déplacement des séquences, assemblage temporaire (montage offline).
- Rythme du montage, amélioration des raccords.
- La conformation et l'étalonnage.
- La création des effets.
- L'export des OMF (fichiers sons) vers une station de mixage Protools.
- L'export du quick time (fichier vidéo) vers le Protools.
- Récupération du mixage.
- Report sur bande, DVD etc.
- Le montage multi caméra.
- Synchronisation du son et le travail de la vidéo en quinconce.

Cette formation nous a permis de maîtriser à fond les logiciels de la gamme Avid, de toucher du doigt les différentes étapes de la postproduction d'une œuvre audiovisuelle.

Les échanges d'idées ont été fructueux.

Nous félicitons le Secrétaire Général du CIRTEF et recommandons, non seulement de faire vivre à chaque session du SÉFOR les formations de ce type mais aussi, de permettre aux monteurs des télévisions partenaires du CIRTEF d'accompagner les réalisateurs pendant la postproduction des séries harmonisées.

#### **Les participants**

Eustache OMONDO

Marcel EDONG

Charles Marcel BEBE

## **RADIO SÉFOR**

La 6<sup>ème</sup> édition de Radio SÉFOR s'est tenue du dimanche 9 au mardi 11 Novembre 2008 à Yaoundé au Cameroun. Cette nouvelle et très fructueuse session a été menée conjointement par la CRTV et le CIRTEF avec le concours de RADIO FRANCE.

C'est «Yaoundé FM 94 », chaîne radio « Jeune » de la CRTV qui a accueilli sur son antenne pendant 3 jours entre 15h et 18h « Radio SÉFOR ». Une antenne décentralisée sur les lieux mêmes du SÉFOR, à l'Hôtel du Mont Fébé, une situation inédite pour cette radio camerounaise confrontée pour la 1<sup>ère</sup> fois aux vertus du décrochage, aux surprises bonnes et/ou stressantes d'une réalisation sur le terrain, et de la nécessité de savoir s'adapter aux impondérables avec le maximum de professionnalisme. Trois jours précédés bien sûr de tout un travail d'écriture de grille, d'enregistrements d'habillage et de promos, et de sensibilisation aux auditeurs habituels de cette chaîne.

Avec le très dynamique chef de chaîne de FM 94, Valery Dikos Oumarou, et l'équipe d'encadrement de Radio SÉFOR, Kerstyn Claeyns pour le CIRTEF et Jean-Pierre Bergeon pour RADIO FRANCE, la décision avait été prise de rester dans la couleur musicale de cette radio jeune tout en accentuant son côté francophone tant dans la musique que dans les programmes, en jouant sur les rencontres, les débats, les sessions « live », les

reportages et les jeux, de façon à en faire un produit particulièrement dynamique pour les auditeurs, sans les déstabiliser, mais aussi un véritable outil de formation très diversifié pour tous les animateurs, journalistes et techniciens participant à cette expérience.

Au menu donc de ces trois jours de Radio SÉFOR, des débats passionnants sur des thèmes comme « Les jeunes et l'immigration », « La liberté de la presse », « La place du sport à la radio » ou « Les femmes dans les sociétés africaines ou occidentales »...des rencontres sur des sujets de proximité comme « Les particularités culinaires dans les pays de la francophonie », « La mode », « Les différences de climat et leur incidence sur la vie des populations francophones »...ou sur des sujets de société comme « La dépigmentation et ses conséquences sur la santé ». Radio SÉFOR a proposé aussi un jeu, avec la participation des auditeurs, sur les différentes expressions populaires en francophonie. Et, comme promis, des sessions musicales en direct, chaque jour, avec de jeunes et talentueux artistes camerounais pratiquant aussi bien le slam que la « fusion », la chanson française ou les percussions...

Dans tous ces domaines, les participants au SÉFOR, comme les invités extérieurs, ont été nombreux à participer, et souvent dans le plus grand enthousiasme. La proximité entre la radio et le lieu de la rencontre étant évidemment un atout majeur dans la réalisation de cette osmose. La part belle a été faite aussi aux productions des organismes membres du CIRTEF, qui ont été valorisées et diffusées durant ces trois jours, entre autre la série « Femmes battantes » ainsi qu'un portrait particulièrement attachant d'un des enfants du pays devenu célèbre : le tennisman et chanteur Yannick Noah. Un hommage fut également rendu à Myriam Makeba avec le témoignage surprise d'Hervé Bourges qui, en son temps, avait fait venir la chanteuse dans le cadre de l'École de Journalisme qu'il avait créée à Yaoundé.

Une fois de plus l'expérience professionnelle et humaine s'est révélée d'une grande force, s'appuyant sur des journalistes, techniciens et animateurs particulièrement dynamiques, compétents et motivés : Jean-Baptiste Bidjogo, Christelle Boudjicka, Joseph Essomba, Cyrille Kingué, Séverin Aléga Mbélé, Ottou Mbia, Édith Virginie Mbock, Alain Mvondo, Félix Wandji, une équipe dirigée de main de maître par leur chef de chaîne, Valéry Dikos Oumarou. Une expérience qui devrait porter ses fruits et que nous retrouverons prochainement dans un CD témoin produit par RADIO FRANCE. En attendant une autre édition de Radio SÉFOR, qui ne manquera pas, une fois de plus, de nous surprendre et de nous apprendre.

## SÉRIE RADIO « MAUX D'ENFANTS »

Dans cette série radiophonique, ont été évoqués les différents problèmes de santé auxquels sont confrontés les enfants dans les pays les moins avancés, problèmes souvent liés à l'extrême précarité et au non respect des Droits de l'Enfant

Cette série radiophonique peut servir à la réalisation d'une campagne de sensibilisation aux Droits de l'enfant à la santé et à la lutte contre l'extrême pauvreté, mais aussi, ce qui est plus novateur, à montrer que dans les pays du Sud, un espoir est permis, que des initiatives d'individus ou de groupes sociaux, des initiatives locales, nationales ou internationales, permettent de trouver des solutions pour améliorer le sort des enfants les plus touchés.

**Cette série se veut donc positive et porteuse d'idées nouvelles.**

Cette série radio développée par le CIRTEF avec l'aide de ses membres, a été réalisée en deux phases de production.

La première a regroupé quatre journalistes venant des Radios nationales du Burkina Faso, du Niger et du Sénégal. Huit émissions ont été produites durant le mois de septembre au Centre du CIRTEF à Niamey.

La deuxième phase s'est concrétisée au Centre du CIRTEF à Yaoundé durant le SÉFOR. Elle concernait une journaliste de la Radio du Burundi et un journaliste de la Radio du Cameroun.

Grâce à l'encadrement efficace et aux capacités techniques du personnel du Centre, quatre émissions ont été ainsi réalisées.

Dans un premier temps, cette série radio sera envoyée aux Radios ayant participées à la série. Ensuite, elle sera mise à la disposition des autres Radios membres du CIRTEF.

## LA PAROLE EST AU SUD 2008

### Fictions télévisées

#### DIS-MOI TON DICTON

A. Idi Dan-Badaou et Ibrahim Labo (Niger)

Thierry Othoun et Ainey Laureas Moussoukoura Dreid (Bénin)

#### DROIT DANS LES YEUX -

« **Bataille pour l'école** » Edgar Goran (Côte d'Ivoire)

« **Naître et exister** » Mariette Chantal Mélé (Bénin)

### Courts métrages

« **Le Poisson Noyé** » Malik Amara (Tunisie)

« **Les Frères Kadogo** » Joseph Muganga (Côte d'Ivoire)

« **La Jeune Femme et l'Instit** » Mohamed Nadif (Maroc)

### Séries

« **Menace au Sahel** » Aborak Kandine Adam (Niger)

FRANC PARLER: Martin Ziguélé, Olga Baillif et Katy Léna Ndiaye (Belgique)

FEMMES BATTANTES II : « **Le cri de la mer** » Aïcha Thiam (Sénégal)

### Documentaires

« **Massao** » Yseult Digan et Yolande Ekoumov (Cameroun)

« **Chacun sa Palestine** » Nadine Naous et Léna Rouxel (Liban)

« **En attendant les hommes** » Katy Léna Ndiaye (Sénégal / Belgique)

« **Les accords de Bella** » David Constantin (Ile Maurice)

### Longs métrages

« **Caramel** » Nadine Labaki (Liban)

« **L'absence** » Mama Keita (Guinée)

« **Faro la Reine des Eaux** » Salif Traoré (Mali)

« **Paris à tout prix** » Joséphine Ndagnou (Cameroun / France)

« **Tissée de mains et d'étoffe** » Omar Chraïbi (Maroc)

« **Making Off** » Nouri Bouzid (Tunisie)

## ESPACE VIRTUEL

Ce 18<sup>ème</sup> SÉFOR à Rabat a accueilli 7 exposants offrant une diversité de solutions matérielles ou logicielles dans le cadre de l'évolution technologique numérique.

Les sociétés représentées étaient :

<b>GLOBECAST</b>	<a href="http://www.globecast.com/">http://www.globecast.com/</a>
<b>ISOVISION</b>	<a href="http://www.isovision.fr/home.html">http://www.isovision.fr/home.html</a>
<b>NÉTIA</b>	<a href="http://www.netia.net/">http://www.netia.net/</a>
<b>NINSIGHT</b>	<a href="http://www.ninsight.com/">http://www.ninsight.com/</a>
<b>STUDIOTECH</b>	<a href="http://www.studiotech.be">http://www.studiotech.be</a>
<b>THOMSON GRASS VALLEY FRANCE</b>	<a href="http://www.thomsongrassvalley.com">http://www.thomsongrassvalley.com</a>
<b>VALERIO MAIOLI</b>	Courriel: <a href="mailto:gsoprani@maioli.com">gsoprani@maioli.com</a>

## LES RÉUNIONS

### Pré-SÉFOR

#### LE SÉMINAIRE CFI

**Président** : Etienne FIATTE (CFI)

**Responsable CIRTEF** : David BARY

### Post-SÉFOR

#### LA RÉUNION DU COMITÉ DES PROGRAMMES OIF-CIRTEF

**Président** : Paul-Charlemagne COFFIE (OIF)

**Responsable CIRTEF** : David BARY

#### LE CONSEIL DE COOPÉRATION TV5MONDE AFRIQUE

**Président** : Frédéric BOULAY (TV5MONDE)

**Responsable CIRTEF** : Guila THIAM

## LA RÉUNION DU FONDS FRANCOPHONE DE PRODUCTION AUDIOVISUELLE DU SUD OIF-CIRTEF – CHAMBRE TÉLÉVISION

---

**Responsable CIRTEF** : Etienne DERUE

## LA COMMISSION FORMATION DU CIRTEF

---

**Coprésidence** : **CFI** (France) et **SBC** (Seychelles)

**Membres** :

**RTBF** (Communauté Française de Belgique), **ORTB** (Bénin), **RTB** (Burkina Faso),  
**RTNB** (Burundi), **SRC TV** (Canada), **Télé-Québec**, **RTNC** (République  
Démocratique du Congo), **RTD** (Djibouti), **France 3**, **RFI** (France), **Télé Liban**,  
**ORTN** (Niger), **RTS** (Sénégal), **RSR** (Suisse), **TSR** (Suisse), **ERTT** (Tunisie), **VOV**  
(Vietnam)

**Observateur** : **Organisation Internationale de la Francophonie.**

**Responsable CIRTEF** : Etienne Derue

## LA COMMISSION RADIO DU CIRTEF

---

**Présidence** : **RSR** (Suisse)

**Vice-présidence** : **RTNB** (Burundi)

**Membres** : **ORTB** (Bénin), **RTB** (Burkina Faso), **SRC Radio** (Canada), **RTI** (Côte  
d'Ivoire), **RFO** (France), **RFI** (France), **Radio France**, **ORTM** (Madagascar),  
**ORTM** (Mali), **ORTN** (Niger), **RTS** (Sénégal), **SBC** (Seychelles), **ERTT** (Tunisie),  
**VOV** (Vietnam)

**Observateurs** : **Organisation Internationale de la Francophonie,**  
**Radios Francophones Publiques.**

**Responsable CIRTEF** : Kerstin Claeys

## LA COMMISSION TÉLÉVISION DU CIRTEF

---

**Présidence** : **TV5 Québec Canada**

**Vice-présidence** : **RTI** (Côte d'Ivoire)

**Membres** : **RTB** (Burkina Faso), **CRTV** (Cameroun), **Télé-Québec**, **SRC TV**  
(Canada), **RTD** (Djibouti), **France3**, **CFI** (France), **RFO** (France), **ARTE France**,  
**MBC** (Ile Maurice), **ORTM** (Madagascar), **ORTM** (Mali), **SNRT** (Maroc), **TVM**  
(Mauritanie), **TSR** (Suisse), **Télé Tchad**, **VTV** (Vietnam), **TV5Monde**

**Observateurs** : **Organisation Internationale de la Francophonie,**  
**Communauté des Télévisions Francophones.**

**Responsable CIRTEF** : David Bary

# REMERCIEMENTS

M. Amadou VAMOULKE  
Directeur général  
CAMEROON RADIO TELEVISION - CRTV  
B.P. 1634

**YAOUNDE (CAMEROUN)**

Bruxelles, le 17 novembre 2008

Nos réf. : GT/bl/2008.559

**Objet : Remerciements après le 18<sup>ème</sup> SÉFOR 2008 de Yaoundé**

Monsieur le Directeur général,

De retour à Bruxelles, je tiens à vous remercier au nom du Président du CIRTEF et de l'ensemble des membres pour l'aimable invitation de la CRTV qui a reçu à Yaoundé le 18<sup>ème</sup> SÉFOR et aussi pour l'accueil et la parfaite organisation de la manifestation.

Bien qu'ayant reçu mandat de la plénière de clôture pour m'adresser ainsi à vous, je le fais, personnellement, avec beaucoup de satisfactions.

Vous me permettez, à travers vous, de remercier le Président du Comité d'organisation de la CRTV Monsieur Francis WETE, ainsi que Madame Sally MESSIO, Directeur des programmes TV, et toute l'équipe d'organisation, de participation, de Radio SÉFOR, de secrétariat et de soutien de la CRTV. Cette équipe a rempli ses obligations et est allée au-delà pour que tout se passe très bien.

Je vous ferai parvenir le rapport du SÉFOR qui a eu un succès éclatant aussi bien en termes d'organisation, de participation que de résultats. Les activités culturelles n'ont pas été en reste. Nous ne pouvons pas faire moins face à l'éclatant soutien du Chef de l'État qui a parrainé nos travaux et avec la présidence effective de la cérémonie d'ouverture par Monsieur le Premier Ministre.

En souhaitant un renforcement continu de notre partenariat et en vous renouvelant nos remerciements, je vous prie d'agréer, Monsieur le Directeur général, l'expression de ma considération distinguée.

Le Secrétaire général,

Guila THIAM

M. Jean-Pierre Biyiti Bi Essam  
Ministre de la Communication de la  
République du Cameroun

**YAOUNDE (CAMEROUN)**

Bruxelles, le 17 novembre 2008

Nos réf. : GT/bl/2008.563

**Objet : Remerciements après SÉFOR 2008**

Monsieur le Ministre,

Le CIRTEF tient à remercier le gouvernement camerounais de son appui au SÉFOR. L'édition 2008, qui s'est tenue à Yaoundé, du 9 au 12 novembre, n'a pas manqué de ce soutien. Le parrainage du Chef de l'État et la présidence de la cérémonie d'ouverture par le Premier Ministre en sont une éclatante démonstration.

Au nom du Président du CIRTEF, de ses membres et au mien propre, je tiens à vous exprimer nos remerciements pour votre participation personnelle à la cérémonie d'ouverture et pour le contenu du discours que vous y avez délivré.

En vous remerciant de tout cet engagement pour la communication audiovisuelle publique et en souhaitant un partenariat toujours meilleur et continu dans notre espace, je vous prie d'agréer, Monsieur le Ministre, l'expression de ma haute considération.

Le Secrétaire général,

Guila THIAM

Son excellence Chief Éphraïm INONI  
Premier Ministre de la République du  
Cameroun, Chef du Gouvernement

**YAOUNDÉ (CAMEROUN)**

Bruxelles, le 17 novembre 2008

Nos réf. : GT/bI/2008.564

**Objet : Remerciements après SÉFOR 2008**

Excellence, Monsieur le Premier Ministre,

La séance plénière de clôture du SÉFOR a recommandé que vous soyez saisi de l'expression de notre reconnaissance pour la présidence effective de la cérémonie d'ouverture, ainsi que de nos remerciements à vous-même et au Gouvernement camerounais pour son appui au SÉFOR. L'édition 2008, qui s'est tenue à Yaoundé, du 9 au 12 novembre, n'a pas manqué de ce soutien.

L'illustration la plus éclatante étant l'honneur fait à notre organisation avec le parrainage du Chef de l'État.

Au nom du Président du CIRTEF, de ses membres et au mien propre, je tiens à vous exprimer nos remerciements pour les orientations que vous avez indiquées à la cérémonie d'ouverture, notamment par l'invocation du Livre blanc de l'audiovisuel public. Les résultats de nos travaux vont dans ce sens.

En vous remerciant de toute cette sollicitude, et en souhaitant un partenariat toujours meilleur et continu dans notre espace, je vous prie d'agréer, Excellence, Monsieur le Premier Ministre, l'expression de ma très haute considération.

Le Secrétaire général,

Guila THIAM

# LES PARTICIPANTS

## Belgique (Communauté française de)

RTBF	Pierre	<b>COUCHARD</b>	Directeur Relations Internationales
	Ludovic	<b>BASTIN</b>	Réalisateur

## Bénin

ORTB	Julien	<b>AKPAKI</b>	Directeur général
	Noëllie	<b>AGUIAR épouse LALOUPO</b>	Archiviste
	Justin Roger Dossou	<b>MIGAN</b>	Directeur Programmes TV
CRPF	Emmanuel	<b>KOLAWOLE</b>	Responsable
	Anselme	<b>AWANNOU</b>	Formateur-monteur

## Burkina Faso

RTB	Hamado	<b>OUANGRAOUA</b>	Directeur général
	Kankanko Lamoussa	<b>ROGBO</b>	Directeur Radio
	Bourema	<b>YODA</b>	Directeur Programmes TV
	Angéline	<b>ZOMA</b>	Réalisatrice

## Burundi

RTNB	Chanel	<b>NSABIMBONA</b>	Directeur général
	Noël	<b>BANTEYE</b>	Directeur Radio ai
	Schola	<b>BIGARANYA</b>	Réalisatrice
	Justine	<b>BITAGOYE</b>	Réalisatrice
	Sham Jeanne	<b>HAKIZIMANA</b>	Directeur Programmes TV
	Claver	<b>NZEYIMANA</b>	Chef du Service Documentation

## Canada

Télé-Québec	Carole	<b>BEGIN</b>	Chargée de mission, Partenariats institutionnels, Relations internationales
Radio Canada	Jacques	<b>AUGER</b>	Premier Directeur de l'Information Radio, Service Français
	Isabel	<b>HARDY</b>	Directrice des opérations internationales

## Centrafrique

RCA	David	<b>GBANGA</b>	Directeur général Radio
TVCA	Michel	<b>OUAMBETI</b>	Directeur général TV
	Henri-Gustave	<b>HITAYE</b>	Directeur programmes TV
	Bernadette	<b>YAKONGBA</b>	Chef de Service. Polythèque

## Congo

RCA	Sylvère Dieudonné	<b>SANDI</b>	Directeur général a.i. Radio
TELECONGO	Hyacinthe	<b>MIENANDI</b>	Directeur Programmes TV
TELECONGO POINTE NOIRE	Emile	<b>AWOUE</b>	Directeur Programmes TV

## Côte d'Ivoire

RTI	Koffi	<b>KOUASSI</b>	Directeur TV
	Kouakou Honoré	<b>N'ZUE</b>	Chef Dpt Archives
	Eloi	<b>OULAI</b>	Directeur général/A chargé Radio
	Sanga	<b>TOURE</b>	Directeur Programmes TV
	Nguessan Adèle	<b>YAO</b>	Directeur général/A chargé TV

**Djibouti**

RTD	Mohamed	<b>MOHAMED OMAR DARAR</b>	Informaticien AIME
	Yasmine	<b>MOHAMED</b>	Programmation
	Meraneh	<b>SAAD HOUSSEIN</b>	Directeur Programmes TV

**France**

AITV/RFO	Dominique	<b>FOSSE</b>	Rédacteur en Chef AITV
Ambassade de France	Etienne	<b>ROUGERIE</b>	Attaché régional de coopération médias
Ambassade de France à Lagos	Robert	<b>MINANGOY</b>	Attaché Audiovisuel Régional
CFI	Etienne	<b>FIATTE</b>	Directeur général
	Mourad	<b>BOURETIME</b>	JRI
	Françoise	<b>COURBALLEE</b>	Responsable achats programmes
	Philippe	<b>HERPIN</b>	Directeur des programmes
	Apophia	<b>KOMUGISHA</b>	Relations partenaires
	Caroline	<b>PERICARD</b>	Adjointe Directeur Afrique
	Guillaume	<b>PIERRE</b>	Directeur Afrique
	Nicolas	<b>SANSON</b>	Chef de projet
	Martine	<b>VIGLIONE</b>	Consultante
France Télévision	Alain	<b>BELAIS</b>	Directeur Relations Internationales
INA	Maïc	<b>CHOMEL</b>	Directrice Adj des Archives Audiovisuelles
	David	<b>HIVET</b>	Responsable Service Commercial
LAB RADIO	Frédéric	<b>PITARD</b>	Consultant OIF
MAE	Marguerite	<b>HITIER</b>	Adjointe Sous-Directeur TV, Radio, Journalisme
	Nathalie	<b>STREIFF</b>	Chef du Bureau Coopération audiovisuelle
Radio France	Alain	<b>MASSE</b>	Directeur Délégué
	Jean-Pierre	<b>BERGEON</b>	Délégué aux programmes France Bleu
RFI	Jean-Marc	<b>BELCHI</b>	Directeur/A Relations Internationales
	Bernard	<b>CHENUAUD</b>	Responsable formation
	Vicky	<b>SOMMET</b>	Directrice
	Catherine	<b>SOURNIN</b>	Responsable Documentation-Archives
RFO	Marijosé	<b>ALIE MONTHIEUX</b>	Directrice Relations Culturelles
	Pierre	<b>BOBOUM II</b>	Direction des Antennes TV
	Gora	<b>PATEL</b>	Directeur Antennes Radio
	Yves	<b>RAMBEAU</b>	Directeur Relations institutionnelles
UIJLF	Hervé	<b>BOURGES</b>	Président UIJLF

**Gabon**

RTG1	Jean-Pierre	<b>IDANGA</b>	Directeur Programmes TV
RTG2	Félicienne	<b>NYANGONO-NDONG</b>	Conseiller Directeur général RTG2

**Guinée**

RTG	Alpha Kabinet	<b>DOUMBOUYA</b>	Directeur général
	Yaye Haby	<b>BARRY</b>	Chef Service Documentation et Archives
	Moustapha	<b>MARA</b>	Directeur Programmes TV

**Haïti**

TNH	Pradel	<b>HENRIQUEZ</b>	Directeur général TV
-----	--------	------------------	----------------------

**Ile Maurice**

MBC	Bijayecoomar	<b>MADHOU</b>	Directeur général
	Indira	<b>CHETTIYAR</b>	Communication Manager
	Praneeta	<b>DHOOMUN</b>	Responsable Documentation et Archives
	Soomansing	<b>JEEWOOTH</b>	Réalisateur
	Marie-Céline Martine	<b>LUCHMUN</b>	Directeur Programmes TV
	Pamela	<b>PATTEN</b>	Directrice Radio
	Poorundeo	<b>SEEBALUCK</b>	Conseiller Departement de l'ingenierie et technologie
	Dharmendre	<b>SUJEEBUN</b>	IT Manager

**Iles Comores**

ORTC	Faouzia	<b>ALI AMIR</b>	Directeur général
------	---------	-----------------	-------------------

**Madagascar**

ORTM	Voahangi	<b>RAKOTOZAFY</b>	
	Flavienne	<b>RAMAROSAONA</b>	
	Honoré	<b>RASOLONJATOVO</b>	
	Nirilala	<b>VOLOLONJARAHASINA</b>	

**Mali**

ORTM	Sidiki	<b>N'FA KONATE</b>	Directeur général
	Bakary	<b>DIARRA</b>	Archiviste
	Mahamadou Koly	<b>KEITA</b>	Directeur des Programmes
	Seydou Baba	<b>TRAORE</b>	Directeur Radio

**Maroc**

SNRT	Abdel Ouafi	<b>EL HAMMAR</b>	Chef Archives TV
	Kebira	<b>JEHHAR</b>	Journaliste-réalisatrice

**Mauritanie**

TVM	Mohamed Yahya	<b>HAYE</b>	Directeur général TV
	Ould Beheit	<b>MOHAMED</b>	Directeur Programmes TV
	Mariam Mint	<b>BEYROUK</b>	Réalisatrice

**Niger**

ORTN	Amadou	<b>HAROUNA YAYE</b>	Directeur général
	Achabi	<b>AMOUSSA</b>	Responsable Cellule AIME
	Abdourahamane	<b>IDI DAN BADAOU</b>	Directeur Programmes Télé-Sahel
	Abdou	<b>MALAM CHAFO</b>	Directeur Programmes Tal TV
	Laouali	<b>OUSMANE</b>	Responsable Informatique
	Mariama	<b>SEYDOU NAMATA</b>	Réalisatrice
CRPF	Ali	<b>OUMAROU</b>	Responsable
	Kandine	<b>ADAM ABORAK</b>	Formateur-monteur

**Organisations Internationales**

OIF	Frédéric	<b>BOUILLEUX</b>	Directeur de la langue française, de la diversité culturelle et linguistique
	Paul Charlemagne	<b>COFFIE</b>	Responsable projets chargé du secteur TV
Fondation Hironnelle	Yves	<b>LAPLUME</b>	Délégué éditorial
TV5MONDE	Frédéric-Louis	<b>BOULAY</b>	Directeur Programmes, de la programmation et de la production
	Denise	<b>EPOTE</b>	Directrice Afrique
	Gil	<b>FERRAND</b>	Directeur délégué à la diversification et au multimédia
	Lam	<b>KABORE</b>	Délégué Antenne Afrique
RFP	Françoise	<b>DOST</b>	Secrétaire générale

**Congo RD**

RTNC1	Gabriel	<b>PASI SAMBA</b>	Directeur Programmes TV
RTNC2	Eleuthere	<b>LUTU MABANGU</b>	Directeur Programmes TV

**Rwanda**

ORINFOR	Charles	<b>BAHIZI RUBAKISIBO</b>	Chef Etudes et Programmes
	Emmanuel	<b>MUNYARUKUMBUZI</b>	Réalisateur

**Sénégal**

RTS	Hamet	<b>BA</b>	Chef Service Archives TV
	Mamadou	<b>BAAL</b>	Directeur TV
	Cheikhou Oumar	<b>SECK</b>	Directeur Radio
	Aicha	<b>THIAM</b>	Réalisatrice

**Seychelles**

SBC	Maryse-Cécile	<b>LEGAIE</b>	Directeur Programmes TV
	Patrick	<b>MATHIOT</b>	Responsable Formation
	Jacqueline	<b>MOUSTACHE-BELLE</b>	Directrice Radio

**Suisse**

TSR	Catherine	<b>NOYER</b>	Déléguée Relations Internationales
	Danièle	<b>FEURER-RISSE</b>	Chargée de Production
RSR	Vladimir	<b>LOUVRIER</b>	Chargé de mission

**Tchad**

ONRTV	Amin	<b>ANOUAR AL-SADAT</b>	Directeur Programmes TV
	Benelim	<b>DJIMADOU MBAYE</b>	Réalisateur

**Togo**

Radio Lomé	Pitalounani	<b>TELOU</b>	Directeur Radio
Télévision Togolaise	Kouessan	<b>YOVODEV I</b>	Directeur général
	Kokou Mawuena	<b>AGBEMADON</b>	Réalisateur, Chef Production
	Bonfoh	<b>ASSANTI</b>	Adjoint au Chef Division Programmes TV
	Dorotheé	<b>TABIOU IBRAHIMA</b>	Journaliste

**Tunisie**

Radio Tunisienne	Adel	<b>CHABCHOUB</b>	Directeur Relations Extérieures
------------------	------	------------------	---------------------------------

**Vietnam**

VOV	Minh Nguyệt	<b>HOANG</b>	Directrice générale adjointe
	Van Khiêm	<b>NGUYỄN</b>	Directeur Adjoint
VTV	Trần Uy	<b>PHAM</b>	Directeur Adjoint Dept de l'Actualité
	Cao Cuong	<b>VU</b>	Coordonnateur Dpt Coopération Internationale

**Cameroun**

CRTV	Amadou	<b>VAMOULKE</b>	Directeur général
	Odile	<b>AMBASSA</b>	Assistante de Direction
	Jean-Marie	<b>ANGOUNDA</b>	Informaticien
	Ephraïm	<b>BANDA GHOGOMU</b>	Directeur Adjoint des Programmes TV
	Marcel	<b>BEBE</b>	Monteur TV
	Alain	<b>BELIBI</b>	Directeur de l'Info Radio
	Jean-Baptiste	<b>BIDJOGO</b>	Technicien Radio
	François	<b>BINGONO BINGONO</b>	Sous-Directeur Programmes Radio
	Célestin	<b>BOTEN</b>	Directeur des Programmes Radio
		<b>BOUBA NASROU</b>	Directeur Ressources Humaines
	Christelle	<b>BOUDJIEKA</b>	Animatrice Radio
	Dieudonné	<b>DAY-ZAL</b>	Directeur de la Production Radio
	Marcel	<b>EDONG</b>	Monteur TV
	Robert	<b>EKUKOLE</b>	Directeur de la Production TV
	Joseph	<b>ESSOMBA</b>	Journaliste Radio
	Antoinette	<b>ESSOMBA</b>	Directeur de la CRTV Marketing and Communication Agency
	Samuel	<b>FOHTUNG</b>	Sous-Directeur Affaires Générales
	Gisèle	<b>FRIDA</b>	Agent administratif
	Peter	<b>FUL</b>	Directeur Adjoint Info TV
	Cyrille	<b>KINGUE</b>	Reporter
		<b>LAMERE</b>	Journaliste TV
	Joyce	<b>LEPTI KIMBI</b>	Journaliste TV
	Robert	<b>LEREH ABOSOUO</b>	Directeur Diffusion et Transmission
	Adèle	<b>MBALLA ATANGANA</b>	Directeur du Centre de Formation Professionnelle
	Odile	<b>MBALLA MBALLA</b>	Directeur Adjoint de la CRTV Marketing and Communication Agency
	Séverin Aléga	<b>MBELE</b>	Journaliste Radio
	Rosalie	<b>MBELE ATANGANA</b>	Réalisatrice
	Ottou	<b>MBIA</b>	Journaliste Radio
	Edith Virginie	<b>MBOCK</b>	Journaliste Radio
	Salomine	<b>MESSIO A BEDIONG</b>	Directeur Programmes TV
	Régine	<b>MEYE</b>	Chargée des Relations Publiques
	François Marc	<b>MODZOM</b>	Rédacteur en chef Langue Française Radio
	Catherine	<b>MOUDIKI</b>	Direction des Finances et de la Logistique
	Alain	<b>MVONDO</b>	Animateur Radio
Aissatou	<b>NDANG ESSI</b>	Commerciale	
Pie	<b>NDEMBA</b>	Directeur des Equipements TV	
Jean Materne	<b>NDI</b>	Sous-Directeur Programmes TV	

SÉFOR 2008

CRTV	Charles	<b>NDONGO</b>	Directeur Info TV
	Grâce	<b>NDONGO</b>	Relations Publique
	Anselme	<b>NDOPATA</b>	Journaliste
	Daniel	<b>NGAMY</b>	Chef Division Informatique
	Clarisse	<b>NGONO ATEBA</b>	Journaliste TV
	Simon	<b>NGOTOUGA</b>	Directeur Equipements Production Radio
	Marie-Louise	<b>NGWA CHEKA</b>	Charge Relations Publiques
	Raymond	<b>NJOYA LINDOU</b>	Réalisateur TV
	André Paul	<b>NKOUAGA</b>	Réalisateur TV
	Daniel Anicet	<b>NOAH</b>	Sous-Directeur de l'Observatoire TV
	Michel	<b>NZENG</b>	Cadre publicitaire
	Ernest	<b>OLAMA</b>	Chauffeur
	Honorine	<b>OMBGA</b>	Sous-Directeur du Personnel
	Eustache	<b>OMONDO</b>	Monteur TV
	Valéry Dikos	<b>OUMAROU</b>	Responsable Radio SEFOR
	Nelson	<b>TAIWE</b>	Informaticien
	Alice Chantal	<b>TCHANDEM</b>	Journaliste TV
	Félix	<b>WANDJI</b>	Technicien Radio
	Francis	<b>WETE</b>	Directeur général/A
		<b>WITOMO LASSOULA</b>	Informaticien
	Emmanuel	<b>WONGIBE</b>	Chef Division Coopération et Relations Publiques
Universités du Cameroun	Michel Tjade	<b>EONE</b>	Professeur
CRPF	Hubert	<b>ATANGANA</b>	Responsable
	Véronique	<b>FANKAM</b>	Secrétaire de Direction
	Cyriaque	<b>NDI MBALLA</b>	Exploitant Monteur
	Hilaria	<b>MBARGA</b>	Exploitant Mixeur

**Exposants**

NETIA	Christophe	<b>CARNIEL</b>
	Mustapha	<b>REZZOUG</b>
NINSIGHT	Emmanuel	<b>DE LA TORRE</b>
	Christophe	<b>JEUFFRAIN</b>
	Gael	<b>LANCRENON</b>
GLOBECAST	Lionel	<b>ANTOINE</b>
	Alexandre	<b>GHIS</b>
THOMSON GRASS	Thierry	<b>MARTIN</b>
	Franck	<b>MOUGENOT</b>
VALERIO MAIOLI	Gianni	<b>SOPRANI</b>
	Giovanni	<b>MARCO</b>
	Aldo Branzanti	<b>MARCO</b>
ISOVISION	Olivier	<b>JOLLY</b>
	Junior	<b>MANGOUMBA</b>
	Jean-Pierre	<b>PROSPER</b>
STUDIOTECH	Jean-Marc	<b>ROSENBERG</b>
	Nicolas	<b>TARDIEU</b>

**CIRTEF**

CIRTEF Bruxelles	Guila	<b>THIAM</b>	Secrétaire général
	David	<b>BARY</b>	Conseiller
	Christine	<b>CLAEYS</b>	Chargée de mission
	Etienne	<b>DERUE</b>	Conseiller
	Angélique	<b>SCHUSZTER</b>	Assistante de Production.
	Ronald	<b>THEUNEN</b>	Chargé de mission
FCM	Eddy	<b>NUTELET</b>	Voyagiste
CBC	Rudi	<b>VERHEYEN</b>	Agent financier